



UNIVERSITÉ GRENOBLE ALPES
SCIENCES PO GRENOBLE

Philippe URVOA



L'ESS face aux évolutions du militantisme
*Facteurs, formes et objets de militance chez les étudiants
en Économie Sociale et Solidaire*

sous la direction d'Ewa BOGALSKA-MARTIN

Année universitaire 2018/2019

Master 2 Développement et Expertise de l'Économie Sociale



Université Grenoble Alpes
Sciences Po Grenoble

Philippe URVOA

L'ESS face aux évolutions du militantisme
*Facteurs, formes et objets de militance chez les étudiants
en Économie Sociale et Solidaire*

sous la direction d'Ewa BOGALSKA-MARTIN

Année universitaire 2018/2019
Master 2 Développement et Expertise de l'Économie Sociale

« La jeunesse est un âge, elle est un temps de la vie. Elle est aussi un état qui renvoie l'image de la société, de ses espérances et de ses blocages, de ses projections et de ses impasses. Les jeunes doivent pouvoir y trouver une place et assumer la relève des générations. Dans quelles conditions ? Avec quelles contraintes et quelle marge de liberté ? »

Anne Muxel, *Politiquement Jeune*
Éditions de l'Aube - Fondation Jean-Jaurès, 2018

« Le sens de la vie est la plus pressante des questions. Comment y répondre ? »

Albert Camus, *Le mythe de Sisyphe*
Éditions Gallimard – Paris, 1942

REMERCIEMENTS

La liste serait longue si je devais citer ici, sans en oublier aucune, chacune des personnes qui m'ont soutenu dans cette périlleuse et étrange aventure que constituait pour moi la rédaction d'un mémoire de recherche. De l'ami de toujours qui, d'une simple phrase au détour d'un café, a su me redonner l'énergie et la confiance nécessaires pour persévérer aux conseils souriants de Madame Bertrand du service documentation de l'IEP m'expliquant avec patience comment économiser le précieux et trop rare temps imparti pour l'exercice, en passant par les « collègues » de l'association que je venais de rejoindre ; nombreux sont celles et ceux qui cette année m'auront, parfois même sans le savoir, encouragé et permis d'achever ce singulier exercice. Qu'ils en soient tous très sincèrement remerciés.

Évidemment, rien n'aurait été possible si je n'avais pas été accompagné pendant cette épreuve par l'enthousiasme et la profondeur d'esprit d'Ewa Martin, ma directrice de recherche. Chacun de nos échanges m'aura vu repartir beaucoup plus éclairé que je ne l'étais en arrivant. Plus clair sur le chemin à suivre, mais aussi – par un effet de contagion – beaucoup plus convaincu de l'intérêt même de mon sujet. Merci de m'avoir guidé avec rigueur, conviction et sourires mêlés tout au long de l'année. Aussi, aux petites histoires de la Grande Histoire distillées lors de nos entretiens. *Dziękuję tobie.*

A Amélie Artis, directrice du master, à sa souriante exigence, son extraordinaire réactivité mais aussi à sa faculté à ne pas s'agacer face à mes questions qui n'étaient probablement pas toujours très pertinentes. Merci de m'avoir accueilli cette année, de m'avoir permis de mieux cerner l'univers de l'Économie Sociale, et merci d'avoir su ajuster avec brio vos réponses aux niveaux hétéroclites qui étaient ceux d'une classe mêlant jeunes étudiants et moins jeunes en reprise d'études.

Un grand merci également à l'ensemble des jeunes qui, en m'offrant le temps nécessaire sur des semaines déjà bien remplies, ont accepté de répondre à mes sollicitations. Sans eux, je n'aurai pas pu explorer mon sujet. Sans eux, je ne saurais pas si la jeunesse est toujours un moment d'enthousiasme. Merci, et d'avoir répondu présent et d'avoir apporté votre sincérité, votre authenticité et votre énergie lors de nos échanges.

Enfin, à mon essentielle, qui a si bien fait semblant tant de fois d'être fascinée par ce que je lui racontais cette année. Merci d'avoir accepté, pleinement, que cette reprise d'études prenne beaucoup plus d'espace et de temps que nous ne l'avions envisagé de prime abord. Aux nombres d'heures de tâches domestiques dont je lui suis débiteur aujourd'hui, à ses sourires, sa sérénité et son précieux soutien dans les moments de désespérance.

Toujours, à mes absentes, MJE, obstinément cette année vous est aussi dédiée.

AVANT-PROPOS

De la difficulté à cerner l'Économie Sociale... et à l'interroger

Si à la fin des années 80 mon parcours de formation m'avait amené à croiser Littérature et Sciences de l'Imaginaire dans une ambition toute candide de mieux saisir le monde, c'est vers les champs complexes et parfois rugueux de l'Insertion Professionnelle que mes pas m'auront mené tout au long de ces vingt-cinq dernières années. Comment trouver « sa place » dans un marché de l'emploi toujours plus excluant, telle aura été la question qui aura occupée l'essentiel de ma carrière. Pourtant, après deux décennies d'engagement au sein du service public à combattre ce monstre phagocyte qu'est le chômage, s'est progressivement imposée à moi la nécessité d'une prise de distance propice à la réflexion. Me représentant militant, engagé et concerné, je croisais depuis toujours la route de l'Économie Sociale sans vraiment savoir, comme tant d'autres, ce que recouvrait exactement cette appellation. Décidé à mieux comprendre et à éprouver les possibilités que celle-ci pouvait proposer comme réponses aux questions d'emploi ou de travail, je retournais donc sur les bancs de l'école, presque 30 ans après les avoir quittés.

Or, pour qui découvre au détour d'une reprise d'études l'univers de l'Économie Sociale et celui de la recherche qui l'observe, l'abondance de la littérature portant sur la question même de ce qu'elle est, ce qu'elle entend être, interpelle. Quel est donc cet objet qui semble tant en peine de se définir et pourtant tant soucieux de le faire ?

De prime abord, la question – et la variété des réponses qu'elle appelle – est déconcertante. Qu'on tente de la définir « en creux », en rappelant qu'elle n'est ni capitaliste ni publique, qu'on l'aborde sous l'angle législatif *via* la Loi Hamon qui en la circonscrivant statutairement ouvre dans le même temps une brèche vers d'autres formes (objet social, entrepreneuriat social, agrément ESUS...), ou encore qu'on tente de la définir par ses « valeurs » avec toutes les limites inhérentes à un tel exercice...force est de constater que *l'Économie Sociale* – devenue aujourd'hui « *et Solidaire* » - est polymorphe, hétérogène tant dans les activités qu'elle recouvre que dans la diversité des organisations qu'elle met en place pour les mener à bien. Elle semble résister à une définition qui serait partagée et admise par tous. A tel point que Matthieu Hély, spécialiste de la question, lançait il y a dix ans dans un titre volontairement provocateur que *l'Économie Sociale et Solidaire n'existe pas*¹.

¹ Hély, Matthieu. *L'économie sociale et solidaire n'existe pas*, La vie des idées, avril 2008. Derrière la provocation, le propos de Mathieu Hély n'est pas de « dénoncer une imposture », mais bien de pointer la grande hétérogénéité des idéaux, concepts, pratiques et organisations qui la composent.

Pourtant, on lui reconnaît quelques « particules élémentaires » constitutives de son ADN. Sa gouvernance démocratique, son essence collective et la recherche d'un but autre que le profit en sont les trois piliers. Mais ces principes ne suffisent pas à saisir complètement ce qui peut bien unir la petite association des habitants du quartier aux grandes mutuelles françaises, ce qu'ont en commun les compagnons d'Emmaüs et une CAE² qui accueille en son sein coiffeur à domicile, consultant et développeur informatique.

C'est que, pour le dire rapidement, l'Économie sociale semble se fixer pour ambition d'être autre chose, une alternative à une économie privée lucrative qu'elle considère comme inefficace, insuffisante voire nocive pour l'individu que l'ESS place au centre de ses préoccupations. A défaut de pouvoir en décrire les moindres caractéristiques, l'exercice qui suit a pour dessein, modestement, de contribuer à définir si, oui ou non, l'économie sociale est surtout et avant tout une histoire d'hommes et de femmes engagés *pour un monde meilleur*. Ce sont donc, plutôt que les organisations, les concepts ou les valeurs, les individus qui la façonnent, et en particulier ceux qui vont la façonner dans les décennies à venir, qui seront au centre de ce travail.

Certes, de nombreux travaux, en particulier en sociologie, pointent des dissonances assez fortes entre les représentations, aspirations portées par l'ESS et la réalité pratique qu'elle propose concrètement, et ce notamment en matière d'emploi. Porteuse, voire revendiquant des valeurs fortes, l'ESS dans son inscription dans le réel n'offrirait pas toujours les atouts et perspectives qu'elle promeut. Malgré tout, si l'on en croit Henri Desroches, « aucune caravane utopique n'a atteint son mirage. Mais sans ce mirage, aucune caravane ne se serait mise en route »³. A l'heure où l'on entend de manière récurrente que le militantisme ne parle plus aux jeunes générations, qu'en parallèle l'ESS s'est dépolitisée sous les coups de son institutionnalisation et de sa professionnalisation, qu'en est-il exactement pour ces jeunes qui ont choisi de se former pour devenir, demain, les futurs cadres de l'ESS ? Entendent-ils, eux aussi, conduire ou rejoindre une caravane qui se dirigerait, même sans être certaine d'atteindre son but, vers un nouveau mirage ? L'ESS, cette économie atypique, marginale mais toujours plus présente dans le paysage français est-elle toujours une affaire de militants ? C'est à cette question que nous allons essayer de répondre.

² Coopérative d'Activité et d'Emploi.

³ Henri Desroches Henri, cité par Gueslin, André. *L'Invention de l'économie sociale, Idées, Pratiques et Imaginaires coopératifs et mutualistes dans la France du XIXème Siècle*, Paris, Economica, 1987, p. 83

SOMMAIRE

Introduction	9
PARTIE I : Militer aujourd’hui ?	19
I. L’impossible histoire du militantisme.....	19
II. Les nouvelles formes de militantisme ; que sont les militants devenus ?.....	30
III. Essai de caractérisation du militantisme.....	39
PARTIE II : L’ESS, un terrain propice au militantisme ?	48
I. Histoire abrégée de l’Économie Sociale...et Solidaire.....	48
II. Une économie militante ?	57
III. ... ou de militants ?	72
PARTIE III : Le temps des études, le sens en construction	83
Le dispositif d’enquête	84
I. Un cheminement vers l’engagement ?	89
II. Facteurs d’engagements... et de désengagements.....	100
III. La nécessité de procéder à des arbitrages.....	107
IV. Une nouvelle forme de militantisme ?	113
Conclusion	117
Bibliographie	123
Résumé	129
Table des matières	130
Tables des annexes	132
Annexes	133

INTRODUCTION

L'ESS, une économie militante ?

Si nombre de sujets font débat dès lors qu'on évoque l'Économie Sociale et Solidaire, il est par contre une chose qui fait consensus : elle est aujourd'hui devenue un *marché de l'emploi* en soi, avec ses 2 400 000 salariés, ses 220 000 établissements employeurs et sa moyenne de 5000 créations d'entreprise annuelle ⁴.

Elle constitue même actuellement en matière d'emplois une possible niche : le départ à la retraite de plus de 700 000 personnes d'ici à 2025 (un tiers des emplois du secteur) ouvre la porte à de véritables opportunités, entre autres pour les jeunes qui vont entrer dans la vie active. Si certains secteurs, médico-social et insertion notamment, comportent la particularité d'offrir des perspectives aux moins qualifiés de la population, une part non négligeable des emplois à pourvoir s'adresse aux diplômés de l'enseignement supérieur, en capacité de prendre des responsabilités de projet, de mission ou de management. Ce n'est donc pas un hasard si l'offre de formation universitaire sur le sujet s'est étoffée ces dernières décennies. L'observatoire de l'Économie Sociale dénombre aujourd'hui pas moins de soixante-douze établissements⁵ de l'enseignement supérieur proposant de former les futurs cadres de l'Économie sociale. En moins de trente années, leur nombre a quintuplé.

A l'heure où cette offre de formation supérieure s'est organisée, voire institutionnalisée, on peut toutefois s'interroger sur les raisons qui amènent ces jeunes à s'orienter vers cette voie. En effet, de manière générale, les enquêtes menées par les organismes spécialisés⁶ soulignent un manque d'attractivité sur les plans rémunérations, quotités de travail voire parfois conditions de travail, que viendrait en partie compenser la « quête de sens », le graal contemporain dès qu'on parle emploi. Que signifie cet item pour des jeunes en passe de s'insérer sur le marché de l'emploi ?

Un secteur peu attractif ... qui attire de plus en plus d'étudiants ?

Certes, du point de vue rémunérations, même s'il faut constater de fortes disparités tant statutaires que régionales, pour les cadres comme pour l'ensemble des salariés de l'ESS « toutes choses égales par ailleurs » le salaire médian reste inférieur à celui du privé lucratif. Par ailleurs, notamment dans le monde associatif qui représente les deux tiers de l'emploi au

⁴ *Atlas commenté de l'économie sociale et solidaire 2017*, Observatoire national de l'ESS – CNCRESS, édition 2017, 3ème édition. Délai de publication des sources INSEE faisant, les chiffres sont de 2014.

⁵ Données consultables sur le site <http://riuess.org/formations/>. Signe de la « bonne santé du secteur » ou de son attractivité, ces chiffres progressent chaque année.

⁶ *L'Atlas Commenté de l'Économie Sociale et Solidaire*, encore une fois sur les salaires, mais aussi l'AVISE dans son étude « *Ces Jeunes qui s'intéressent à l'ESS* », publiée en 2014.

sein de l'Économie Sociale, l'emploi proposé y est plus souvent à temps partiel que dans le lucratif.

Néanmoins, une étude menée par l'APEC⁷ en 2016 portant sur les aspirations des jeunes qui souhaitent s'orienter vers l'ESS souligne que d'autres facteurs que les questions salariales et/ou de quotité de travail viendraient influencer sur l'orientation des jeunes vers ce secteur. En particulier, deux items peuvent retenir notre attention : l'aspiration à **une qualité de l'emploi** (autonomie, voire indépendance, qualités de relations de travail *via* l'exercice démocratique) mais également à **une quête de sens** (faire quelque chose d'utile, développer des activités d'intérêt général) seraient parmi les facteurs prioritaires pour les jeunes qui s'intéressent à l'ESS. Le sens évoqué ici serait donc rattaché à une notion d'utilité, et viendrait compenser les déficits de rémunération. Pourtant, ici encore, des études menées par des sociologues sur la question des conditions de travail viennent altérer une vision parfois idéalisée des emplois au sein de l'ESS.

Par exemple, Matthieu Hély dans un article consacré à l'emploi associatif ⁸ évoque l'hypothèse d'un *don de travail*, voire d'une « servitude volontaire » opérée par les salariés et notamment les cadres pour servir le projet associatif. Se basant sur l'idée que « *l'idéologie du secteur associatif, fondée sur l'invocation du désintéressement et du don de soi et dont les bénévoles sont souvent les gardiens du temple, peut parfois servir d'alibi pour occulter la violence inhérente aux rapports salariaux* », il montre que si le consentement au différentiel de salaire semble bien le résultat d'une adhésion à un projet d'intérêt général, celle-ci est surtout le fait d'une contrainte qui résulte moins d'un choix conscient que d'un rapport de domination : « *faire comme si le différentiel de salaire, défavorable au secteur associatif, reposait sur l'acceptation pleine et entière du travailleur associatif suppose à la fois d'ignorer que ce dernier n'a peut-être pas d'autre alternative du point de vue de ses orientations de carrière que ce secteur [.../...] et, par ailleurs, que sa contribution au projet associatif s'inscrit dans le cadre d'une relation salariale et non d'un engagement désintéressé* ». ⁹ L'auteur pose alors la question de la valeur du travail, qu'il distingue du « prix du travail », qui trouverait sa source ailleurs que dans l'évaluation marchande. Sans toutefois préciser exactement où.

Dans un article co-écrit en 2011, Gilles Lazuech et Fanny Darbus ¹⁰ interrogent quant à eux les transformations opérées au sein de l'Économie Sociale ces trente dernières années. Du

⁷ Agence pour l'Emploi des Cadres. L'étude en question ici porte sur « *les jeunes diplômés qui s'intéressent à l'ESS* ». elle est consultable sur le site de l'AVISE.

⁸ Hély, Matthieu. *À travail égal, salaire inégal : ce que travailler dans le secteur associatif veut dire*, *Sociétés contemporaines*, 2008/1 (n° 69), p 132

⁹ *Ibid*, pp 141-142

¹⁰ Lazuech Gilles, Darbus Fanny, *Du militant au manager ? Les « nouveaux » cadres de l'économie sociale*, dans: Paul Bouffartigue éd., *Cadres, classes moyennes : vers l'éclatement*. Paris, Armand Colin, « Recherches », 2011, p. 76-86.

fait de la professionnalisation du secteur, et plus généralement des transformations des rapports que l'ESS entretient avec la puissance publique, serait apparue une tension entre la génération des premiers cadres, des années 70-80 et identifiés par les auteurs comme « managers pionniers et militants », et celle plus récente des nouveaux cadres, formés plus clairement aux méthodes de gestion et de management. Ces derniers, coincés dans cette tension entre performance économique et mission sociale, entre « habitus militant » et « habitus gestionnaire », seraient aujourd'hui en mal d'identité professionnelle. Observant les oppositions qu'entretiennent ces deux catégories de cadres au sein de l'ESS, les auteurs concluent sur la nécessité d'un « *travail collectif de (re)construction identitaire* » qui viendrait concerner les jeunes en formation au premier chef : « *cette reconstruction identitaire trouve un terrain particulièrement favorable d'expression au cœur de l'actuel dispositif de formation des cadres de l'économie sociale. Certaines formations, qui mélangent de jeunes étudiants et des salariés en reprise d'études (... / ...) jouent un rôle de brassage identitaire très important. Le développement de formations explicitement destinées aux cadres de l'économie sociale en poste ou en devenir cherche à faire converger vers un sens commun du métier et de ses pratiques des agents aux parcours hétérogènes et à rendre normal (au sens de la terminologie durkheimienne) l'acquisition de nouveaux savoir-faire gestionnaires tout en insistant sur la nécessité de conserver certaines des spécificités et des valeurs qui caractériseraient l'économie sociale* »¹¹.

Resurgit donc ici la question de valeurs propres à l'économie sociale, et de leurs capacités à faire converger vers elles les jeunes au moment de leurs choix d'orientation. La littérature sociologique sur le sujet est, on l'imagine facilement, abondante. Nombre d'articles posent notamment la question de cette tension entre posture militante et gestionnaire au sein de l'économie sociale. Tension qui écartèlerait possiblement les nouveaux entrants sur le marché des cadres de l'économie sociale.

Dans le prolongement de ces réflexions, Gilles Lazuech interrogeant lui aussi dans son étude sur les Structures d'Insertion par l'Activité Économique nantaises¹² la question de cette identité professionnelle évoque la possible apparition d'une figure nouvelle, celle du « manager-militant » : « *Tout se passe aujourd'hui, dans les limites de notre enquête, comme si ce travail de construction aboutissait à la figure sociale du manager-militant. Figure qui n'est ni celle du patron, pourtant assez largement diffusée dans le champ de l'IAE, ni celle du cadre d'entreprise, qui sert un peu de repoussoir, ni celle du manager-bénévole qui ne correspond pas à l'identité sociale que souhaitent se donner des professionnels salariés. La figure du manager-militant ne renvoie pas à un ancien militant qui serait devenu*

¹¹ Lazuech et Darbus, page 85

¹² Lazuech Gilles, *Les cadres de l'économie sociale et solidaire : un nouvel entrepreneuriat ?*. Formation emploi, 2006/3 (n° 95), p.5

manager, ni à un manager qui se mettrait au militantisme. C'est une figure sociale nouvelle qui serait façonnée entièrement par cette double appartenance »¹³. Il reste que la question du militantisme à laquelle viendrait s'adosser la qualité gestionnaire est de manière générale assez ambiguë, ou imprécisément définie. Si de manière générale, on semble savoir ce que n'est pas ce « nouveau militantisme », on ne sait pas exactement non plus ce qu'il est, comment il s'incarne et s'exprime. L'hypothèse du « don du travail » évoquée précédemment ne saurait épuiser le sujet.

Un secteur riche de sens ?

On peut donc légitimement se poser la question du sens que donnent ces jeunes à leur orientation vers les formations spécialisées en ESS. Si on se souvient que l'offre de formation sur le sujet est en augmentation constante, on peut supposer que la demande de formation – les jeunes, donc – l'est aussi. Pourquoi des jeunes choisissent-ils de se former aujourd'hui à devenir les futurs cadres de l'ESS ? Quels sont leurs moteurs, motivations, qu'en attendent ils ? Poser cette question, c'est poser indirectement la question de l'identité de l'ESS, et de ce qu'elle propose en matière d'identité professionnelle ou d'affiliation possible. On l'a déjà esquissé, la question est complexe.

Si on en croit son histoire, elle serait une économie de militants, voire une économie militante, un espace particulier d'expérimentations et de propositions alternatives au modèle économique capitaliste. Riche de deux siècles d'histoire, elle s'est inscrite durablement dans l'histoire économique du pays, en devenant, *via* la salarisation et la professionnalisation, un marché du travail en soi. Marché, qui plus est, en progression constante. Pourtant, elle reste « marginale », voire « marginalisée » par son cousin capitaliste qu'elle conteste ou accompagne selon les époques : en-dehors de ses partisans et acteurs propres, sa capacité de transformation sociale n'est que rarement reconnue, nous y reviendrons. De surcroit, construite et portée par des militants, cette économie « pas comme les autres » souffrirait de tensions internes qui auraient produit sur ces trente dernières années une fonte, voire une disparition du militantisme originel. En devenant gestionnaire, l'ESS aurait perdu sa singularité militante : tout se passe comme si désormais, « *l'adhésion aux valeurs fondatrices du secteur de l'économie sociale n'a plus qu'une importance relative* ». ¹⁴

Pour couronner le tout, force est de constater que l'Économie sociale est polymorphe, hétérogène tant dans les activités qu'elle recouvre que dans la diversité de ses organisations. Cette diversité semble à la fois sa force et sa faiblesse : si elle élargit le

13 *Ibid.*, p. 72

14 *Ibid.*, p. 82

champ des possibles en matière d'activité, ce qui peut la rendre possiblement attractive pour les aspirants à l'emploi, elle empêche aussi une identification claire et consensuelle. Aujourd'hui grignotée par l'économie capitaliste sur son objectif social par l'expansion des politiques de Responsabilité Sociale des Entreprises comme par la législation qui fait naître les « entreprises à mission » et élargit les possibilités d'agrément ESUS *via* la Loi Hamon, l'ESS semble résister à une définition qui serait partagée et admise par tous, et souffre d'un déficit identitaire qui semble empêcher ceux qui y travaillent de s'en revendiquer, voire de s'y affilier.

Dès lors, pourquoi choisir, quand on a la liberté de le faire, de se former en ESS ? Pourquoi choisir de passer les épreuves qui amèneront à un Master si celui-ci ne vous protégera pas d'un premier emploi qui sera probablement rémunéré au minimum légal, et possiblement à temps partiel ? C'est l'hypothèse du choix militant et donc d'une persistance militante au sein de l'ESS que nous souhaitons explorer ici. Opter pour une formation qui destine à faire carrière au sein de l'ESS relève-t-il (encore) d'un militantisme particulier, propre à l'économie sociale, c'est-à-dire d'une volonté de transformation sociale que n'offrirait pas l'économie lucrative ? Sinon, les raisons qui amènent ces jeunes à s'orienter vers l'ESS sont-elles ailleurs, en particulier en lien avec les mutations actuelles du rapport à l'emploi ? La réponse est probablement à trouver entre ces deux items. Mais tenter de répondre à cette question suppose de répondre avant tout à une question liminaire : que signifie au fond, militer aujourd'hui ?

La fin des Militants ? ¹⁵

La question militante dépasse, et de loin, la sphère de l'Économie Sociale qui nous occupe. Néanmoins, pour qui entend interroger la persistance du militantisme dans l'ESS aujourd'hui, il n'est pas possible de faire l'économie du sujet . A l'heure où nombreux sont celles et ceux qui dans le monde de la recherche s'interrogent sur l'affaiblissement du militantisme dans nos sociétés modernes, un détour s'impose pour tenter de qualifier et préciser ce qu'on entend par militant, ou par militantisme. Interroger la question du facteur militant dans le choix que font de jeunes étudiants de se former à l'économie sociale – et/ou solidaire – suppose en effet de se mettre d'accord sur les termes. De quoi parle-t-on quand on évoque le militantisme ? Comment qualifier et circonscrire le « fait militant » ? Où naît-il, comment s'incarne-t-il, qui sont ses personnages et que défendent-ils ? C'est sur ces questions que nous allons porter notre réflexion dans notre première partie .

¹⁵ Allusion au titre de l'ouvrage de Jacques Ion, *La fin des Militants ?* Éditions de l'Atelier (programme ReLIRE), « Enjeux de société », 1997, 130 pages.

Le sujet est riche. Les historiens, politologues et sociologues débattent depuis plus de trente années sur les logiques de désengagement qui toucheraient en particulier les jeunes générations. Certains dénoncent un glissement fort vers l'individualisme ; les jeunes seraient aujourd'hui désintéressés par la chose publique, en témoigneraient la désaffection pour les syndicats et partis politiques, voire l'abstentionnisme électoral. D'autres interrogent la persistance d'un militantisme transformé, adapté aux « conditions de l'homme moderne », celles de la seconde ou post modernité . Au-delà de la question même de l'engagement en ESS, celle de l'engagement des jeunes de manière générale est donc d'actualité, et il semble désormais impossible d'évacuer l'hypothèse de « nouvelles » formes de militantisme. La littérature sur le sujet nous montre en effet qu'à l'opposé des conclusions rapides qui voudraient que les nouvelles générations se soient désintéressés de la chose publique, il apparaît au contraire que de nouvelles formes de militance, de nouvelles façons de militer aient vu le jour et se soient même développées ces dernières décennies, dans une logique d'adaptation au monde contemporain.

C'est le sens en particulier de l'ouvrage de Jacques Ion, *La Fin des Militants ?*¹⁶ qui en 1997 allait déclencher une controverse importante au sein de la sociologie de l'engagement, et par là sa redynamisation dans notre pays. Opposant aux partisans d'un déclin du militantisme la thèse d'une transformation des pratiques militantes, Jacques Ion allait questionner les facteurs, formes et sujets de l'engagement chez les jeunes. Nous le verrons plus loin, son ouvrage fut l'objet de nombreuses contestations et critiques. Pour autant, en étudiant de façon empirique les transformations de l'engagement dans une société où l'individuation est toujours plus poussée, Jacques Ion mettait en évidence l'apparition d'un « engagement distancié », caractérisé notamment par son aspect davantage ponctuel, toujours révocable, mais aussi par une méfiance envers les mécanismes de délégation, une part importante accordée aux affects et une mise en jeu de la personne singulière, de son identité. Opposant dans sa démonstration le « militant total »¹⁷ qui aurait vécu au « nouveau militant », la thèse de Jacques Ion allait susciter l'adhésion ou le rejet *a priori*, sans faire véritablement l'objet de vérifications sur le terrain, comme le soulignent plusieurs chercheurs, tels Olivier Fillieule du GERMM¹⁸ ou Frédéric Sawicki et Johanna Siméant, dans « *Décloisonner la sociologie de l'engagement militant* »¹⁹. Malgré tout, elle allait également susciter un renouveau de la

16 Jacques Ion, *op. cit.* p.16.

17 La figure qui apparaît de la façon la plus évidente quand on évoque le militant total est celle du militant du Parti Communiste, faisant don de sa personne et de sa vie à « la cause ». Nous y reviendrons plus loin.

18 Le GERMM est au sein de l'Association Française de Sciences Politiques le *Groupe d'Études sur les Mutations du Militantisme*. Dirigé par Olivier Fillieule et Nonna Mayer, il a été fondé en 1994 autour des questions de militantisme « moral », c'est-à-dire ni politique, ni syndical.

19 Sawicki, F., Siméant, J., *Décloisonner la sociologie de l'engagement militant. Note critique sur quelques tendances récentes des travaux français*. Sociol. trav. (Paris) (2009). Page 12, les auteurs reconnaissent qu' « on peut regretter que la théorisation de J.Ion (souvent validée ou disqualifiée a priori) ait si peu fait l'objet de tests empiriques. Jusqu'à quel point les pratiques, les organisations et les identités militantes ont-elles changé ? »

recherche sur le sujet, en convoquant notamment de nouvelles perspectives et de nouvelles méthodes d'investigation du sujet. L'hypothèse d'une extinction du militantisme était évacuée, celle d'un « engagement distancié » acceptée, il était désormais admis qu'il s'agissait bien des mutations du militantisme qui nous était donnée à voir.

« Les cadres de l'Économie Sociale, une identité à réinventer » ?²⁰

C'est précisément à ces mutations que nous souhaitons nous attacher. Poser la question d'un éventuel militantisme chez les jeunes qui se forment en ESS requiert de scruter deux histoires, celle du militantisme, mais également celle de l'Économie Sociale et Solidaire, ce que nous ferons dans notre deuxième partie. Croiser ces deux histoires, les interroger dans leurs évolutions respectives et voir si elles s'entrecroisent toujours aujourd'hui. Toutes deux ont connu des transformations structurelles majeures : les ont-elles poussées à prendre des chemins divergents ? Entre militantisme et ESS, le divorce est-il irrémédiablement prononcé ? Nous ferons l'hypothèse que non, et que l'ESS, loin d'être « un marché de l'emploi comme les autres, reste un espace militant. Cependant, vouloir observer ce *continuum militant* impose d'accepter de considérer et le militantisme et l'ESS comme des objets en mutation, comme des objets non figés. C'est dans ce contexte particulier de transformation, de mutation et de changement que nous avons voulu faire l'examen de ces jeunes en cours de formation, qui occupe notre troisième partie. Qui sont-ils ? D'où viennent-ils ? En quoi sont-ils différents des autres ? Ont-ils développé un rapport à la chose sociale particulier ? Pourquoi ce choix de l'ESS plutôt qu'un autre ? Entendent-ils militer, c'est-à-dire à leur niveau tenter de transformer le monde, ou à défaut tel le colibri des légendes amérindiennes, *faire leur part* ?

En croisant l'histoire du militantisme et celle de l'Économie Sociale et Solidaire, et en interrogeant des jeunes en train de se former à en devenir les futurs cadres, nous souhaitons interroger ces nouvelles formes d'engagement, voire comment elles se manifestent et s'entretiennent. Notre question est donc bien de savoir si le fait de s'engager dans une formation en ESS relève bien d'un acte ou d'une volonté militante, mais également comment l'ESS répond – ou pas - à cette envie de militer.

Notre hypothèse sera que malgré les brouillages identitaires qui ont affecté l'ESS, se projeter dans une carrière en ESS relève encore d'un choix de contestation sociale, et que, d'une façon nouvelle, les jeunes qui entrent aujourd'hui dans ces carrières entendent bien militer pour un « autre monde ». Mais, notre étude le confirmera, ce militantisme s'exprime, se construit et s'inscrit dans des logiques et des réalités spatiales et temporelles différentes de

²⁰ Lazuech, Darbus, *op.cit.* p.76

celles de leurs aînés. Notre cadre théorique sera donc celui de la sociologie, celle de la jeunesse comme de l'engagement, du militantisme, que viendront nourrir des études historiques, de sciences politiques ou de gestion sur la question. L'ensemble venant dialoguer avec l'histoire - et le présent – de l'Économie Sociale.

L'enquête : la construction du sens

Interroger des jeunes qui achèvent leur parcours de formation implique nécessairement d'aborder d'autres sujets, tels que le rapport au travail ou à l'emploi, mais surtout de prendre en compte que cette étape de la vie, qui précède l'entrée dans la vie active, est avant tout une étape de construction du sens...dans un monde où celui-ci semble de plus en plus complexe à saisir. Afin de tenter de répondre à notre question, nous avons mené une enquête auprès de jeunes étudiants en master spécialisé ESS. Onze entretiens ont ainsi été conduits, avec des jeunes de 20 à 26 ans, neuf filles et deux garçons. Si l'âge moyen est le résultat de la construction de l'échantillon – nous souhaitons interroger des jeunes adultes au moment où ils se préparent à entrer pour la première fois dans la vie active²¹ – la prédominance du genre féminin tient elle plus simplement que dans leur très grande majorité, les étudiants en ESS sont dans leur grande majorité des étudiantes.

La méthode que nous avons mobilisée pour mener les entretiens est inspirée de celle de *l'entretien compréhensif*, telle que la décrit Jean-Claude Kaufmann²². S'inscrivant dans la continuité de la pensée de Max Weber²³, « *la démarche compréhensive s'appuie sur la conviction que les hommes ne sont pas de simples agents porteurs de structures mais des producteurs actifs du social, donc des dépositaires d'un savoir important qu'il s'agit de saisir de l'intérieur, par le biais du système de valeurs de l'individu ; elle commence donc par l'intropathie. Le travail sociologique ne se résume pas à cette phase. Il consiste au contraire à être capable d'interpréter et d'expliquer à partir des données recueillies. La compréhension de la personne n'est qu'un instrument, le but du sociologue est l'explication compréhensive du social* ». ²⁴ . Il s'agit donc d'éviter l'explication standardisée, mais d'aller chercher chez les audités la réflexivité sur le sujet abordé, en convoquant leur système de valeurs. A l'aide de questions souples et ouvertes, l'objectif est de provoquer la narrativité plutôt que le discours : dans ce moment privilégié de reconnaissance sociale qu'est l'entretien, l'audité se raconte, interroge et ausculte sa propre biographie. La méthode, nous le verrons, induit la production

21 Notre ambition initiale était cependant de rencontrer des jeunes suivant ou ayant suivi une formation en ESS, sur l'ensemble du territoire Rhône-Alpin. Faute de répondants, notre travail s'est centré sur les jeunes en cours de formation.

22 Kaufmann, Jean-Claude. *L'entretien compréhensif*, 4ème édition. Paris, Armand Colin, 2016. 126 p.

23 Max Weber (1864 – 1920), économiste et sociologue allemand est considéré comme l'un des fondateurs de la sociologie, ses travaux portent en particulier sur l'individu entrant dans la modernité.

24 *L'entretien compréhensif*, op.cit p 24

d'incohérences ou de contradictions dans le corpus narratif : on assiste alors à la construction progressive du sens chez l'audité.

L'exercice n'est pas simple : il s'agit alors ni plus ni moins pour l'audité de dépister la cohérence générale à sa propre vie, de lui donner du sens dans toutes les acceptions du terme, comme le précise par exemple Claude Dubar: « *Raconter sa vie, c'est trouver une intrigue susceptible de guider la sélection des épisodes et leur enchaînement, des personnages et de leur influence. C'est construire une intrigue articulant ces deux niveaux et permettant de « donner un sens » à sa vie, à la fois une direction et une signification compréhensible par autrui* »²⁵

Premiers résultats

Au-delà de notre question de recherche, à savoir déterminer si le choix de formation en ESS relève d'un choix militant, apparaît en filigrane la question des rapports qu'entretiennent aujourd'hui l'ESS et la militance, et la façon dont ils jouent sur l'identité de l'ESS, comme des cadres qui sont amenés à la diriger. Nous le verrons, si l'histoire du militantisme et celle de l'ESS sont deux histoires entrelacées, n'ayant de cesse de se transformer et de s'adapter au fil des années, l'ESS aujourd'hui semble bien conserver sa capacité à attirer les jeunes soucieux de transformation sociale. Reste cependant à savoir si elle sait également les conserver en son sein.

Car ce que montre également notre étude, c'est qu'en matière de militantisme, plus que l'origine, c'est la question de la durée qui importe...et reste la plus délicate à saisir. Si les jeunes que nous avons observé affichent tous un rapport particulier à la question sociale qui peut les amener à endosser de façon occasionnelle le costume militant, il apparaît aussi fortement que ces jeunes, à un moment particulier de vulnérabilité, celui qui précède l'entrée dans la vie active, mettent surtout à profit cet espace-temps singulier qu'est la formation pour mettre à l'épreuve leurs capacités d'engagement. Nous le verrons également, chaque histoire de vie amène son propre rapport au monde comme à l'emploi. Si de manière générale, la projection de carrière dans l'ESS n'est pas considérée comme un fait « militant »²⁶ en soi, cette option semble leur permettre de ne pas entrer en conflit de valeurs. Conséquence possible d'une vigilance accrue sur le sujet à l'heure du *crescendo* que l'on constate en matière de risques psycho-sociaux (*burn-out* et autres nouvelles maladies professionnelles) ;et plus généralement de la prégnante question du sens du travail ? Probablement. Enfin, si l'observation des mutations du militantisme au sein de l'ESS

²⁵ Dubar, Claude. *La crise des identités. L'interprétation d'une mutation*. Presses Universitaires de France, « Le Lien social », 2010, 256 p. , p 225.

²⁶ Si par commodité nous utilisons ici le terme « militant », l'attribut dans la bouche des jeunes est *a minima* polémique, mais fait le plus souvent office de repoussoir. Ils lui préférèrent le terme « engagement », ou « engagé », moins connoté historiquement.

nous offre à voir que celle-ci n'est pas nécessairement perçue comme un espace militant, la formation en ESS est, elle, vécue comme un espace d'expérimentation et d'interrogation de l'engagement. Si, par exemple lors d'un stage ou d'un bénévolat, les conditions de mise à l'épreuve ne sont pas réunies ou apparaissent insatisfaisantes, les jeunes observés font alors glisser leur militantisme, ou leur volonté d'engagement, vers d'autres sphères, et notamment celle de l'Intime. C'est alors qu'apparaît un « micromilitantisme », cantonné aux sphères personnelles.

Faut-il en déduire qu'après les illusions, les succès et les déboires de l'ESS, nous allons assister, comme le questionne Elisabeth Tovar, au « *renouveau d'un idéal ?* »²⁷. Notre étude, volontairement limitée à la période qui précède l'entrée effective dans la vie active, ne permettra pas de répondre à cette question. Néanmoins, nous reprendrons à notre compte sa conclusion : « *La problématique actuelle de l'ESS rejoint celle qui a présidé à sa naissance : il s'agit toujours de proposer des modes d'entreprendre viables qui échappent à la fois à la logique capitaliste concurrentielle et à la logique administrative hiérarchique. Cette « alternative éternelle » peut décourager quant aux perspectives de l'ESS, mais ce serait insulter le futur que de ne pas percevoir que les circonstances actuelles semblent porter en elles les germes d'un profond renouveau* ». ²⁸

²⁷ Tovar, Élisabeth. 11. *L'économie sociale et solidaire : le renouveau d'un idéal ?*, Regards croisés sur l'économie, 2016/2 (n° 19), p. 160-172.

²⁸ *Ibid*, p 170

PARTIE I. MILITER AUJOURD'HUI ?

I. L'IMPOSSIBLE HISTOIRE DU MILITANTISME

Alors même qu'il est très couramment employé, repérer une définition qui fasse l'unanimité quand on désigne le « militant » relève de la gageure. En effet, le champ lexical pour évoquer « celui ou celle qui agit pour une cause »²⁹ ou son action est assez vaste : du militant à l'engagé, de l'activiste au bénévole en passant par l'adhérent ou le mobilisé qui ne revendique aucune affiliation à un parti, pour qui évoque le sujet, les contours des mots aussi bien que leurs usages peuvent parfois sembler incertains. Voire, possiblement, désigner des idées ou concepts différents. A une époque où nombreux sont ceux qui, constatant les désaffiliations politique et syndicale, se demandent si nous ne venons pas d'assister à « la fin des militants »³⁰, de nouveaux vocables surgissent même, dans une tentative de mieux cerner lexicalement des formes nouvelles. C'est ainsi que l'on voit apparaître, derrière le concept de militantisme, celui de l' « *engagement distancié* », la figure de l'activiste, et en périphérie enfin la notion de « *militance* ».

Ces variations sémantiques ne sauraient être vides de sens. Que signifient-elles donc aujourd'hui, que traduisent-elles, et peut-on raisonnablement s'accorder sur le sens de ces mots ? Convaincu, à l'instar de Anne-Martine Henkens³¹ que « *l'histoire des mots raconte l'histoire des choses* », nous nous proposons un petit détour historique et étymologique pour tenter de mieux appréhender ces ensembles sémantiques.

A. Une brève histoire des mots.

Romaniste de formation, s'étant penchée sur les thèmes de l'engagement et de la militance, Anne-Martine Henkens nous apporte en effet de précieux éclairages.

Étymologiquement, le verbe « **militer** » nous vient du latin *militare*, participe présent, qui signifie « être soldat, faire son service militaire ». Le *milis*, *militis* étant alors celui qui sert dans une armée. Dans la littérature latine, il est donc employé comme synonyme parfait du mot « soldat » (qui lui n'arrivera dans notre langue qu'au XIV^{ème} siècle en provenance de l'Italie).

29 Définition du Dictionnaire Larousse 2009

³⁰ Formule empruntée au titre de Jacques Ion, *La fin des Militants ?* Éditions de l'Atelier, 1997

³¹ Linguiste, spécialiste des langues romanes, Anne-Martine Henkens est membre du groupe de « Collecteurs de Mémoire orale » sur les thèmes de la militance et de l'engagement, initié par l'IHOES (Institut d'Histoire Ouvrière Économique et Sociale) depuis décembre 2016 en Belgique. Nos propos ici trouvent leurs sources dans deux de ses publications : *Militance vs militantisme et Activiste ou militant ?*, Analyse de l'IHOES, n°169 et n°182, 2017

Le terme « **militant** », lui, apparaîtrait pour la première fois en langue française en 1370 dans les *Miracles de Notre Dame*³², recueil de légendes mariales³³. Dérivé directement de *militantem*, de valeur adjectivale, il prend alors les habits d'un combattant qui défend au sens propre, c'est-à-dire les armes à la main, son église - en l'occurrence l'Église Catholique. Pendant les cinq siècles qui vont suivre, le mot ne va pas évoluer et restera attaché exclusivement à l'Église, sous l'acception de « qui combat, qui lutte pour la foi catholique » pour réapparaître enfin timidement, sous la Révolution Française avec le sens de « agir, lutter pour une cause, notamment une conviction politique ». Malgré tout, il reste essentiellement attaché à sa connotation religieuse, comme en témoignent par exemple les usages du mot dans le *Manifeste du Parti Communiste* en 1848, où par « militant » Marx comme Engels entendent « militant de l'Église Catholique ». Le sens religieux perdure jusqu'en 1863, au moment où le Littré ajoute à la définition initiale : « *Aujourd'hui, militant se dit dans un sens tout laïque, pour luttant, combattant, agressif. Caractère militant. Disposition, attitude militante, politique militante.* »

Ce n'est que sous la plume de Sainte-Beuve que l'adjectif se substantivise, et que la personne militante devient « le militant ». Lexicalement parlant, la figure du militant naît donc en 1848. Année riche en événements politiques comme on le sait.

L'action du militant, sa façon de s'engager va quant à elle prendre un peu plus de temps à être reconnue par les autorités en matière de langue. En effet, « **militantisme** » n'apparaît pour la première fois que très tardivement, en 1962, dans le *Larousse Encyclopédique*, où il vient définir l'« attitude des personnes qui militent activement dans une organisation, un parti politique ou un syndicat ». A sa naissance, le militantisme s'inscrit donc très clairement dans un cadre organisationnel, qui le structure.

Outre le fait qu'il est plutôt souriant de savoir que le militant de la Confédération Paysanne, le Trotskiste et l'Altermondialiste d'aujourd'hui trouveraient leurs racines dans un personnage médiéval dévoué toutes armes en main à la défense de Dieu, que nous apprennent ces évolutions et dérivations sémantiques ?

Plusieurs choses : tout militantisme est contextuel, il ne se définit que dans un environnement et un moment précis, attaché à ce qu'on qualifiera par souci de simplicité une cause. Cette cause est à défendre, elle nécessite l'objet d'un combat. Ce qui peut supposer qu'elle soit ou attaquée, dominée, ou nous le verrons perçue comme telle. Le « militant » est donc celui qui combat pour une cause. Pour la défendre, il ne compose pas, mais s'oppose. Ensuite, le « militantisme » semble devoir s'incarner dans une organisation qui dépasse et

32 *Les Miracles de Notre Dame*, éditions G. Paris et U. Robert, V, 157.

33 Entendre, dédiées à la glorification de la Vierge Marie.

agglomère ses « soldats », les militants. L'apparition tardive du terme (1962) est à cet égard symptomatique d'un glissement : si au départ le militant est « naturellement » et évidemment attaché à une cause (l'Église, le Parti ou le Syndicat), au milieu du XXème siècle, la cause à défendre et l'organisation à laquelle se rattacher semble plus complexe à saisir, et de toute évidence, moins naturelle pour l'imaginaire collectif.

Cependant, on peut donc être militant Sarkozyste comme on peut être militant « végétarien » ou encore, par un léger abus de langage « *militant du parti des oiseaux, des baleines, des enfants, de la Terre et de l'eau* »³⁴ : une cause à défendre, quelle qu'elle soit, une « organisation », aussi légère soit-elle, et une figure pour mener le combat, voilà donc tout simplement le militant ?

En poursuivant notre exploration sémantique, il est aussi intéressant de noter les néologismes ou emprunts qui vont fleurir pour tenter d'appréhender ce « militant » qui semble vouloir échapper aux définitions qu'on lui assigne. C'est ainsi qu'on voit apparaître « engagement », (voire plus tard « engagement distancié ») pour caractériser le fait de militer. Il faut cependant noter que le terme est tout aussi polysémique que son prédécesseur : l'engagement est à l'origine « le fait de mettre en gage », de lier par une convention. Au XVIème siècle, le verbe *engager* prendra le sens figuré de « faire pénétrer dans quelque chose, avec l'idée d'un espace occupé, d'une liberté empêchée » pour au XXème être entendu, par sa forme pronominale *s'engager*, comme le fait de prendre position sur des questions politiques. Un dernier avatar, beaucoup plus récent semble vouloir définir une ressource naturelle, collective et individuelle en même temps, qui présiderait voire préexisterait au militantisme : la militance. Nous y reviendrons. Tout se passe donc, au niveau de la langue, comme si chacun essayait de circonscrire un phénomène qui échappe sans cesse aux tentatives de le cerner, ou de le réduire ?

A ce stade, il faut pourtant reconnaître que face à ces définitions contextuelles - donc potentiellement infiniment variables - les usages du mot vont cependant avoir tendance à le ramener systématiquement dans l'histoire française à trois figures essentielles : le militant ouvrier, le militant politique et enfin celui des classes intermédiaires et intellectuelles attachées aux « nouveaux mouvements sociaux » . Mais, nous allons le voir, pour que ces militants naissent, il aura fallu que naisse avant eux le « *fait social* ».

34 Extrait de la Chanson *Le Déserteur*, parue sur l'album Morgane de toi, Renaud. La chanson, en écho à la version originale de Boris Vian, est intéressante dans le sens où elle oppose deux modes d'action qui semblent antagonistes pour « changer ou défendre le monde » : être militaire ou être militant.

B. Quand « le malheur de quelques-uns devient l'affaire de tous ».

C'est une évidence, mais rappelons-la : l'entrée dans le dictionnaire ne fait jamais qu'acter ou officialiser un usage. On ne nomme jamais que ce qui a une réalité à nommer. Chaque mot apparaissant dans un dictionnaire se fait donc nécessairement avec un décalage chronologique, qui laisse le temps aux rédacteurs – en France, aux Académiciens - de constater et de tenter de comprendre cette réalité. En matière de vocabulaire, tout autant que les choses, les concepts existent avant d'être décrits. Le *militant* comme le *militantisme* n'échappent pas à cette règle. A quelles réalités renvoient donc ces inscriptions dans le vocabulaire ?

Si le mot « militant » dans son acception laïque n'apparaît qu'à la fin du XIX^{ème} siècle, le phénomène auquel il se rattache et qu'il tente de décrire lui est donc bien antérieur. Malgré cela, les contours flous et variants du terme ne facilitent pas son analyse historique : le terme prenant des acceptions différentes selon les périodes de l'histoire, il est difficile de lui rattacher des personnages, voire des faits, de manière univoque, sans échapper au parti pris qu'impose le regard historique : raconter l'Histoire, c'est d'une certaine manière toujours raconter une *certaine* Histoire.

Pour autant, on l'a dit, en France le militant – et plus tard la militante – restent historiquement des figures attachées à une *certaine* perception de la question sociale.

- **Le verbe avant toute chose**

Si elle trouve ses racines dans un nombre de facteurs divers et variés, la Révolution Française de 1789 est entre autres induite par les travaux des philosophes des Lumières. Jean-Jacques Rousseau, pour ne citer que lui, publie dès 1755 son *Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes* dans lequel il dénonce la propriété privée comme étant la source première des inégalités terrestres. Sept années plus tard, il publiera *Du Contrat social*, dans lequel il proclame la souveraineté du peuple, thème cher aux révolutionnaires qui sont en train d'émerger. Elite intellectuelle œuvrant pour le progrès du monde, les philosophes des Lumières remettent donc en question une société où l'inégalité est, plus qu'une règle, une norme : on s'imagine difficilement aujourd'hui l'écart qui existe alors entre les conditions de vie des classes privilégiées, Noblesse et Clergé , et celles, misérables, du reste du peuple français. La Révolution de 1789 sera donc un marqueur important, pour ce qui nous occupe, en tant qu'elle acte la possibilité qu'ont les individus, par leur action, d'inverser ou d'abolir un *ordre établi*.

Néanmoins, force est de constater que les inégalités subsistent. Logiquement, les intellectuels continuent d'interpeller sur le sujet, à l'instar d'Alexis de Tocqueville³⁵ qui quelques quarante années plus tard rédigea cet avertissement « *A mesure que le mouvement actuel de la civilisation continuera, on verra croître les jouissances du plus grand nombre ; la société deviendra plus perfectionnée, plus savante ; l'existence sera plus aisée, plus douce, plus ornée, plus longue ; mais en même temps, sachons le prévoir, le nombre de ceux qui auront besoin de recourir à l'appui de leurs semblables pour recueillir une faible part de tous ces biens, le nombre de ceux-là s'accroîtra sans cesse. On pourra ralentir ce double mouvement ; les circonstances particulières dans lesquelles les différents peuples sont placés précipiteront ou suspendront son cours ; mais il n'est donné à personne de l'arrêter. Hâtons-nous donc de chercher les moyens d'atténuer les maux inévitables qu'il est déjà facile de prévoir* ». L'histoire moderne semble nous montrer que cet avertissement n'a que peu été suivi d'effets, ou pour le moins d'une efficacité modérée.

Parallèlement s'engage le processus séculaire d'individuation³⁶ remplaçant le Peuple – ou la Nation - par un agrégat d'individus dotés de raison et potentiellement du pouvoir d'agir, permettant à la figure de l'individu militant d'apparaître, essentiellement dans l'histoire des luttes révolutionnaires, et notamment celles du XIX^{ème} siècle. C'est en particulier pendant la révolution de Juillet (en 1830) puis celle de 1848 qu'émergent des figures militantes, se dévouant alors à la défense d'une cause. Si la postérité a conservé quelques figures de terrain³⁷, elle a surtout insisté sur les figures qu'on qualifierait aujourd'hui d'intellectuelles. Si le militant est celui qui défend une cause, c'est alors aussi – et surtout- par le verbe.

Historiquement en effet est en train de se développer un nouveau métier, promis à un bel avenir, qui a pour lui de permettre la diffusion des idées : le journalisme³⁸. Face à la Noblesse et au Clergé sont apparues deux figures influentes, le Fonctionnaire et l'Intellectuel. Bénéficiant du privilège de savoir lire, écrire et parler, ils s'autorisent à théoriser leur pensée en discours et à en assurer la diffusion *via* des journaux ou gazettes. Si le combat dans la rue est assuré par les *insurgés*, les *émeutiers*, les *meneurs* ou les *révolutionnaires*, le militantisme, entendu comme la volonté de « con-vaincre », est lui l'affaire des « instruits ».

³⁵ De Tocqueville, Alexis. *Mémoire sur le paupérisme*, 1835. Source CEDIAS, centre d'études, de documentation, d'information et d'action sociales, Paris.

³⁶ Comme le précise Isabelle Sommier, ce mouvement se traduit certes par l'émergence de l'Individu, mais également par son pendant, l'affaiblissement des liens communautaires. Sommier, Isabelle. *Le renouveau des mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation*, Éditions FlamJeanne, Champs, Paris, 2003, 336 pages. p.20.

³⁷ Celles et ceux des barricades, des premiers mouvements ouvriers ou de la Révolte des Canuts par exemple.

³⁸ Si la diffusion d'écrits à destination du public est attestée depuis le moyen-âge, ou que *la Gazette* de Renaudot et *le Mercure François*, nos premiers journaux, paraissent pour la première fois entre 1610 et 1631, c'est en effet en 1835 que Charles-Louis Havas crée *L'Agence des Feuilles politiques*, qui deviendra en 1944 l'AFP, l'Agence France Presse. L'époque est à la diffusion des idées au plus large public possible, donc à la structuration du métier de journaliste.

Fait nouveau, les écrits qui paraissent – traditionnellement cantonnés aux considérations et débats politiques ou scientifiques - portent désormais sur la question de la condition humaine. Ce que Jacques Donzelot nomme l'invention du *fait social* : « le malheur de quelques uns est l'affaire de tous »³⁹.

Car resituons les choses dans leur époque. Si cette période troublée politiquement voit l'apparition de grandes figures intellectuelles qui, s'intéressant à l'ensemble des composantes de la société, marquent et revendiquent leur sensibilité à la question sociale, les années 1830 -1850 voient également l'apparition d'un nouveau groupe qui entend bien s'exprimer, revendiquer et se défendre lui-même : alors même que le législateur réprime, voire tente d'asphyxier la contestation, c'est à la même période que la classe ouvrière émerge. Elle va, on va le voir, se structurer progressivement, via l'associationnisme ouvrier et le syndicalisme.

Il ne s'agit pas ici de refaire l'histoire du syndicalisme, qui a été largement explorée. Contentons nous d'en brosser les grands traits, et d'insister sur le fait militant. Face à « l'oppression patronale » qui contraint à travailler jusqu'à quatre-vingt-cinq heures par semaine en 1860, face à l'urbanisation massive liée à l'industrialisation qui conduit à une paupérisation sans cesse croissante des travailleurs, le mouvement ouvrier va se structurer et assumer lui-même la défense de ses intérêts. Non sans heurts et difficultés, et dans une histoire violente, on l'a dit : la révolte des Canuts à Lyon sera sévèrement réprimée, tout comme la révolution de 1848 ou encore la Commune de Paris en 1871. Mais c'est ainsi qu'en dépit de la Loi Le Chapelier⁴⁰ et des tentatives du pouvoir de limiter les organisations collectives se crée en 1895 la Confédération Générale des Travailleurs. Désormais, le militantisme s'organise et se structure au-delà des appartenances politiques . Surtout, au-delà de la défense de la cause par le verbe, il se traduit en actions, portées par celles et ceux qui se défendent eux-mêmes : après les barricades, c'est la grève, la manifestation ou encore la pétition qui s'imposent dans le paysage public. De la rencontre entre l'élite intellectuelle et ce qui allait devenir le prolétariat naît un mode de penser le monde de façon nouvelle, qui va combiner en lui réflexion et action⁴¹.

A la fin du XIXème siècle, on assiste donc à l'établissement d'un militantisme organisé, structuré. De la défense des intérêts d'une catégorie par des intellectuels engagés, on vient de passer à la défense de ces intérêts par la catégorie concernée elle-même. Fait notable, le

³⁹ Jacques Donzelot, cité par DUPORT, Claire. *Notables, Militants, Entrepreneurs, une histoire sociale du militantisme dans les cités*. Thèse pour obtenir le grade de docteur, sociologie. Université de Provence Aix-Marseille, 2007, 351 p. 7

⁴⁰ La loi Le Chapelier, promulguée le 14 juin 1791, interdit les groupements professionnels, les corporations et le compagnonnage. C'est de ces interdictions que naîtront, entre autres, les Sociétés de Secours Mutuel, ancêtres de nos mutuelles.

⁴¹ Voir la thèse de Claire Duport pour plus de prolongements sur le sujet.

militantisme est essentiellement incarné dans le mouvement ouvrier et dans la défense de ses intérêts. Il se construit pour l'essentiel dans une opposition au capitalisme incarné dans la figure du « patron » dont la période commence déjà à cerner les possibles effets néfastes. . Enfin, derrière la défense de la classe ouvrière, c'est l'apparition de la notion d'*intérêt général* que défendent les ouvriers et syndicats : améliorer le sort de quelques-uns, c'est alors améliorer le sort de tous.

C. Du militantisme politico-syndical aux Zadismes, l'émancipation militante.

Au début du XX^{ème} siècle, deux histoires vont singulièrement marquer le « fait militant » : celle du syndicalisme, notamment de la CGT qui continue son essor amorcé précédemment, et celle politique du Parti Communiste Français (sans oublier, dans une moindre mesure, celle de la Section Française Internationale Ouvrière). Cet ancrage « à gauche » de l'échiquier politique va conférer solidement au personnage militant une proximité avec les valeurs sociales revendiquées par ces partis. Qui se développent alors, entraînant avec eux une augmentation sensible du militantisme. De l'autre côté de la Manche, les *suffragettes* laissent percevoir la possibilité d'un militantisme féminin, qui n'arrivera en France qu'au moment du Front Populaire (en provenance de l'Italie et la Pologne notamment).

La première-guerre mondiale va mettre un coup d'arrêt à cet essor du militantisme organisé, d'abord en envoyant les hommes au front, mais également en semant le doute sur la possibilité d'un *monde meilleur*. C'est entre deux guerres, en réaction au fascisme européen, et sous l'impulsion de quelques « petites » victoires (l'élection de Léon Blum, par exemple) que va renaître la fibre militante dans la société française, toujours autour du socialisme. L'euphorie est de courte durée au regard de l'Histoire, puisque la seconde guerre mondiale se dessine, marquant un deuxième coup d'arrêt.

A la fin de la seconde guerre mondiale, le militantisme se régénère et se focalise sur la reconstruction de la société, et souvent en s'inspirant des préceptes du Conseil National de la Résistance, en investissant les champs du social. Un « nouveau » militantisme apparaît ; qui s'incarne non plus dans les appareils politiques ou syndicaux, mais dans la constitution d'associations dédiées à des « publics ». C'est le véritable essor de l'Éducation Populaire, entre autres. C'est aussi le début des Trente Glorieuses, où apparaissent la production et la consommation de masse. Les conditions de vie s'améliorent, affaiblissant le besoin de lutter, tandis que la sphère politico-juridique s'empare du sujet : c'est l'écriture de la Charte des Nations Unies en 1945, bien sûr la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme en 1948 ou encore la création de la Cour Européenne des Droits de l'Homme en 1959. Les ONGI⁴²

⁴² Organisation non gouvernementale internationale : souvent associatives, elles ont pour vocation d'interpeller les États, structures ou organisations nationales ou supranationales

apparaissent, telle Amnesty International, pour défendre ces droits acquis *via* une nouvelle forme d'actions (l'envoi de courriers, plus tard mails ou pétitions, aux instances nationales notamment). Le militantisme associatif consolide ses assises.

Il faut se rappeler que c'est à cette période qu'apparaît le mot « militantisme », dans une tentative de caractériser cet *engagement* qui semble déborder des cadres politiques ou syndicaux qui l'ont vu s'institutionnaliser. Devenu associatif, le militantisme peut désormais s'orienter vers des causes nouvelles, soutenues par des formes également nouvelles.

Certes, toutes les associations n'ont pas de portée militante. L'Amicale Bouliste communale ou l'association créée pour organiser la fête de fin d'année de l'école du village ne prétendent pas à changer le monde. Mais, comme le souligne Danièle Demoustier dans son étude sur les évolutions du bénévolat, « *en intégrant l'engagement associatif dans la défense d'une « cause » qui dépasse le champ spécifique de l'association, le militantisme « conçu comme l'expression d'une vision globale du monde » introduit l'association dans la sphère publique au même titre que le parti politique et le syndicat ».*⁴³

Ce militantisme associatif, porté pour l'essentiel par une jeune génération, trouvera son point d'orgue en mai 68, qu'on définira très rapidement comme un large mouvement d'aspiration à moins de contraintes, donc plus de libertés. Dans une défiance grandissante à l'égard des *appareils*, apparaissent de nouvelles formes d'expression militante, tels le boycott ou la « désobéissance civile ». La mondialisation permet d'importer ou d'exporter des motifs de lutte ; les causes . Les *protest singers*⁴⁴ américains ou britanniques trouvent sans difficulté leurs publics et leurs relais sur le territoire français. Concomitamment, les années 70- 80 voient le début du processus de désaffection pour le syndicalisme, qui voit les militants partir défendre d'autres causes. Isabelle Sommier⁴⁵ montre bien, chiffres à l'appui, qu'au-delà de la baisse des adhésions syndicales, les sympathisants prennent aussi leur distance avec les appareils, c'est l'ensemble du combat qui est affecté : le nombre de conflits dans l'entreprise chute, comme celui du nombre de grévistes et de manifestations. Parallèlement, par un effet qu'on pourrait qualifier de « vases communicants », l'expansion associative bat son plein⁴⁶. Associations portées, entre autres, par une forme particulière

⁴³ Demoustier, Danièle. *Le bénévolat, du militantisme au volontariat*, *Revue française des affaires sociales*, p. 97-116. p.101

⁴⁴ Joan Baez ou Bob Dylan, par leurs répertoires engagés pour un changement social, en seront les figures emblématiques.

⁴⁵ Sommier, Isabelle. *Le renouveau des mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation*, Éditions FlamJeanne, Champs, Paris, 2003, 336 pages.

⁴⁶ Expansion qui va durer : on estime au début des années 2000 à environ un million le nombre de structures créées.

d'engagement, le bénévolat. En 1990, un français sur cinq sera bénévole dans une association⁴⁷.

C'est aussi le retour des intellectuels qui théorisent les causes et, profitant du développement des outils que sont la radio et la télévision, occupent l'espace médiatique. Sartre, De Beauvoir, bientôt rejoints par Deleuze, Bourdieu ou Foucault façonnent la nouvelle « vie intellectuelle » française, en prise avec les réalités sociales. Les premiers entrent en résonance au début des années 1970 avec ce qu'on va bientôt appeler les « Nouveaux Mouvements Sociaux » : nouveaux parce qu'en rupture avec le militantisme syndical et politique, ces mouvements se focalisent dans un premier temps sur les causes féministes, environnementales et la diversité sexuelle (qu'on nomme désormais LGBT⁴⁸). Mais la « nouveauté » tient ailleurs : si la rupture avec le politico-syndicalisme s'opère dans un souci de distance avec les « appareils », elle s'opère aussi et surtout dans la façon de concevoir les solutions. Il ne s'agit plus de prendre le pouvoir politique (ce qui était l'ambition du PCF ou de la SFIO par exemple), mais d'organiser des nouvelles formes de résistance à celui-ci, notamment dans l'invention de « nouveaux modes d'existence » comme le théorise Gilles Deleuze. C'est aussi ici qu'apparaît la « transversalité des luttes » chère à Foucault.

La langue essaie toujours de suivre : en matière de terminologie, le militant empruntant à l'anglais devient *activiste*, tandis qu'apparaît la notion de *militance*, pour définir à la fois la qualité de celui qui est militant et l'espace théorique dans lequel il évolue⁴⁹.

Dernière caractéristique de l'évolution du fait militant : au début des années 2010, prenant corps dans l'organisation du premier Forum Social Mondial (en opposition au Forum Économique Mondial), émerge une conception mondialisée du militantisme. Il ne s'agit plus de défendre un fait ou une catégorie particulière ou situable, mais ni plus ni moins que de proposer un « autre monde ». Dans un curieux oxymore, d'ailleurs, puisqu'en s'opposant au phénomène de globalisation économique, le militantisme se mondialise pour revêtir les atours de *l'altermondialisme*.

C'est sur ces deux dernières décennies qu'on observe, après la désaffection pour le militantisme politique ou syndical, celle qui va toucher le monde associatif : les bénévoles désertant l'association, le bénévolat est en chute libre. Dans un double processus de désaffiliation (sortie des appareils et sortie des thématiques initiales qu'étaient l'emploi et l'organisation de la société par le politique), le militantisme semble partout, et nulle part en

⁴⁷ Les données sur le bénévolat sont nécessairement approximatives. La première émane de l'INSEE en 1980.

⁴⁸ Lesbiennes, Gays, Bisexuels et Transgenres

⁴⁹ Encore une fois, le terme *militance* est polysémique, et son usage varie selon les auteurs. Il peut désigner tout autant, de façon familière, la famille et usages militants comme la ressource collective qui se met en œuvre dans le cadre du militantisme. Le Petit Larousse, lui, le définit ainsi : « Attitude, activité, idéologie du militant politique ou syndical ».

même temps. « ZAD partout, justice nulle part »⁵⁰ sera d'ailleurs un des slogans emblématiques des militants, engagés, activistes, mobilisés, ou zadistes – appelons-les comme il se doit – du mouvement visant à empêcher, quatre années durant, la construction d'un aéroport à Notre-Dame-des-Landes en Loire-Atlantique.

On le verra, l'Économie Sociale, économie alternative, engagée ou militante – nous en parlerons plus bas – a par certains aspects empruntés les mêmes chemins.

Bien évidemment, ce rapide portrait historique de l'évolution militante, brossé à (très) gros traits comporte ses limites, mais l'Histoire nous éclaire toujours de son prisme déformant. D'une part, elle ne retient souvent que les figures ou fait les plus saillants, les plus signifiants par rapport à ce qu'elle entend raconter. D'autre part elle est souvent teintée d'une intention, qui peut être politique, l'amenant à mettre en lumière tel ou tel évènement ou individu plutôt qu'un autre. L'histoire du fait militant n'échappe pas à ces règles, en conservant les « grandes » figures et parfois, il faut le dire, sans résister à la tentation de magnifier la « petite histoire » des individus qu'elle retient. Derrière des Jean Jaurès, Henri Grouès ou Gisèle Halimi, combien d'individus se sont engagés dans des luttes militantes, sans nécessairement être retenus par l'Histoire ? ⁵¹ Quoi qu'il en soit, il ne s'agit pas ici de faire l'histoire exhaustive du militantisme, mais d'essayer, indépendamment des contextes dans lequel il s'exerce, d'en cerner les caractéristiques intrinsèques, pour tenter de définir ce que, aujourd'hui, *militer* veut dire.

L'exercice n'est pas simple, car une des données importantes que semble nous montrer cette histoire – tout comme les variations sémantiques qui la jalonnent - c'est que le militantisme est avant tout et peut-être essentiellement une histoire d'évolutions, de mutations et de changements. Dans une logique d'adaptation au monde qu'il conteste, en constante mutation lui aussi.

Si on dépasse les mythifications inhérentes à l'histoire militante et qu'on ne la réduit pas à certains de ses contours, reste que le militantisme semble bien vouloir toujours *dire quelque chose*. On l'a vu, il relève à la fois d'un rapport problématisé à la question sociale, qu'il entend si ce n'est combattre, tout au moins contester. Encore que, comme le soulignent

⁵⁰ ZAD : zone à défendre. Le terme apparaît dans les années 2010, dans la contestation de grands projets publics autour des questions environnementales, mais aussi du droit des populations locales à décider de leur avenir. De manière générale, ces mouvements s'inscrivent dans une contestation globale du « productivisme capitaliste ». L'exemple le plus célèbre en France est celui de Notre-Dame-des-Landes.

⁵¹ Il existe bien sûr des tentatives pour « réhabiliter » les oubliés de l'Histoire, évidemment. L'une d'elle, initiée par Jean Maitron, a consisté à établir le dictionnaire biographique des mouvements ouvrier et social. Si plus de 11000 personnages y apparaissent, elle ne peut pour autant prétendre à l'exhaustivité. Par ailleurs, il n'existe pas par exemple de « Maitron de l'Extrême-droite », qui a pourtant depuis la Révolution Française, elle aussi ses militants.

Olivier Fillieule et Bernard Pudal ⁵², il existe aussi un militantisme des classes dominantes. Peu étudié, il est difficile d'en tracer l'histoire ou les variations, mais on peut supposer que puisque la cause que ces militants servent reste dominante, leur stratégie peut être qualifiée d'efficace et donc, ne pas avoir besoin de changements structurels majeurs.

On touche ici à un point essentiel du militantisme, tel qu'il est entendu de manière générale : le militant sert une cause qui est soit dominée (ou qu'il considère comme telle), soit a besoin d'asseoir « un peu plus » sa position dans le système dans lequel elle s'inscrit. Il a recours aux figures intellectuelles pour se penser. Des philosophes des Lumières à Pierre Bourdieu ou encore un Frédéric Lordon aujourd'hui, il s'agit souvent d'explicitier le combat militant, soit pour le légitimer, soit pour lui donner une caution intellectuelle qui viendrait le renforcer. Le militant, à la différence du militaire, ne cherche pas à vaincre, mais à convaincre.

Cependant, ce discours, tout intellectuel qu'il soit, ne suffit pas pour qualifier le militantisme. D'une part, celui-ci semble nécessairement le fruit d'une expression collective, *plus ou moins* formalisée, *plus ou moins* organisée. Le militantisme s'inscrit dans un cadre collectif, ou se mêlent discours intellectuels ou conceptuels et discours plus instinctifs ou affectifs. Son discours, son propos est pluriel, ou plus exactement l'expression d'une pluralité. C'est là une des caractéristiques du militantisme : si le militant n'existe que parce qu'il est devenu individu, le militantisme lui n'existe que par l'agrégation d'un ensemble d'individus, un collectif souhaitant dire quelque chose. Mais dire ne suffisant que rarement pour convaincre, il s'agit aussi de faire.

En matière de militantisme, conceptuel ou pas, le discours vient, *a priori* ou *a posteriori*, toujours s'adosser à l'action. C'est précisément à cette dernière que s'attachent les débats et controverses actuelles sur le militantisme. Comment agit le militant, sous quelle(s) forme(s), et comment cette action s'inscrit-elle dans le temps ?

⁵² Fillieule Olivier, Pudal Bernard. 8. *Sociologie du militantisme. Problématisations et déplacement des méthodes d'enquête*, dans : Éric Agrikoliansky éd., *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*. Paris, La Découverte, « Recherches », 2010, p. 183

II. LES NOUVELLES FORMES DE MILITANTISME : QUE SONT LES MILITANTS DEVENUS ?

A. *Militer dans un monde devenu individualiste ?*

Qui veut étudier les évolutions du militantisme contemporain doit s'arrêter sur la controverse suscitée par la publication en 1997 de l'ouvrage de Jacques Ion, *la Fin des Militants ?* Sociologue, directeur de recherche au CNRS et spécialiste du travail social, Jacques Ion dans ce qu'il qualifie en préambule d'essai, entend remettre en question une idée qui prend alors beaucoup de place dans l'espace public, institutionnel ou collectif : le monde, engagé dans un processus d'individualisation et d'égoïsme ou d'égoïsme, serait en train de perdre sa capacité militante. En témoignerait les processus de désaffection envers les partis politiques, les syndicats puis les associations, que nous venons d'évoquer .

Prenant cette vision dominante à rebours, Jacques Ion entend démontrer que plutôt que sa disparition, c'est la mutation du militantisme qu'il s'agit de voir, comprendre et analyser. Dans un effort de clarification sémantique – on l'a vu, le champ lexical du sujet n'est pas aidant pour l'analyste – il montre que derrière la fonte des trois appareils militants⁵³, émergent aujourd'hui de nouvelles formes et façons de militer. Si l'engagement militant *via* l'adhésion au parti ou au syndicat – ce qu'il nomme le *militantisme-timbre*, par renvoi au « timbre » collé sur la carte de l'adhérent qui paie sa cotisation – semble avoir perdu de sa superbe, aujourd'hui émergerait une nouvelle façon de militer, le militantisme « *post-it* », plus distancée, plus volatile car révocable à tout moment. Plus individuelle également, puisque loin de se fondre dans l'organisation, le militant trouve dans son engagement matière à valoriser ses compétences particulières. Mais tout aussi *engagé*.

L'ouvrage fera grand bruit, et déclenchera une longue suite d'interrogations et de discussions dans le monde de la recherche, historique comme sociologique. Axelle Brodiez⁵⁴, historienne, contestera par exemple la dimension magnifiée de l'histoire militante à laquelle Jacques Ion oppose le « nouveau militantisme », ou plutôt ce qu'il nomme, faute de mieux le saisir, « l'engagement distancé ».

En effet, un peu rapidement sans doute, Jacques Ion évoque un « militantisme total » (fait de don de soi au Parti, au Syndicat, voire à l'Association) qui aurait vécu pour mieux lui opposer de nouvelles formes d'engagement. Or, comme le souligne Axelle Brodiez et bien d'autres avec elle, ce « militantisme total » n'est bien souvent qu'une *illusion biographique*, et s'il a pu effectivement s'incarner dans certains figures, ne saurait prétendre représenter

⁵³ Politique, syndical ou associatif.

⁵⁴ Brodiez, Axelle. *Penser les évolutions du militantisme depuis 1945. Le prisme de la sociohistoire des associations de solidarité*, Juin 2006, Lille, France.

l'ensemble des militants de la belle époque du militantisme , et conséquemment ne saurait pas plus caractériser le fait militant. L'Histoire du Parti Communiste Français a été écrite tant par un Maurice Thorez⁵⁵ que par d'innombrables colleurs d'affiche, dévoués à la cause, mais restés anonymes. Par ailleurs, l'Histoire montre également – et c'est encore le cas aujourd'hui- que nombre de grandes figures militantes, loin de l'image de l'individu voué « corps et âme » qui au Parti, qui au syndicat, étaient en fait attachés à défendre plusieurs causes, plusieurs « injustices » et pour ça adhéraient – au sens propre du terme – à plusieurs organisations en même temps.

Une autre critique sera adressée à *La Fin des Militants*. Souhaitant dénoncer le procès qui serait fait aux nouvelles générations d'être devenues égoïstes et égocentrées, Jacques Ion défend le principe d'une confusion entre individuation et individualisation. L'individuation, que nous avons déjà évoquée, est chez Jacques Ion le processus qui fait émerger la personne individu en tant qu'être autonome, capable et soucieux de réflexivité. Plus autonome, l'individu est plus libre et se retrouve, pour reprendre Ulrich Beck, face à un « devoir vis-à-vis de soi »⁵⁶ : exposé à la multiplicité des vies (du fait de l'augmentation des divorces et séparations, des mobilités forcées pour raisons professionnelles dans la vie familiale et de la précarisation du marché dans la vie professionnelle), l'individu se trouve désormais dégagé des marqueurs familiaux ou professionnels qui fondaient son identité. Il s'agit donc pour chacun de se définir soi-même, de se construire sa propre identité...et d'en assumer les succès comme les échecs. Ainsi, dans *S'engager dans une société d'individus*⁵⁷ qu'il publie en 2012, Jacques Ion reviendra- t-il sur le concept : « *Ce n'est pas parce que les gens sont plus autonomes qu'ils sont forcément d'avantage préoccupés d'eux-mêmes. Il faut se garder de confondre un processus séculaire, le processus d'individuation, qui marque la lente sortie des individus de leurs collectifs d'appartenance, avec des comportements, des attitudes et surtout des jugements moraux. Ensuite, en examinant attentivement les liens qui se nouent présentement entre individus, car c'est à regarder les caractéristiques de ces liens qu'on peut comprendre le rapport au collectif et ses transformations. À rebours des discours dominants, cet ouvrage voudrait essayer de montrer qu'à condition d'y regarder de près, l'intérêt pour la cause publique n'est pas mort, voire n'a jamais été autant partagé* »⁵⁸. Si le concept d'individuation n'est pas nouveau⁵⁹ et a certainement sa place dans une réflexion sur la construction du militantisme chez l'individu, on reprochera à Jacques Ion d'évacuer un

⁵⁵ Maurice Thorez fut le secrétaire général du PCF de 1930 à 1964.

⁵⁶ Beck, Ulrich. *La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*, cité par Claire Thoury, *L'engagement étudiant dans un monde d'individualisation : construction identitaire et parcours politiques*. Sociologie. Université Sorbonne Paris Cité, 2017, p 7

⁵⁷ Ion, Jacques. *S'engager dans une société d'individus*, Éditions Armand Colin, Collection Individu et société, 2012, 215 pages. ISBN : 978-2-200-27919-8

⁵⁸ *S'engager dans une société d'individu*, p 8

⁵⁹ Georg Simmel, sociologue allemand de seconde moitié du XIXème décrivait déjà l'individuation comme processus social expliquant la formation de l'individualité par l'entrecroisement de « cercles sociaux ».

peu vite « toute investigation sur le travail historique et collectif de construction des « causes » »⁶⁰. Car, en effet, pour qu'un individu se construise comme personnage militant, il lui faut on l'a vu une cause, qui soit partagée par un collectif, et cette cause préexiste à l'émergence du militantisme chez lui : la jeune Greta Thunberg⁶¹, qui semble incarner aujourd'hui le militantisme écologique, n'a dans les faits que rejoint un mouvement qui existait bien avant elle.

Enfin, d'autres caractéristiques du « nouveau militantisme » seront défendues par Jacques Ion, et notamment celles qu'il rattache à l'émergence de celui qu'il nomme « l'individu singulier ». Dans sa définition de « l'individu singulier », qu'il oppose à « l'individu anonyme » du Siècle des Lumières (l'individu est alors caractérisé par son rôle ou son statut dans la société), Jacques Ion insiste sur la réflexivité qui lui est attaché, nous l'avons dit. Cette « obligation » de réflexivité est étroitement liée à l'engagement. Doté d'autonomie – de liberté ? – dans la construction de sa propre existence, devenu responsable de son destin, et donc de ses capacités à trouver sa place dans des mondes devenus pluriels, l'individu militant devient également plus exposé aux nouvelles formes de vulnérabilité⁶². Une de nos questions sera donc de savoir si, pour les jeunes, l'engagement peut constituer une réponse, ou une réaction à cette vulnérabilité.

Nous n'épuiserons pas ici la richesse des travaux et conclusions de Jacques Ion sur les mutations du militantisme, ou de l'engagement. Si l'intérêt de ses travaux est aujourd'hui indiscutable, il nous semble important d'en souligner quelques éléments complémentaires, qui viendront enrichir notre étude sur les jeunes en formation. Les observations du sociologue (conduites de manière ethnographique, dans la durée) lui permettront d'avancer que s'est opéré un changement important dans le rapport au collectif, à la fois fruit de la méfiance envers les mécanismes de délégation mais aussi d'une importance croissante donnée aux affects. Enfin, dans un monde qui fuit la fédéralisation – qui conférerait de fait au militantisme une place dans les débats à l'échelle nationale - il s'agit souvent désormais d'agir en proximité, et pour ça, de rechercher des réponses et solutions rapides et tangibles : pour Jacques Ion, « *Les systèmes d'appartenance ne sont plus forcément aussi déterminants qu'avant dans l'entrée dans l'un ou l'autre des collectifs. Simultanément le souci d'efficacité dans l'action quotidienne devient un élément non négligeable dans l'organisation concrète du fonctionnement et les délégations de responsabilité. Voici illustré, au plan des individus, ce que nous disions, au plan des groupements, dans le précédent*

⁶⁰ Collovald et al, cité par Olivier Fillieule et Bernard Pudal , op cité, page 170.

⁶¹ Greta Thunberg est une jeune militante suédoise pour la lutte contre le réchauffement climatique.

⁶² Par vulnérabilité, nous entendons avec Robert Castel cet état intermédiaire, cet entre-deux entre l'inclusion et l'exclusion, le bien ou le mal-être, qui expose à des menaces qui viennent mettre à l'épreuve les capacités de l'individu à les affronter.

chapitre, à savoir l'autonomie des engagements vis-à-vis des clivages idéo-politiques. En miroir du groupement fondé sur des appartenances se dessine un groupement contemporain autrement complexe, constitué de je autonomes, pas forcément inscrits dans des cercles aisément identifiables. Le groupement peut rassembler alors des individus issus d'appartenances multiples, voire étrangers les uns aux autres et seulement réunis par les finalités mêmes du groupement [.../...]. Espace et temps militants peuvent ainsi se trouver complètement autonomisés des espaces et des temps de la sociabilité.»⁶³

Enfin, mais nous y reviendrons l'auteur souligne également dans ses ouvrages la place de plus en plus importante que prennent les femmes dans ces nouveaux espaces militants, nouveauté qui vient également reconfigurer les modes et façons d'agir.

Ainsi, dans un quasi paradoxe, les reproches faits à *la Fin des Militants ?* dans lequel l'hypothèse première était que le processus d'individuation n'a pas atténué le militantisme mais l'a transformé, vont produire un regain d'intérêt de la recherche sur le sujet. Recherche qui va s'attacher, entre autres, à la question de la durée de l'engagement.

Parmi eux, nous retiendrons le point de vue d'Olivier Fillieule et Bernard Pudal⁶⁴, qui en reconnaissant que les recherches de Jacques Ion ont eu l'inestimable intérêt de souligner les mutations du militantisme, se détachent de la perspective historique en proposant des cadres d'analyse nouveaux : *« l'engagement d'hier comme celui d'aujourd'hui sont redevables de semblables méthodologies, sachant que les dispositions à l'engagement ne dépendent pas directement des appartenances sociales mais sont aussi produites à la rencontre entre des dispositions et des positions, situées dans le cours d'une trajectoire sociale et prises dans des configurations déterminant autant d'opportunités que de contraintes »*⁶⁵. Se détachant d'une hypothèse de prédisposition sociale au militantisme (qui serait transmise par la socialisation primaire, la famille notamment), ils centrent leurs recherches sur la question des interactions sociales qui permettent d'entretenir dans la durée – ou au contraire ; lorsqu'ils étudient les logiques de désengagement, amoindrir – l'engagement chez les individus, et donc de définir, ne serait-ce que sur une temporalité limitée, l'identité militante.

Une fois l'hypothèse d'une fin du militantisme évacuée, la question n'est pas tant de situer le militantisme historiquement que d'en comprendre les mécanismes, indépendamment de la situation historique dans laquelle il se situe, mais au contraire dans la singularité de la construction d'une trajectoire individuelle. Il s'agit donc de comprendre comment se construit

⁶³ *S'engager dans un monde d'individus*, p. 32

⁶⁴ Fillieule Olivier, Pudal Bernard, 8. *Sociologie du militantisme. Problématisations et déplacement des méthodes d'enquête*, dans : Éric Agrikoliansky éd., *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*. Paris, La Découverte, « Recherches », 2010, p. 163-184.

⁶⁵ Fillieule et Poudal, op cité p.171

le militantisme ou la militance chez l'individu, dans quelles interactions entre une certaine perception de l'état de la société et la nécessaire et constante construction de l'identité personnelle, et ce dans un contexte d'individuation de plus en plus marqué. Construire, c'est-à-dire naître, puis durer.

B. L'engagement à l'épreuve du temps : la notion de carrière.

La recherche, notamment en sciences politiques, va donc s'atteler à d'autres questions relatives à l'engagement. Parmi elles, celle de la durée est centrale. Si les premiers travaux sur l'engagement se focalisaient sur les organisations (politiques, syndicales ou associatives) en cherchant à comprendre les liens entre ces organisations, leurs dirigeants et les individus-adhérents, d'autres, penchées notamment sur les mouvements sociaux se concentraient elles sur la question du sens général de l'action. La question de la durée dans le temps de l'engagement était ou évacuée, ou posée comme allant de soi. Abandonnant la recherche d'une hypothétique recette d'un engagement militant dans la durée et en s'inspirant des théories interactionnistes, les chercheurs, entre autres ceux rassemblés autour du GERMM, vont proposer une nouvelle approche. C'est ainsi qu'apparaît le concept de *carrière militante*.

Initialement conçue pour l'étude des professions par les sociologues américains, la notion de carrière est ensuite développée et étendue par Howard Becker, notamment dans ses études sur la sociologie de la déviance⁶⁶. Interrogeant le poids qui est accordé à la socialisation primaire⁶⁷ dans la construction de l'identité, Becker insiste sur le rôle de l'individu lui-même dans la formation de cette socialisation. S'attachant aux variations dans le temps des « dispositions » des individus face aux sollicitations extérieures, l'approche interactionniste souligne les réorganisations et évolutions de l'engagement qui s'opèrent chez les individus lors des interactions avec des groupes ou événements. Si elle n'abandonne pas les données objectives, c'est la place du subjectif qui devient essentielle dans l'approche de Becker : « *Dans sa dimension objective, une carrière se compose d'une série de statuts et d'emplois clairement définis, de suites typiques de positions, de réalisations, de responsabilités et même d'aventures. Dans sa dimension subjective, une carrière est faite de changements dans la perspective selon laquelle la personne perçoit son existence comme une totalité et interprète la signification de ses diverses caractéristiques et actions, ainsi que tout ce qui lui arrive.* »⁶⁸

⁶⁶ Becker Howard S, *Outsiders. Études de sociologie de la déviance*. Éditions Métailié, « Leçons De Choses », 1985, 250 pages.

⁶⁷ Celle qui s'opère autour de la famille, l'enfance ou l'école.

⁶⁸ Becker, op.cit., p.121

Il s'agit donc, dans une approche interactionniste de carrière, de considérer le sujet comme une personne concevant son existence comme une totalité. L'individu n'est alors pas nécessairement « rationnel » au sens économique⁶⁹, mais possiblement à la recherche d'une cohérence générale à donner, ou à percevoir, à cette « totalité » que constitue son existence. L'analyse sociologique par le biais des carrières entend donc observer ce qui se produit, dans une succession de séquences de vie, du point de vue de l'individu : *« Il s'agit donc moins ici de prédire un état, l'engagement, que de reconstruire « une succession de phases, de changements de comportements et de perspectives de l'individu. Chaque phase requiert une explication et une cause agissant pendant l'une des phases de la séquence peut avoir une importance négligeable pendant une autre phase. L'explication de chaque phase constitue donc un élément de l'explication du comportement final. La variable qui prédispose un individu à aborder une phase déterminée peut ne pas agir parce que celui-ci n'a pas atteint le stade du processus qui permet de franchir ce pas »*⁷⁰,

L'approche interactionniste des carrières impose donc d'aborder l'engagement comme un processus. Elle abandonne le prisme de l'observation des organisations ou groupes sociaux pour focaliser sur la discontinuité d'une vie, ce qu'Éric Agrikoliansky nomme les « lignes brisées » : *« L'engagement dans une activité sociale ne peut se décrire comme une courbe continue, mais est plus adéquatement représenté comme une série de lignes brisées, représentant des « séquences » articulées les unes aux autres, dont chaque étape produit les conditions de possibilité de la suivante. »*⁷¹

L'intérêt de cette méthode en matière de militantisme est évident ; inscrivant l'individu dans la temporalité (celle de son existence), elle permet à la fois d'étudier ce qui va transformer une *sensibilité sociale* en passage à l'acte, tout comme son maintien dans la durée. Elle implique, comme le souligne Olivier Fillieule⁷² de considérer le militantisme comme une *« activité sociale individuelle et dynamique »*. Le militantisme est donc ici conçu non comme un état, mais comme un processus qui se donne à voir : *« Appliquée à l'engagement politique, la notion de carrière permet de comprendre comment, à chaque étape de la biographie, les attitudes et comportements sont déterminés par les attitudes et comportements passés et conditionnent à leur tour le champ des possibles à venir, resituant ainsi les périodes d'engagement dans l'ensemble du cycle de vie. La notion de carrière*

⁶⁹ En simplifiant à l'excès, les théories économiques orthodoxes posent pour principe que l'individu est « rationnel » dans le sens où il cherche à maximiser ses intérêts et/ou profits en prenant en compte ses contraintes. Ce n'est, bien évidemment, qu'un postulat servant de base à la construction théorique.

⁷⁰ Howard Becker, *Outsiders*, op. cit p. 45-46

⁷¹ Agrikoliansky, Éric. *Chapitre 6 - Les « carrières militantes ». Portée et limites d'un concept narratif*, dans : Olivier Fillieule éd., *Sociologie plurielle des comportements politiques. Je vote, tu contestes, elle cherche...* Paris, Presses de Sciences Po, « Académique », 2017, p. 167-192. p 170.

⁷² Fillieule, Olivier. *Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel. Post scriptum*. Revue française de science politique, 2001/1 (Vol. 51), p. 199-215, p.200

permet donc, au-delà de la pétition de principe, de mettre en œuvre une conception du militantisme comme processus. Autrement dit, de travailler ensemble les questions des prédispositions au militantisme, du passage à l'acte, des formes différenciées et variables dans le temps prises par l'engagement de la multiplicité des engagements le long du cycle de vie (défection (s) et déplacement(s) d'un collectif à l'autre, d'un type de militantisme à l'autre) et de la rétraction ou extension des engagements »⁷³.

C'est donc cette approche que nous retiendrons dans notre étude sur les jeunes en formation. Il faut sans doute préciser ici que celle-ci ne vient pas s'opposer au concept d'*habitus* tel que l'a conçu Pierre Bourdieu. Le fait de considérer le militant comme un individu ajustant et réajustant sans cesse ses positions face aux événements, comme se positionnant et se repositionnant constamment face à la question sociale dans lequel il évolue n'évacue pas l'hypothèse d'un *habitus*. Si chez Bourdieu l'*habitus* est entendu comme un « système de dispositions réglées » qui permettent au sujet d'évoluer dans le monde, de l'interpréter selon une façon qui lui est à la fois propre et commune à la catégorie sociale à laquelle il appartient, la notion n'interdit pas de considérer l'*habitus* comme évolutif.

Olivier Fillieule, encore, nous le confirme : « *Pierre Bourdieu lui-même, pour répondre aux critiques adressées ici ou là au déterminisme relatif du concept d'habitus, ratifie sans conviction, dans les Méditations pascaliennes, ces constats de possible découplage et désajustement des identités. Il parle alors d'habitus déchirés, clivés. Toutefois, même en admettant que les dispositions puissent « s'user » et que, de manière générale, l'habitus ne « s'actualise » qu'en relation avec un champ, ce qui revient à dire que le même habitus peut mener à des pratiques et à des prises de position très différentes selon l'état du champ , il n'en reste pas moins que les tensions et les contradictions de l'acteur trouvent leur origine dans la modification de l'environnement extérieur. »⁷⁴.*

On l'a vu, le militantisme ne trouvant jamais sa source que dans un certain rapport à la situation sociale, interroger la façon dont il occupe l'existence d'un individu suppose nécessairement d'interroger les relations que l'individu entretient avec celle-ci. C'est entre autres ce que défend Laurent Willemez lorsqu'il interroge dans « *Perseverare Diabolicum : l'engagement militant à l'épreuve du vieillissement social* »⁷⁵ la question du désengagement à l'aune à la fois de l'individu et de ses séquences de vie, mais également à celui du rapport entre le militant et ce qu'il nomme « l'offre militante ». S'il montre lui aussi au travers de sa revue de littérature cette caractéristique du militant à savoir que sa construction en tant qu'être social est la résultante de la biographie personnelle autant que de sa « projection »

⁷³ Fillieule, *ibid*, p.201.

⁷⁴ Fillieule, *ibid*, p 207

⁷⁵ Willemez, Laurent. *Perseverare Diabolicum : l'engagement militant à l'épreuve du vieillissement social*. Lien social et Politiques. 2004. N° 51, pp. 71-82.

dans le présent comme dans le futur, il insiste également sur le rapport qu'entretiennent *l'offre et la demande militante*. Cette offre militante est elle aussi plurielle, diverse et changeante. Prenant appui sur des études sociologiques et historiques, il montre ainsi que des individus dotés d'une volonté de militer peuvent choisir, pour des raisons diverses, de modifier le champ dans lequel ils exercent leur militance. Ainsi par exemple, des militants au sein d'une association de lutte contre le SIDA, percevant des modifications dans la façon dont l'association organise et gère ses activités, peuvent décider de se désengager... pour aller chercher ailleurs une offre militante correspondant mieux à leurs attentes. Le militantisme est donc bien également une question de rencontre entre une offre et une demande : « *Ces ajustements entre des dispositions et des manières de considérer l'engagement militant trouvent à se déployer à partir du moment où surgissent de nouvelles «offres» militantes. Contraintes et opportunités issues du monde social se combinent pour permettre les reconversions militantes et autoriser les individus à modifier leur engagement sans pour autant se trahir, en réinvestissant dans d'autres organisations des croyances et des pratiques issues d'anciens engagements* ». ⁷⁶ Il s'agit pour l'individu d'être fidèle à soi-même, dans cette recherche de cohérence que nous évoquions plus haut. Y compris lorsque des variations dans le militantisme s'impose à lui.

Le militantisme ne peut donc être abordé que dans sa temporalité. Pour ce qui nous occupe, à savoir l'examen d'un militantisme chez des jeunes en train de se former, la question peut être particulièrement importante, dans le sens où la projection qu'ils ont à faire – se projeter dans la vie active – leur est particulièrement imposée, et à courte échéance. Enfin, la question des variations de l'offre militante, et des ajustements qu'elle peut induire du côté des militants, nous semble particulièrement importante pour ce qui nous occupe : l'ESS, dans ses mutations et transformations, répond-elle toujours aux appétits militants (s'ils existent) des jeunes qui décident de s'y former ?

C. Entre intensité et (dis)continuité, de nouvelles formes de militance ?

Une fois posé que le militantisme n'impliquait pas nécessairement un « don total de soi » à une organisation, mais pouvait s'exprimer ailleurs et autrement que dans l'adhésion durable et irrévocable à une seule et même structure ou organisation militante, la sociologie de l'engagement va également se poser la question de nouvelles formes d'engagement, très actuelles. On pense ici bien évidemment au militantisme *via* internet, nouveau média qui prend possiblement, après le journalisme du XIXème Siècle puis la radio et la télévision des années 60, le rôle de vecteur de la parole militante. Nos entretiens auprès des jeunes en formation n'ayant fait surgir le sujet que de façon très anecdotique, nous ne nous y

⁷⁶ Willemez Laurent, *op. cit.* pp 78-79.

attarderons pas. Mais d'autres formes de militance viennent aussi investir l'espace public, et possiblement faire apparaître de « nouvelles » offres militantes. Ainsi apparaissent ces dernières décennies, amplement relayées par les médias, des formes « nouvelles » d'expression militante. On pense ici aux Brigades d'Activistes des Clowns (BAC) qui organisent régulièrement des « manifestations de riches », et viennent interpeller, nez rouges et déguisés, les passants pour les sensibiliser à la cause, ou encore à Alternatiba lorsqu'elle organise des « décrochages » de portraits présidentiels au sein des mairies. Fondées sur la qualité humoristique ou souriante des actions et la non-violence, ces nouveaux modes d'intervention comptent surtout, comme le montre Lilian Mathieu dans *Un militantisme qui n'a de « nouveau » que le nom* ⁷⁷, sur la capacité à attirer l'attention médiatique. Il s'agit, comme sur Internet et avant dans les journaux ou la télévision, de rendre visible la cause, et de ne pas la connoter négativement. Ces nouvelles formes, et nous rejoindront Lilian Mathieu en disant qu'elles n'ont de nouvelles que le nom, « *miseraient avant tout sur le spectaculaire et l'humour pour convertir « en douceur » le public à la justesse de la cause défendue, en se présentant sous les traits aimables d'individus déterminés sans jamais être agressifs. L'enjeu ne serait pas d'affirmer sa force mais de convaincre par une démonstration en acte de la légitimité et de la pertinence des revendications. Les termes de happening et de performance, tirés du vocabulaire de l'art contemporain, s'appliqueraient parfaitement à des réalisations militantes fondées sur la théâtralisation* ».

Outre, comme le démontre Lilian Mathieu que ces formes n'ont rien de nouvelles (il y a quarante ans déjà les féministes détournaient la symbolique autour de la tombe du soldat inconnu en invoquant avec humour – ou sarcasme – son épouse toute aussi inconnue), ces formes de militantisme viennent s'inscrire et s'organiser dans des schémas plus traditionnels, à savoir une organisation militante et la même fluidité ou volatilité des engagements des acteurs. On l'a dit, l'adhésion au Parti Communiste dans les années 50 n'empêchait pas le militant, d'une part de militer ailleurs en même temps, et d'autre part de suspendre, quand nécessaire, l'intensité de son engagement. Pas plus que le fait de rejoindre une manifestation de la BAC n'empêche celui qui veut défendre une cause d'aller investir d'autres collectifs. Par contre, plus qu'une traduction d'une mutation du militantisme, ces modes d'expression contemporains traduisent en fait une préoccupation partagée par toutes les organisations militantes : comment défendre une cause quand les effectifs pour la défendre diminuent ou affichent leur labilité sans cesse ? « *Les logiques du recours à ce type de protestation sont restées les mêmes : pallier le déficit en effectifs militants par un écho médiatique, recourir à la légitimité de l'opinion publique (telle qu'elle est retraduite par*

⁷⁷ Mathieu, Lilian. *Chapitre 8 / Un militantisme qui n'a de « nouveau » que le nom*, dans : Bruno Frère éd., *Résister au quotidien ?* Paris, Presses de Sciences Po, « Académique », 2013, p. 223-240.

les médias et auprès de laquelle il convient de se présenter sous des traits « sympathiques ») lorsque la légitimité du nombre (telle qu'attestée notamment par la manifestation de rue) est inaccessible ».

Ces nouvelles formes de militance relevant plus d'une préoccupation des organisations militantes que des militants eux-mêmes ne nous disent finalement rien de l'attitude militante, de ce que militer veut dire. Dès lors, comment qualifier le fait militant aujourd'hui ? Comment le distinguer du non-militantisme ?

III. ESSAI DE CARACTÉRISATION DU MILITANTISME

Dans son introduction à *Devenirs militants*⁷⁸, Olivier Fillieule nous le rappelle : « *On ne naît pas militant, on le devient durablement ou provisoirement selon le contexte et les circonstances propres aux trajectoires personnelles* ». Il s'agit donc bien d'une construction, progressive et en réajustements constants, d'un individu qui se positionne face à la question sociale, mais également face à l'offre militante. La distinction sur laquelle ont débattu les chercheurs, entre un ancien et un nouveau militantisme, semble tenir plus aux variations de l'offre militante qu'aux dispositions et postures qu'un individu adopte quand il entend militer. Dès lors, comment définir si le choix que font de jeunes étudiants de se former en ESS relève ou pas d'une volonté de militer ? Il semble que la réponse impose à la fois l'examen des dispositions et positions de ces jeunes tout autant que la façon dont ils perçoivent l'offre militante que peut ou non constituer l'économie sociale et solidaire.

A. Qu'est-ce que militer aujourd'hui ?

L'examen rapide que nous venons de faire sur les évolutions du militantisme, comme des questions qu'il pose pour la recherche nous donne les grands traits du militantisme. Militer, c'est d'abord l'expression d'un individu qui pense le monde et constate qu'il n'est pas (ou pas suffisamment) tel qu'il le voudrait. Cette sensibilité sociale amène la nécessité d'une mise en action, destinée à faire infléchir cette situation, voire à la renverser. Militer enfin, c'est adhérer au principe que l'union fait la force : c'est vouloir se rassembler dans un collectif, groupe ou mouvement destiné à « peser » et à faire infléchir l'autre, celui de *l'autre* côté de la cause.

Autrement dit, militer, aujourd'hui comme hier, c'est « vouloir dire », « vouloir faire », « vouloir convaincre », « vouloir rassembler » et pour ça « vouloir se rassembler ». Donc une histoire collective de volonté, d'intention... et d'engagement. La difficulté qui se pose alors nous vient des échelles, degrés et intensités de ces engagements. En effet, chaque individu

⁷⁸ Fillieule, Olivier. *Devenirs militants*, *Sciences Humaines*, 2003/12 (N°144), p. 26-26

peut, à un moment de sa vie contribuer à défendre une cause qui lui paraît digne d'être défendue. Une fois admis que le militantisme, derrière la mythification historique, n'est pas nécessairement un total abandon à la cause, où donc placer le curseur qui définira le passage du statut de sympathisant mobilisé et occasionnel à celui de militant ? Par exemple, manifester, est-ce militer ? Signer une pétition ? A partir de quand, de quel moment ou de quel acte devient-on militant ? Comment définir l'engagement ?

Dans « *Notes sur le concept d'engagement* »⁷⁹ Howard Becker nous rappelle, s'il en était besoin, qu' « *étant donné la variété sémantique du terme, il s'avère infructueux de spéculer sur son « véritable » sens.* ». Sauf à adopter une approche mésosociologique, qui consisterait à étudier les organisations plus que les individus, il faut retenir que le militantisme a un caractère éminemment subjectif. C'est évidemment ce qui nous intéresse ici. Certes, nous l'avons vu, l'engagement s'inscrit dans une certaine temporalité, mais sa continuité dans la durée est relative. Plus que la durée, c'est *le caractère itératif de l'engagement* qu'il s'agit de repérer. C'est lui qui nous indique que l'individu se construit, y compris si nécessaire par intermittence, comme militant. Cette construction lui permet de trouver une cohérence interne. Mais s'il s'agit ici de reconnaître à soi-même la qualité de militant, cette reconnaissance doit aussi être opérée par les pairs, même si ce sont des pairs temporaires.

En effet, comme évoqué plus haut, militer c'est se rassembler. Derrière un parti, un syndicat, une association, un étendard ou un mot d'ordre, peu importe aujourd'hui, mais la militance s'opère toujours dans un collectif ayant son identité propre. Des premiers mouvements ouvriers à Act Up ou les « sans-papier » en passant par les syndicats ou les partis politiques, chacun des groupes ayant fait œuvre de militantisme l'a fait derrière un nom, un sigle ou une appellation qui permettait de reconnaître ses membres. Le militantisme s'inscrit donc dans une double reconnaissance : l'individu reconnaît dans le groupe la résonance de ses propres questionnements et nécessités d'agir, tandis que le groupe reconnaît, à un certain moment, la qualité militante à celui qui le rejoint. Si le phénomène d'individuation et surtout la labilité des engagements qui semblent caractériser les nouvelles générations réinterroge la question de l'appartenance au groupe, il n'en reste pas moins que nous sommes bien ici face à la question de l'identité. En matière de militantisme comme ailleurs, le « Je » ne se reconnaît, se construit et se façonne qu'au contact d'un « Nous » qui vient s'opposer à « Autrui ». Le militantisme émancipé, « distancié » dirait Jacques Ion, n'oblitére pas cette règle.

79 Becker S., Howard. *Sur le concept d'engagement*, Sociologies [Online], Discoveries/rediscovers, Howard Becker, Online since 22 October 2006, URL : <http://journals.openedition.org/sociologies/642>

B. Pour quoi et pourquoi militer ?

Disons le clairement : le militant n'est pas toujours habité par des aspirations à l'égalité, la liberté ou la fraternité, pas plus qu'aux questions environnementales . *Stricto sensu*, toute personne qui s'implique dans un groupe qui l'accueille en son sein, en vue de défendre une cause, aussi illégitime puisse-t-elle paraître aux yeux du lecteur, reste un militant. En témoignent par exemple les militants des mouvements des suprémacistes blancs ou national-socialistes qui réémergent aujourd'hui.

Pour autant, l'histoire du militantisme montre que l'investissement militant se fait essentiellement autour de questions relatives soit à l'intérêt général, soit à la défense de catégories si ce n'est opprimées pour le moins vulnérables et/ou en danger. C'est que, dans une corrélation logique, plus la catégorie est dominée, plus elle a besoin d'être défendue. L'intensité de l'engagement y est donc toujours plus forte, et donc plus visible.

Dans la perspective du travail qui nous occupe, c'est-à-dire la possibilité d'une militance propre à l'économie sociale actuelle, nous nous focaliserons néanmoins sur le militantisme attaché aux causes sociales ou environnementales . Force est de constater que la liste est longue des objets de militance.

Initialement, le militantisme prend forme dans les grands mouvements destinés à défendre des principes d'égalité et de justice sociale. Des révolutionnaires aux mouvements ouvriers, même combat, si ce n'est que le mode d'organisation se transforme : on passe d'un état où chacun défend la cause de tous, pour passer à un autre où chacun défend la cause de sa catégorie- même si l'idée sous-jacente est qu'améliorer le sort de quelques uns c'est améliorer le sort de tous. Par ailleurs, les nouveaux mouvements sociaux participent de cette extériorisation de la cause. Après l'accès à l'égalité – tous citoyens – surgissent les questions de l'emploi, des conditions d'emploi, voire du travail. Elles seront – et sont encore- au centre des préoccupations des syndicats, notamment, et quasi exclusivement⁸⁰. Parallèlement, le militantisme prend de l'essor dans les questions politiques, via l'institutionnalisation des groupes idéologiques (les partis).

Dans l'après-guerre, et trouvant son apogée en 1968, apparaît un militantisme orienté vers la question des libertés individuelles, ou pour le dire autrement, du droit de l'individu. Ni politique, ni syndical, on le qualifiera par la suite de « militantisme moral ». Ces questions sont éminemment accolées à l'émergence d'une société de droit, où l'on peut alors

⁸⁰ Nous y reviendrons, mais une certaine économie sociale est pourtant, en-dehors du syndicalisme- attachée à ces questions d'emploi et de travail.

légitimement prétendre à défendre les entraves à la liberté de choisir. C'est un fait nouveau : si elles s'attachent à des questions précises et variées (par exemple le droit aux études, à l'avortement, à la liberté sexuelle,...) leur trait commun réside bien dans la défense du droit conféré à chaque individu de choisir. Pour l'époque, l'existence précède l'essence.

Viennent ensuite de nouveaux objets de militantisme : il ne s'agit plus nécessairement de défendre des droits pour soi – soit parce qu'on est affecté directement ou parce qu'on est concerné par une certaine proximité avec l'objet . Vient le temps de la défense des vulnérables, et plus particulièrement de l'Autre. C'est le temps de l'engagement humanitaire, de l'altermondialisme, voire de l'antimondialisation économique, de l'antiracisme et de la lutte pour les « sans » (sans emploi, sans logement, sans nourriture, sans papier...), autour d'organisations – pour l'essentiel associatives – qui s'installent définitivement (?) dans l'espace public. On pense ici au DAL, à ATTAC, Act Up ou aux ONG, peuplées de militants nouveaux, issus pour l'essentiel des classes moyennes à fort capital culturel⁸¹. Enfin, les luttes se circonscrivent, en s'organisant autour de la défense de catégories précises : les malades du SIDA, les prostitué-es, les immigrés (les migrants, dirait-on aujourd'hui). Le militantisme s'empare des questions environnementales : Sea Shepherd ou Greenpeace connaissant des essors considérables.

On le voit, le militantisme connaît un double mouvement de sortie de son ancrage historique. Il se déplace d'abord hors du champ des questions de travail et d'emploi, mais se déplace aussi en sortant de la logique « corporatiste » : on ne milite plus nécessairement pour ce qui nous concerne ou nous atteint au premier chef, mais on peut désormais aussi militer pour ce qui nous est éloigné. En ce sens, l'engagement prend de la distance avec son objet. Reste à comprendre ce qui peut amener quelqu'un à défendre un sujet qui ne lui porte, *a priori*, pas préjudice.

*« Je vous souhaite à tous, à chacun d'entre vous, d'avoir votre motif d'indignation. C'est précieux. Quand quelque chose vous indigne comme j'ai été indigné par le nazisme, alors on devient militant, fort et engagé »*⁸². Dans son opuscule qui connût un véritable succès lors de sa publication en 2010 Stéphane Hessel renvoie à la nécessité de s'indigner pour se mobiliser et devenir militant d'une cause. Le succès de cette publication interroge d'ailleurs : traduit en trente-quatre langues et vendu à quatre millions d'exemplaire dès sa première année, on peut se demander si les personnes qui ont acheté ce livre cherchaient une recette pour mieux s'indigner, un renforcement de la légitimité de leur propre indignation, ou

⁸¹ Agrikoliansky, Éric, *Chapitre 6 – Les « carrières militantes »*. Portée et limites d'un concept narratif. In : Sociologie plurielle des comportements politiques. Paris, page 168

⁸² Hessel, Stéphane, *Indignez-vous !*, Montpellier : Indigène éditions, collection « Ceux qui marchent contre le vent », 2010, 32 p., p.7.

encore un discours leur permettant de mieux mobiliser qu'ils n'en étaient capables eux-mêmes ?

Toujours est-il qu'il témoigne d'un intérêt certain pour la question. L'idée maîtresse de ce livre réside dans son injonction à l'indignation, « sentiment de colère ou de révolte que provoque quelqu'un ou quelque chose »⁸³, facteur de la mise en mouvement et action. Stéphane Hessel fût résistant pendant la seconde mondiale, puis déporté dans les camps de concentration : on imagine assez facilement qu'il a eu son lot de motifs de colère et de révolte. Ce qui n'est évidemment pas le cas de nombreux militants. Le motif d'indignation ne peut donc être une raison suffisante pour expliquer ou provoquer le militantisme. Certes, il se fonde toujours sur un certain rapport au fait sociétal, mais comme nous l'avons vu plus haut, ce rapport lui-même peut faire l'objet de variations, en intensité comme dans le temps, voire de distanciation par rapport à l'objet de militance. Ces variations ne suffisent donc pas à faire entrer et sortir l'individu de son statut de militant.

Une autre hypothèse sur la question consiste à interroger les principes de contribution – rétribution. Pour le dire autrement, s'inscrivant dans la lignée des théories de Marcel Mauss⁸⁴, elle postule qu'en donnant (son temps, son énergie, son investissement) le militant obtient en retour *quelque chose* qui justifierait ou expliquerait l'engagement. Ou pour le moins, l'entrée dans l'engagement. Ces rétributions, matérielles ou symboliques, et l'engagement qu'elles entretiennent ont été étudiées, notamment par Daniel Gaxie⁸⁵ qui provoqua un tollé dans les sphères militantes, qui y virent une explication « hérétique » de la *noblesse* de leurs engagements. Cependant, si les analyses de Daniel Gaxie portaient sur l'action collective, et s'attachaient au militantisme du point de vue des organisations, elles semblent rejoindre les conclusions interactionnistes, dans le sens où elles pointaient que « l'attachement à la cause » n'est pas le seul moteur de l'engagement. Sans exclure complètement ces grilles de lecture, nous constaterons avec les partisans de l'analyse interactionniste des carrières militantes que si la rétribution, attendue consciemment ou pas, peut effectivement être un facteur d'engagement, elle ne sait pas expliquer les voies choisies pour cet engagement, ni son inscription dans le temps.

Or, un des faits saillants de l'évolution militante consiste bien aujourd'hui dans sa dispersion spatiale et temporelle. Refusant l'affiliation à un parti ou un syndicat, prenant également leurs distances avec les associations, les jeunes qui s'engagent aujourd'hui semblent s'orienter vers un militantisme qui s'attache non pas à une cause mais à plusieurs, dans un

83 Définition du Petit Larousse

84 Mauss, Marcel, *Essai sur le don : Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques*, Sociologie et Anthropologie, PUF, Collection Quadrige, 1973, 149-279

85 Gaxie, Daniel. *Rétributions du militantisme et paradoxes de l'action collective*, Revue suisse de science politique, 11 (1), 2005, Printemps.

principe de discontinuité (un jour engagé, l'autre moins) et dans une recherche de résultats tangibles immédiats, quitte à revoir à la baisse leurs prétentions : nous sommes donc loin, *a priori*, de l'idéal de l'ouvrier faisant don de sa personne pour atteindre de grands idéaux.

Ces ensembles de variations (dans les causes, dans l'intensité, dans l'affiliation) rendent impossible l'écriture d'une trajectoire militante uniforme et continue qui semble avoir pour l'essentiel si ce n'est disparue, pour le moins fortement diminuée. Pour autant, nous adopterons, avec Jacques Ion, le principe qu'elles ne suffisent pas à décider que le militantisme n'existe plus. Mais plutôt que d'essayer de comprendre pourquoi le militantisme, il nous semble plus opérant d'essayer de comprendre comment le militantisme naît aujourd'hui, et comment il s'inscrit, même de façon discontinue, dans la durée. La notion de « carrière militante », en tant qu'elle se propose d'inscrire « la compréhension du militantisme dans le cadre d'une analyse séquentielle de l'engagement »⁸⁶, qu'elle conçoit la biographie individuelle non comme une continuité mais comme une alternance de stabilités et de ruptures et enfin qu'elle pose la question du sens que chacun donne à ses actions, nous paraît la plus pertinente pour appréhender l'hypothèse d'un militantisme nouveau chez les jeunes diplômés destinés, *a priori*, à prendre demain les rênes de l'économie sociale. Faute de critères qui permettraient explicitement d'inclure ou d'exclure le militantisme, le prisme de la carrière militante devrait nous aider, non pas à en fixer, mais à dépasser ces apories : « *la notion de carrière permet donc de travailler ensemble les questions des prédispositions au militantisme, du passage à l'acte, des formes différenciées et variables dans le temps prises par l'engagement, de la multiplicité des engagements le long du cycle de vie [...] et de la rétraction ou de l'extension des engagements* ». ⁸⁷

C. Pour un idéal-type militant.

Il ressort de ce qu'on vient de voir que le militantisme est un concept nécessairement subjectif. Howard Becker tout comme Jacques Ion le disent parfaitement : il ne sert à rien de vouloir le définir. Production du vécu et de la façon dont l'individu conçoit sa propre trajectoire en lui assignant du sens, la qualité militante ne peut être enfermée dans un répertoire ou une définition qui en engloberait toutes les facettes. Comment alors observer, décrire ou analyser ce qui ne peut être défini ?

La sociologie, confrontée par essence à cette question, s'est outillée d'un concept pertinent pour résoudre cette question : l'idéal-type. Forgé par Max Weber, l'idéal-type se propose d'être une catégorie abstraite, conceptuelle qui aide le sociologue à analyser et théoriser : « *un moyen de comprendre le sens que les individus donnent à leurs expériences vécues,*

⁸⁶ Éric Agrikoliansky, *op.cit.*, p.169

⁸⁷ Olivier Fillieule et Bernard Pudal, *op cit.* p. 172

ce qui conduit à mettre ces dernières en relation avec l'organisation de la société à un moment historique de son évolution. Définir un type idéal ne signifie pas repérer sa forme majoritaire d'un point de vue statistique, mais discerner à partir des formes historiques des sociétés contemporaines les traits principaux, volontairement simplifiés, qui lui donnent un sens »⁸⁸. Weber le conçoit donc comme un moyen d'outiller la sociologie d'un instrument de description de la réalité, d'analyse et de comparaisons.

Jacques Coenen-Huther, dans son article consacré au sujet ⁸⁹, nous précise que cet outil sert surtout une stratégie d'analyse. Pour lui, l'idéal-type est « *tout à la fois résultat d'un certain mode de conceptualisation, expression d'une certaine conception de l'activité scientifique et instrument d'une stratégie d'analyse spécifique. Le type idéal, on l'a répété à satiété, est une construction intellectuelle obtenue par accentuation délibérée de certains traits de l'objet considéré. Cette création conceptuelle n'est pas sans lien avec la réalité observée mais elle en présente une version volontairement stylisée* ». »⁹⁰

Il s'agit donc de dresser un « portrait-robot » du militantisme, en en reprenant ses caractéristiques essentielles et récurrentes, pour aller les confronter à la réalité observée. Car, poursuit Coen, « *le lien avec la réalité empirique reste un impératif, au point que Weber assigne au chercheur la tâche d'apprécier dans chaque cas « combien la réalité se rapproche ou s'écarte de cette représentation idéale* ». Et si le terme « utopie » s'impose, c'est parce que la réalité présentée de façon idéal-typique relève de ce que l'on a appelé une « *Soziologie des Als-Ob* », une sociologie du « *comme si* ». Cette formule n'a rien de dépréciatif. Il faut entendre par là que la présentation ainsi faite serait conforme à la réalité empiriquement observable si les actions et interactions en cause obéissaient à une logique pure que ne viendrait affecter aucun facteur extérieur à cette logique. (.../...) Le type idéal suggère le déroulement de l'action « *qu'il aurait fallu attendre dans l'hypothèse d'un comportement rationnel* » et met a contrario en évidence les « *irrationalités de toutes sortes* » qui interviennent dans l'activité réelle »⁹¹

Éclairant la nature autant que le sens des choix que les individus opèrent, le type-idéal sera donc un moyen de comprendre le sens que les étudiants donnent rétrospectivement à leurs expériences et phases de vie. Il devrait nous permettre de vérifier si oui ou non, parmi les sens donnés figure celui de l'engagement militant. Nous nous proposons de travailler à partir de l'idéal-type suivant, qui tout en s'inspirant de celui établi par Jacques Ion vise à intégrer les grandes caractéristiques que nous avons identifiées précédemment :

⁸⁸ Paugam, Serge. *Type idéal*, *Sociologie*. [En ligne], Les 100 mots de la sociologie.

⁸⁹ Coenen-Huther, Jacques. *Le type idéal comme instrument de la recherche sociologique*, *Revue française de sociologie*, 2003/3 (Vol. 44), p. 531-547

⁹⁰ *Idem*, p.542

⁹¹ *Idem*, p.544

- *Le militant est celui – celle – qui, jugeant insatisfaisante une situation donnée, entend par ses paroles, ses écrits ou ses actions y remédier : il défend donc une cause, sur la place publique. Si cette cause est à défendre, c'est qu'elle est dominée. Le militant n'est pas forcément directement concerné par cette cause, qui peut lui être extérieure.*
- *Si le militantisme ne s'inscrit pas nécessairement dans une organisation claire et statutairement identifiée, il prend par contre obligatoirement la forme d'une action portée collectivement : le militant ne défend pas seul la cause. Cette dimension collective apporte une reconnaissance entre ses membres, comme entre ses membres et l'extérieur.*
- *Si cette action s'inscrit nécessairement dans la durée, elle peut ne pas être continue. Enfin, le militantisme peut supporter ou défendre des causes multiples (poly-engagement). En matière géographique, le militant œuvre aussi bien pour une cause qui peut lui être éloignée comme pour une cause « de proximité ».*

Rappelons-le, l'étude que nous avons menée est fondée sur les récits de vie de onze jeunes en passe d'achever leur parcours de formation initiale. En étudiant ce que nous racontent ces jeunes, nous allons pouvoir « pister » les traces de militantisme dans leurs récits de vie. En prenant appui sur notre idéal-type militant, nous devrions pouvoir montrer les caractéristiques ou formes récurrentes, voire générales du militantisme chez ces jeunes. Mais l'intérêt de l'approche idéal-typique réside aussi dans la détection des écarts que nous constaterons avec celui-ci. Ainsi, proposer d'étudier les récits biographiques sous l'angle idéal-typique nous permettra d'apporter quelques clefs de compréhension du contexte singulier des attitudes militantes chez les étudiants en ESS.

- **Conclusion de la première partie**

Les « nouvelles formes de militantisme » surgies après-guerre ont ébranlé le récit mythique d'un militantisme total. Encore une fois, cette mutation ne nous apparaît pas comme le signal d'un déclin militant. Chaque journée apporte son lot de manifestations, de protestations et d'actions, parfois très originales voire ludiques, d'acteurs qui entendent bien changer ce monde où, de leur point de vue, dominant des régimes inéquitables ou injustes. La sensibilité à la question sociale est donc toujours prégnante au sein de nos sociétés. Tout comme – trait fondamental de la militance – la croyance en la capacité que peut avoir un collectif à inverser l'ordre des choses par sa mobilisation. Des *Nuits Debouts* aux plus récents *Gilets Jaunes*, l'histoire récente montre que l'esprit contestataire qui conduit à la mobilisation dans les actes et les faits n'est pas épuisée dans notre pays. Si ces deux derniers exemples montrent la possibilité d'un militantisme non-affilié, il reste que ce qu'on nomme encore « les

nouveaux mouvements sociaux » témoignent de la possibilité toujours offerte d'organiser la militance autour d'une structure.

Que l'affiliation à cette structure puisse être volatile ne dit pas que celles et ceux qui y adhèrent, même épisodiquement, ne puissent plus relever du militantisme. Pourtant, la question de l'appartenance – à un groupe – semble rester centrale dans l'examen du militantisme. Être militant relève de la question identitaire ; c'est développer une appartenance à un groupe d'individus et reconnaître, dans un principe de réciprocité, à chacun la qualité de militant. Enfin, être militant, c'est appartenir à un groupe qui prétend si ce n'est changer le monde, *a minima* lui imposer sa marque.

L'économie sociale a vu le jour dans une quasi-concomitance avec l'initiateur du militantisme français, le mouvement ouvrier. Comme lui, elle a suivi des évolutions qui peuvent parfois donner le sentiment d'une dispersion idéologique, ou d'une multiplication des causes qu'elle défendait à sa façon. Comme lui, elle a vu ses pionniers militants « céder » sous le poids de l'institutionnalisation et de normes gestionnaires qui semblent avoir affaibli son « capital militant ». Comme lui, elle s'inscrit dans la longue histoire des utopies.

Elle accueille désormais en son sein des jeunes qui témoignent d'un nouveau rapport à l'engagement. Allons voir ce qu'elle nous raconte, ce qu'elle leur propose et ce qu'ils pensent pouvoir y trouver.

PARTIE II. L'ESS, UN TERRAIN PROPICE AU MILITANTISME ?

Le constat est sans équivoque : bien que dominée, voire marginalisée par ses cousins capitalistes ou libéraux, l'Économie Sociale et Solidaire a su s'inscrire durablement dans le paysage économique et social français. Comment cette offre alternative, cette proposition économique atypique a-t-elle pu s'imposer ? Comment, pourquoi et par qui a – t elle été portée depuis son émergence, qui coïncide curieusement avec l'époque révolutionnaire ? Quels individus ont-ils pu réussir à imposer sa présence dans un environnement qui prône majoritairement d'autres modèles ? Comment ont-ils fait, et pourquoi ?

Pour répondre à ces questions, il convient d'abord de clarifier, ici encore, le champ sémantique. Entre Économie Sociale, Économie Solidaire et Économie Sociale et Solidaire, de quoi parle-t-on exactement ? La compréhension de ce que recouvrent ces trois appellations, comment elles se sont construites est en effet essentielle pour essayer de saisir ce qu'est, aujourd'hui, l'ESS. Et ce qu'elle propose en matière de militantisme.

I. HISTOIRE ABRÉGÉE DE L'ÉCONOMIE SOCIALE...ET SOLIDAIRE

A. Des origines intimement liées à l'histoire militante.

L'Histoire de l'Économie sociale s'inscrit dans une longue tradition de luttes, de contestations ou pour le moins de propositions alternatives au modèle dominant, économiquement parlant, du capitalisme. Si c'est dans les *Équitables pionniers de Rochdale* que s'incarne aujourd'hui le récit originel, *le mythe fondateur* de l'Économie Sociale, la liste est cependant longue des grandes figures qui ont façonné son histoire en luttant, intellectuellement certes mais également en expérimentant des « solutions » contre un capitalisme omnipotent dont ils contestaient la capacité « morale » ou vertueuse.

En France, de Charles Fourier, Jean-Baptiste Godin, Charles Gide ou Michel Derrion jusqu'à Henri Desroches, Claude Alphanéry ou Stéphane Veyer, nombreux sont les militants d'une utopie qui ferait coexister préoccupations économique et sociale en son sein. Certes, l'examen attentif de cette histoire nous montre une variété, voire une disparité de doctrines idéologiques, mais il n'en reste pas moins que l'Économie Sociale s'inscrit dans une certaine tradition militante, de volonté de transformation d'un monde dont l'organisation économique ne semble pas convenir. Au-delà des intellectuels ou idéologues, l'ESS offre par ailleurs la particularité d'avoir été portée, notamment dans le secteur associatif, par des générations de militants d'une espèce singulière, les bénévoles, qui aux côtés des professionnels viennent mettre leur engagement au service d'un « monde meilleur ».

Historiquement elle trouve ses racines dans le fait religieux, *via* les œuvres de charité, de bienfaisance, les patronages ou encore les fondations. On peut donc situer « les naissances » de l'Économie Sociale au Moyen-Âge, voire à l'Antiquité. Pourtant, c'est bien simultanément aux soubresauts politiques et idéologiques de la période révolutionnaire qu'elle commence véritablement à se former et s'institutionnaliser. André Gueslin, dans son « *Invention de l'Économie sociale* »⁹² montre bien à quel point il faut la corrélérer aux différentes doctrines de réformisme social de l'époque. Le positivisme de Saint-Simon, le socialisme utopique de Robert Owen et Charles Fourier, l'associationnisme ouvrier de Louis Blanc et de Philippe Buchez, l'anarchisme mutuelliste de Joseph Proudhon, la République coopérative de Charles Gide ou encore le solidarisme de Léon Bourgeois : c'est dans chacune de ses propositions idéologiques et politiques qu'on peut trouver la source, parfois aménagée à des fins pragmatiques, des premières organisations de l'Économie Sociale.

En France, dans un joli paradoxe, ce sont en particulier les tentatives révolutionnaires d'interdire les coalitions⁹³ qui vont aboutir à la production effective de nouvelles formes de groupements de personnes : c'est que « *La révolution, en isolant le travailleur, libère sans doute les forces productives mais révèle, voire exacerbe le besoin de « s'associer » chez les laissés-pour-compte de la Révolution Industrielle* »⁹⁴. Les solidarités traditionnelles mises à mal, il va falloir en imaginer de nouvelles. Pour Durkheim, la solidarité mécanique cède la place à la solidarité organique⁹⁵. C'est à cette période que se créent les caisses de secours, ancêtres des mutuelles pour protéger les plus vulnérables, tandis que les associations ouvrières s'organisent autour de la question des droits du travailleur et celle, connexe, du salariat. Nous avons là les prémices de ce qui deviendra rapidement coopérative de production ou syndicat. Enfin, les coopératives de consommateurs expérimentent et se développent, avec pour objectif de rendre accessible à ceux qui en sont privés les biens et services élémentaires.

Si toutes ces *innovations sociales* ont pour ambition l'émancipation de tous et vont certes intégrer des principes égalitaires dans leur fonctionnement, elles ont surtout vocation à défendre des groupes d'individus. D'une certaine façon, elles sont donc communautaires. Or, la chose n'est ni évidente ni naturelle pour l'époque. La Révolution française, en actant la

⁹² Gueslin, André. *L'invention de l'économie sociale: idées, pratiques et imaginaires coopératifs et mutualistes dans la France du XIXe siècle*, - 1998 - Economica, Éditions (FR) Notre étude prend appui sur cet ouvrage dans les lignes qui suivent.

⁹³ Loi le Chapelier, et le Décret d'Allarde notamment, mais pas que : sur cette période, l'histoire sera jalonnée d'interdictions, autorisations et de répressions successivement. Nous en présentons une version excessivement simplifiée ici.

⁹⁴ A. Gueslin, *idem*, p.7

⁹⁵ Émile Durkheim (1858-1917), considéré comme le père de la sociologie moderne, conceptualise à partir de ses observations une solidarité – entendue comme « ce qui fait lien » - mécanique, constitutive des sociétés qui se rassemblent autour de similitudes familiales, professionnelles ou corporatistes, de valeurs communes et une solidarité organique, apparue avec la division du travail provoquant une différenciation généralisée. Cette dernière impose selon lui la réorganisation de et par la coopération entre les différents groupes.

rupture avec l'Ancien Régime, prône au contraire la liberté individuelle et l'égalitarisme : tout ensemble organisé entre le citoyen et l'État est suspecté de vouloir entraver ces principes. Dans la perspective qui domine alors, seul l'État est légitime pour représenter le Peuple. Les corps intermédiaires, en tant qu'ils nient le statut d'un individu libre et capable, et possiblement font obstacle à la toute-puissance de l'État, sont donc proscrits. Qu'on regarde les propositions idéologiques, conceptuelles, ou les expérimentations qui viennent leur donner corps, les premières expériences de l'Économie Sociale viennent, jugeant la situation insatisfaisante, défendre une cause. Et pour cela se rassemblent, nonobstant les tentatives du pouvoir de les en empêcher, autour de groupes sociaux et/ou professionnels. Qu'ils soient praticiens ou théoriciens, ces utopistes cherchent alors à transformer le monde, ou *a minima* leur monde, en s'engageant au sens premier du terme : ils forcent l'entrée de leurs préoccupations dans le débat public par leurs discours et leurs actes. Et ce faisant, fondent l'Économie Sociale : le terme apparaît pour la première fois en 1830, dans le « *Nouveau traité d'économie Sociale* » de Charles Dunoyer, et se répand ensuite, notamment par la création par Frédéric Le Play de la Société d'Économie Sociale qui publiera la revue du même nom pendant presque un siècle.

L'Histoire militante évoquée précédemment vient alors rejoindre sans ambiguïté celle de l'Économie Sociale. C'est même cette dernière qui lui permet de prendre corps, de se structurer et de s'organiser en dehors de la sphère politique, réservée aux partis. Défense de la classe ouvrière qui vient de naître – et revendique déjà le droit à la transformation sociale par le travail - *via* l'associationnisme ouvrier, défense des vulnérables *via* les diverses expériences coopératives ou le mutuellisme... dans une relation complexe et heurtée avec l'État, l'Économie Sociale tente d'inverser le cours des choses.

Le cours des choses en question, c'est, avec la division du Travail, l'apparition du capitalisme, du salariat et du libéralisme. Or, si la Révolution Industrielle amène certainement des progrès, on en observe aussi très rapidement les conséquences en termes de paupérisation. Qu'ils soient d'inspiration chrétienne, socialiste ou même libérale, les idéologues – économistes pour la plupart : « *tous sensibilisés à la question sociale et au terrible coût humain de la révolution industrielle, reprochent à la science économique dominante de ne pas intégrer la dimension sociale* »⁹⁶ et prônent une alternative, une autre voie à suivre que celle du capitalisme naissant : « *dès ce moment, et jusqu'à la fin du siècle, l'économie sociale veut être, ni plus ni moins, une autre façon de faire de l'économie politique* »⁹⁷

⁹⁶ A. Gueslin, op.cit, p.2

⁹⁷ Idem, p 3

Avec un certain succès : la seconde moitié du XIXème siècle voit l'Économie Sociale consolider ses assises pour culminer lors de l'Exposition Universelle de 1900. Alors que ses trois formes (associations, mutuelles et coopératives) sont en phase de reconnaissance par l'État⁹⁸, le *Palais de l'Économie Sociale* accueille plus de 4000 exposants, témoignant ainsi du passage d'une économie d'abord conceptualisée à un ancrage fort dans la réalité économique du pays. Déjà, l'Économie Sociale s'institutionnalise. Pour autant, comme le montre Danièle Desmoustier dans « *l'Économie Sociale, s'associer pour entreprendre autrement* »⁹⁹ elle reste une économie engagée : après ses naissances dans l'associationnisme ouvrier, il s'agit bien sur la seconde moitié du siècle de lutter contre l'insécurité sociale engendrée par la division du travail. L'accent est alors mis sur ce qui, par le développement des sociétés de secours mutuels, dessine les premières bases de la protection sociale. Tout en ayant intégré la division du travail, l'Économie Sociale s'affiche comme une économie militante, contre les inégalités et pour l'émancipation de tous. Le projet de République Coopérative porté par Charles Gide, son internationalisation par la création de l'Alliance Coopérative Internationale comme l'École de Nîmes en seront les points d'orgue.

Elle reste cependant traversée en interne par des débats contradictoires : la pluralité idéologique qui lui a donné naissance continue de débattre sur les façons de lutter... et ne s'accorde pas toujours.

B. Les premières dissensions militantes ; composer ou s'opposer ?

Évidemment, si les acteurs idéologiques ou praticiens de l'Économie sociale tombent d'accord sur la nocivité du capitalisme, la façon dont ils envisagent de résister est parfois divergente. Faut-il renverser le capitalisme ou atténuer ses capacités de nuisance ?

Le débat fera rage, notamment entre la mouvance marxiste et le mouvement coopératif, tout comme dans les sphères syndicales, alors très proches du mouvement mutuelliste. Si l'objet commun que constitue la défense des ouvriers les rapproche alors, des différends s'affichent. Le syndicalisme est à ses origines essentiellement révolutionnaire, notamment sous l'influence marxiste : il s'agit d'abolir le capitalisme. Marx lui-même, se penchant sur les propositions de l'Économie Sociale critiquera la capacité « d'endormissement » du prolétariat que peut constituer le modèle coopératif, notamment du fait de la répartition des

⁹⁸ Notamment par leur reconnaissance législative, cf. les lois sur les syndicats (1884), sur la mutualité (1898) bien évidemment sur les associations (1901) et enfin sur les coopératives (1915).

⁹⁹ Desmoustier, Danièle. *L'économie sociale et solidaire, s'associer pour entreprendre autrement*, Syros, Alternatives économiques, 2001, 189 p.

bénéfices¹⁰⁰, tandis que Charles Gide posera comme priorité de « *ne laisser dévier le mouvement coopératif ni vers cet idéal bourgeois qui ne voit dans la coopération qu'un moyen de distribuer des dividendes et de réaliser des épargnes individuelles, ni vers cet idéal socialiste qui ne voit dans la coopération qu'un moyen de préparer la révolution sociale* »¹⁰¹.

C'est que la question de la violence traverse le champ de l'Économie Sociale, tout comme celui du militantisme qui s'est depuis institutionnalisé sous ses formes syndicales et politiques. Deux débats s'ouvrent alors durablement pour ces militants d'un autre monde, et donc pour ceux de l'Économie Sociale. D'une part, il s'agit de savoir si la lutte contre le capitalisme peut ou doit se faire dans la violence. Du fait entre autres de l'arrivée de la première Guerre Mondiale et son lot d'abjections, mais aussi des évolutions du mouvement marxiste à l'issue de celle-ci, l'option ne sera pas retenue, notamment par un mouvement coopératif qui s'affichera irrévocablement pacifique. Ainsi, Jean-Baptiste Godin, autre grand pionnier, idéologue et praticien de l'Économie Sociale, ne dira pas autre chose : « *Le socialisme, est donc, par sa nature, éminemment pacifique et éloigné des moyens anarchiques que la frayeur et la fureur des partis lui ont prêté. Comment en effet, peut-on concevoir la mise en pratique, ou l'expérimentation d'idées sociales, sans le calme et la réflexion que donnent la tranquillité et la paix ?* »¹⁰²

Le second débat – qui n'est pas tout à fait clos encore aujourd'hui – portera sur la volonté de transformation sociale : entre économie de réparation, « caritative » et alternative pacifique à la violence sociale du capitalisme, quelle voie choisir ?

Parallèlement, on l'a vu dans l'histoire militante, la défense de la classe ouvrière s'organise et s'institutionnalise, prenant ainsi dans un long processus ses distances avec l'Économie Sociale. Il faut insister ici sur le rôle du législateur. Si la loi Waldeck Rousseau en 1884 autorise la création de syndicats, elle interdit dans le même temps à ces derniers d'intervenir directement dans la gestion d'activités économiques, les cantonnant ainsi dans une action de défense professionnelle. Conjointement, les différentes étapes législatives qui aboutiront à la reconnaissance par l'État des trois statuts historiques de l'Économie sociale imposeront à celle-ci qu'elle se destine à des activités strictement économiques. On assiste progressivement alors à une différenciation entre militantisme politique ou syndical et le « militantisme économique » incarné par l'Économie Sociale. Des espaces de militantisme distincts se dessinent alors.

¹⁰⁰ Voir Draperi, Jean-François. *La République coopérative, théories et pratiques du XIX et XXème siècle*, Larcier- Bruxelles, 2012 pour plus de prolongements.

¹⁰¹ Charles Gide, dans son discours lors de l'Exposition Universelle, cité par A.Gueslin, *op. cit.*, p. 202

¹⁰² Godin, Jean-Baptiste. *Solutions sociales*, Guise, éditions du Familistère, 2010, p. 75.

On peut cependant acter qu'au début du XX^{ème} siècle, l'Économie Sociale, née en réaction à la violence capitaliste et malgré l'utopie de libéralisme économique portée par la Révolution, commence à prendre sa pleine place dans le paysage économique et social français. Le mouvement coopératif notamment fait singulièrement preuve de ce qu'on appelle aujourd'hui *innovation sociale*. Avec, il est vrai l'appui et l'intérêt d'un Jean Jaurès qui permet de dépasser la querelle marxistes vs coopérateurs et de viser un coopérativisme qui ne vienne pas servir les intérêts de la bourgeoisie¹⁰³. Il n'empêche : l'idée qu'un avenir meilleur puisse s'envisager par le rassemblement de communautés, autonomes et fédérées s'installe dans l'imaginaire socio-économique.

Le début du siècle suivant verra l'Économie Sociale se développer par secteur, notamment en développant les activités hors-emploi : les loisirs *via* les associations, la santé *via* les mutuelles et la consommation *via* les coopératives. Naturellement, la première Guerre Mondiale va faire émerger des besoins cruciaux auxquels répondre urgemment. C'est l'époque de la création de nombre d'organisations de soins ou secours. La crise des années Trente va produire les mêmes effets, et donc provoquer un regain d'intérêt envers les solutions proposées par l'Économie Sociale. Y compris au sein de l'État qui s'appuie alors sur elle, notamment dans la création de l'assurance sociale publique, portée par le mouvement mutuelliste. Par la suite, le Front Populaire qui va suivre permettant l'amélioration des conditions de vie, l'Économie Sociale développe ses capacités d'intervention en corrélation. La Seconde guerre mondiale qui arrive va mettre un coup d'arrêt – temporairement - à cette dynamique.

On le voit ici rapidement, les naissances de l'Économie Sociale au XIX^{ème} siècle s'opèrent donc bien dans les champs idéologique et politique. Durant son premier siècle d'existence, l'Économie sociale est un projet socio-politique, d'organisation sociale par l'économique. Comme tout champ idéologique, elle n'échappe pas aux débats internes, inhérents au rassemblement de ceux qui veulent contrer le capitalisme.

C. Sociale ou Solidaire ? Les premiers brouillages identitaires.

A la Libération, l'Économie Sociale va s'inscrire dans *l'ère du temps* : la reconstruction nationale est la priorité. Les apports du Conseil National de la Résistance permettent d'espérer un renouveau démocratique dans les champs économique et social. L'Économie Sociale perd de sa capacité – ou de sa nécessité – militante, et devient, pour reprendre Danièle Demoustier ¹⁰⁴ un « moteur auxiliaire de la croissance fordiste ». A un point tel que

¹⁰³ Son rapprochement avec Charles Gide permettra par exemple la création de la Fédération Nationale des Coopératives de Consommation en 1912. Pour plus de prolongements, voir « *La Belle Époque de l'économie Sociale* », L'Histoire, 2013/10 (N° 392), p. 12-12.

¹⁰⁴ *S'associer pour entreprendre autrement, op cit*, p 42

« les entreprises collectives d'après-guerre s'inscrivent plus dans la perspective d'un partage des fruits de la croissance que dans la contestation du capitalisme : de fait, elles alimentent la croissance économique en facilitant l'accès à la santé, au crédit et à la consommation des populations rurales et urbaines. »¹⁰⁵. La fédéralisation qui s'est opérée au sein des trois familles de l'Économie Sociale – qui s'efface d'ailleurs identitairement derrière chacune de ses composantes - permet à l'État de les inviter à l'accompagner lorsqu'il endosse le nouveau rôle qu'ont vient de lui assigner, celui d'État-Providence. Les politiques publiques accompagnent donc, ou instrumentalisent c'est selon, les activités en développement de l'Économie Sociale. Dans la lignée des travaux d'Emmanuel Mounier, l'Éducation Populaire se développe en cherchant à façonner un « homme nouveau », émancipé, capable de se développer et de progresser. L'idée étant d'éviter de reproduire les terribles erreurs de la guerre. La relation avec l'État est ici aussi compliquée, et Mai 68 actera une rupture entre les deux parties . Car au même moment arrive en France ce qu'on appellera la « contre-culture » : l'autogestion apparaît, et avec elle les communautés - souvent rurales – se fondent ici ou là, l'antimilitarisme bat son plein : nous sommes à la naissance des mouvements sociaux, auxquels l'Économie Sociale ne participe pas directement. De nouvelles formes de militantisme, et donc d'actions émanent de ces mouvements ; les concepts d'utilité sociale, d'écologie, de développement local sont forgés par ce qu'on appellera bientôt l'Économie Solidaire.

Alors que , bénéficiant de l'arrivée au pouvoir des socialistes, l'Économie Sociale parachève sa reconnaissance institutionnelle¹⁰⁶, la libéralisation économique et sa financiarisation provoquent un nouvel accroissement du chômage, du précarat et de la pauvreté. La France entre, pour une longue période, dans un chômage dit de masse et il s'agit désormais de lutter contre « les exclusions » qu'il engendre. L'Économie Sociale invente de nouvelles réponses, notamment celles des associations intermédiaires et entreprises d'insertion ou encore le « sauvetage » d'entreprises par la formule coopérative, soutenue en cela par les pouvoirs publics, pendant que le phénomène associatif prend de l'ampleur.

Pourtant, l'ensemble des efforts menés ne parviennent pas à redresser la situation. La France s'enlise dans le marasme économique et social, le chômage touche massivement les jeunes. C'est dans ce contexte qu'émerge *l'Économie Solidaire*. Si comme toujours sa naissance est multiple, elle émerge néanmoins du constat de l'échec et des pouvoirs publics et de l'Économie Sociale. Si cette dernière se définit désormais par ses statuts , l'Économie solidaire entend elle se définir par sa finalité. Ainsi Jean-Louis Laville la définit comme « l'ensemble des activités économiques soumises à la volonté d'un agir démocratique où les

¹⁰⁵ *Idem*, p.43

¹⁰⁶ Création de la DIES, *Délégation Interministérielle à l'Économie Sociale* par Michel Rocard en 1981.

rapports sociaux de solidarité priment sur l'intérêt individuel ou le profit matériel. L'économie solidaire contribue ainsi à la démocratisation de l'économie à partir d'engagements citoyens »¹⁰⁷ . Fondée dans le prolongement des mouvements sociaux des années 1970 avec lesquels elle revendique une proximité forte, elle se distingue alors de l'Économie Sociale également par un ancrage territorial marqué (la proximité est le maitre-mot) alors que les mutuelles, par exemple, en se développant ont perdu le contact avec leurs adhérents ou que le monde associatif, par sa fédéralisation, a parfois pris des formes nébuleuses qui semble l'éloigner du « terrain ». Visant la recomposition des solidarités pour contrecarrer la nocivité capitaliste et libérale, elle cherche à « *reconstruire un contrat social en « réencastrant » les activités économiques dans les relations de proximité pour bâtir de nouvelles solidarités* »¹⁰⁸ . L'objectif – ou la nécessité - est alors de soutenir toute activité porteuse de lien social, qu'elle soit insérée ou non dans les modes économiques traditionnels est secondaire. La microfinance solidaire, les échanges non monétaires, le commerce équitable, les services « de proximité », le développement durable et local sont encouragés, et partant, se développent. Le projet de l'économie solidaire est clair, mettre « *en évidence la nécessité de reconstruire des bases de sociabilité et d'activité qui alimentent les relations interpersonnelles, alors que la mondialisation distend les rapports marchands* »¹⁰⁹ . Il répond aussi, comme le souligne Bruno Frère, plus simplement à une nécessité¹¹⁰. La question des statuts est pour elle secondaire, alors qu'elle est devenue la marque identitaire de l'Économie Sociale¹¹¹. Il faut noter que, tout comme l'Économie Sociale, l'Économie Solidaire n'est pas le fruit d'une génération spontanée : elle est au contraire issue de réflexions poussées de la part de sociologues ou politologues qui cherchent une solution à une situation socio-économique jugée insatisfaisante. Si le terme est conçu par Bernard Eme en 1990, un panel de chercheurs, tel Jean-Louis Laville, va s'atteler à la définir et la construire conceptuellement, recherchant là une méthodologie efficace pour contrer les ravages capitalistes. Il s'agit, après la naissance de l'Économie Sociale un siècle plus tôt, de trouver une nouvelle façon économique de recréer la solidarité organique que la modernité met terriblement à mal .

Économie sociale et économie solidaire sont-elles donc si discordantes ? Si leurs finalités sociales respectives sont indiscutables et marquent à toutes deux leurs oppositions au monde capitaliste, les avis divergent néanmoins. Nous n'épuiserons pas le sujet par cette

107 Laville, Jean-Louis. *Économie Solidaire* , in JL Laville et D Cattani, Dictionnaire de l'autre économie, Paris, Desclée de Brouwer, pp.253-260

108 Demoustier, Danièle ; op cit. p 114 .

109 Idem, p 115

110 Frère, Bruno. *Les deux crises de la modernité et l'imaginaire solidaire, Introduction au livre Le nouvel esprit solidaire, préface Luc Boltanski, postface Jean-Louis Laville*, Paris, Desclée de Brouwer, 2009.

111 La *Charte de l'Économie Sociale*, publiée en 1980 par le Comité national de liaison des activités mutualiste, coopératives et associatives précise en son article 2 que les formes d'action choisies sont coopératives, mutualistes ou associatives.

présentation rapide, mais retenons deux choses. Jean-Louis Laville défend l'économie solidaire comme une nécessaire succession à l'Économie sociale, qu'il considère comme intégrée, ou encadrée dans l'économie capitaliste. Et donc dans l'incapacité de le mettre à bas. La réponse solidaire consiste, elle, en une adaptation des modes de production, différents de ceux de l'économie capitaliste. Par ailleurs, elle entend dépasser ou s'affranchir du salariat¹¹², pour elle le seul moyen d'abattre le capitalisme, en déployant des modes de productions différents. L'économie solidaire serait donc une alternative *plus efficace* au capitalisme que ne l'est l'économie sociale. Ou plus ambitieuse.

D'autres, à l'instar de Danièle Demoustier, ne voit pas d'opposition entre ces deux alternatives économiques. Insistant sur la constante réactualisation de l'économie sociale au cours de son histoire – sa capacité à adapter ses réponses aux mutations économiques et sociales – elle explique notamment qu'une réponse locale – caractéristique de l'Économie Solidaire – à des enjeux globaux ne pourrait être suffisamment efficace, et pourrait de surcroît être instrumentalisée par les politiques locales (collectivités et autres) qui régleraient le problème localement...mais pas globalement. Plutôt donc qu'une « opposition radicale », elle perçoit donc une certaine complémentarité entre ces deux économies. Ou, selon la formule, la nécessité d'une « *union sacrée* » ?

Nous adopterons pour notre part ce dernier point de vue, entre autres en arguant que l'Économie Sociale trouve elle aussi ses racines, nous l'avons vu, dans les doctrines solidaristes du XIXème siècle. Ajoutons quand même que l'apparition de l'Économie Solidaire aura permis, au-delà des questions statutaires, de faire éclater bien des frontières. Entre travail et activité (et par là elle interroge la question de l'emploi), entre économie formelle et informelle, entre économie domestique et organisations de l'Économie Sociale historique : elle va jeter une série de passerelles qui vont modifier et diversifier les possibilités de lutte.

Car ce que nous montre ce bref historique, c'est bien qu'Économies sociale ou solidaire sont des espaces de lutte. Contre, encore une fois, essentiellement un modèle économique dominant qui s'est installé, lui aussi durablement dans la société. Pour autant, il peut paraître complexe pour qui entend rejoindre le combat de reconnaître ce qu'elles défendent. Économie anticapitaliste, économie a-capitaliste, économie de réparation, économie créatrice de richesses, ou économie de transformation sociale ? La variété et la diversité des objets, alors même qu'ils sont limités au champ économique, peut provoquer un déficit identitaire. Par ailleurs, il faut bien acter, à l'aube du XXIème siècle, que malgré la conjonction des luttes, le capitalisme libéral ne cesse de grignoter du terrain dans un espace

¹¹² Voir par exemple Dacheux Éric et Goujon Daniel. *Dépasser le salariat pour passer à l'Économie Solidaire, l'opportunité du revenu d'existence*. RECMA, 2012, n°323. .

qu'il domine déjà largement. Nous reprendrons à notre compte les propos de Danièle Demoustier dans son introduction à « *l'Économie Sociale et Solidaire, s'associer pour entreprendre autrement* »¹¹³: « *Sans doute [ces organisations] ont-elles du mal à s'affirmer face à un libéralisme insidieusement conquérant et à une concurrence durcie par la crise et la mondialisation. Sans doute aussi leur intégration dans la gestion des activités très sociales ou très concurrentielles a-t-elle émoussé l'esprit rebelle des origines. Sans doute encore les entreprises collectives ont-elles du mal à se rassembler quand ce qui les sépare (statuts, activités, taille, choix stratégiques..) masque ce qui les unit. Sans doute enfin ce monde de l'économie sociale et solidaire apparaît-il au néophyte -et parfois même au militant aguerri ! – trop complexe, trop confus, avec ses kyrielles de sigles et de familles, ses statuts atypiques, ses cloisonnements et parfois ses scandales... ».*

Le premier brouillage identitaire, qui possiblement peut empêcher l'affiliation militante, était en train de s'opérer. Si à nouveau une crise économique en 2008 allait redonner corps au projet économique et social, la Loi qui se préparait, destinée à institutionnaliser l'ensemble, allait cependant ajouter au trouble.

II. UNE ÉCONOMIE MILITANTE ?

A. Les « *morsures capitalistes* » : *seconds brouillages identitaires* .

Sociale ou solidaire ? La question allait de toutes les façons être réglée bientôt, au moins sur le plan institutionnel, par la préparation et la promulgation de la Loi qui allait les associer en 2014 ... et leur assigner de nouveaux partenaires.

La reconnaissance de l'ESS s'est bien évidemment faite progressivement. Dans l'histoire récente, citons trois moments clefs. L'Économie Sociale, qui s'est entre temps fédéralisée par filière statutaire, cherche sa reconnaissance et l'obtient dans les années 80 , notamment par l'intérêt que lui porte Michel Rocard : « *C'est bien de l'économie sociale qu'émerge tout à la fois un art de produire respectueux de la démocratie et de la dignité de ceux qui y contribuent et une sélection d'activités et de produits construisant un monde plus généreux, plus solidaire et plus sûr de sa pérennité écologique* »¹¹⁴. C'est à cette époque, nous l'avons dit que la Délégation Interministérielle à l'Économie Sociale est créée.

Alors que l'Économie Sociale trouve une nouvelle fois ses appuis dans le socialisme, l'Économie Solidaire amène avec elle les préoccupations environnementales : elle provoque logiquement l'intérêt des partis politiques écologiques (EELV, notamment). A la faveur

¹¹³ Demoustier, Danièle, op.cit. p. 12

¹¹⁴ Rocard Michel, *L'économie sociale et solidaire : une perspective Nord-Sud, discours de clôture, RECMA, 2001/4 (N° 282), p. 7-16. m*

d'une entente électorale PS / EELV, un secrétariat d'État à l'Économie Solidaire est créé en 2000.

Ces deux moments n'empêchent pas de travailler à la reconnaissance de l'ensemble de ce qu'on appelle aujourd'hui l'ESS. En 1999, Alain Lipietz¹¹⁵, sur demande gouvernementale travaille à l'étude d' « *opportunité d'un nouveau type de société à vocation sociale* ». Introduisant la notion de « Tiers-Secteur », il propose une première définition assez souple de l'Économie Sociale et Solidaire : « *l'Économie Sociale et Solidaire se définit au sein d'une approche plurielle de l'Économie, comme une pratique fondée sur les principes éthiques de solidarité, de responsabilité et de primauté reconnue à l'homme sur le capital. Elle privilégie l'initiative citoyenne et l'initiative sociale* ». ¹¹⁶

L'ensemble de ces étapes va ouvrir de nombreux débats sur l'identité (les identités ?) de l'Économie Sociale et Solidaire. Il faut y ajouter ceux relatifs à la thématique de l'entrepreneuriat social qui est en train d'émerger. Car si les économies sociale et solidaire revendiquent leurs finalités sociales, elles refusent au capitalisme par leur sémantique la possibilité même de poursuivre les mêmes objectifs. Évidemment, une telle position provoque résistance et indignation de la part des tenants d'un *capitalisme vertueux*. Or, celui-ci s'est développé depuis une dizaine d'année outre-Atlantique , et va progressivement s'organiser en France autour du MOUVES ¹¹⁷ . Lui aussi entend bien revendiquer sa finalité sociale. Mettant cependant - le détail est d'importance - l'accent sur la nécessité de performance économique, il entend créer une troisième voie entre économie sociale et économie publique dont il pointe si ce n'est l'inefficacité, l'efficacité relative : « *Souvent, dans l'esprit tant du décideur que du citoyen, le monde reste divisé en deux images caricaturales : d'un côté, des associations utiles et dévouées, mais « peu professionnelles » et subventionnées ; de l'autre, des entreprises « sérieuses » et performantes, mais peu soucieuses des enjeux sociaux et environnementaux. L'entrepreneuriat social remet en cause cette vision réductrice et dépassée. Il ouvre une voie nouvelle dans laquelle il est possible de conjuguer efficacité économique et utilité sociale, liberté et solidarité. Les entreprises sociales savent en effet combiner le sens de l'intérêt général, la performance et l'efficacité de la sphère économique avec la mobilisation et l'innovation des citoyens* »¹¹⁸.

Les débats, on s'en doute, seront animés entre partisans d'une économie sociale et solidaire orthodoxe et ceux d'une conception élargie, ouvrant le champ à l'entrepreneuriat social. Il faut cependant s'arrêter ici sur la question. L'irruption de l'entrepreneuriat social dans le

¹¹⁵ Alors élu député Europe Écologie les Verts.

¹¹⁶ Alain Lipietz, cité par Duverger, Timothée. *La Reconnaissance législative de l'Économie Sociale et solidaire* , Fondation Jean Jaurès.

¹¹⁷ Le *Mouvement des Entrepreneurs Sociaux*, créé en 2010 par Jean-Marc Borello.

¹¹⁸ Extrait du Livre Blanc de l'Entrepreneuriat Social, p.6.

paysage économique et solidaire induit, en matière militante, deux questions. D'une part, il pose la possibilité d'une autre forme de lutte, mais surtout il pose la question de l'objet de la lutte. Au fond, qu'entend combattre l'ESS, et comment ?

Il faut se rappeler qu'à leurs origines, l'économie sociale tout comme l'économie solidaire sont des productions intellectuelles, conceptuelles. Ayant pour finalité l'émancipation de tous, elles proposent un autre mode d'organisation économique que le capitalisme ¹¹⁹, jugé aliénant. Pour ce, elle a progressivement construit une liste de principes structurants qui traversent ses trois statuts historiques. L'organisation, la propriété et la gouvernance sont collectives et la double-qualité est systématiquement conférée aux usagers, les rendant de fait à la fois acteurs et bénéficiaires de l'organisation. La finalité de l'organisation est celle de l'intérêt collectif ; est donc proscrite ou limitée la recherche de lucrativité. Enfin, le principe de libre-adhésion vient prévenir la possibilité d'un rapport de pouvoir, ou de totalitarisme économique au sein des organisations. L'Économie Sociale est donc par essence a-capitaliste : propriété et force de production sont mêlés, et son objet n'est pas d'accroître l'efficacité économique¹²⁰. Par ailleurs, en sus de ces cadres conceptuels, l'Économie Sociale se conçoit comme un mouvement historique, donc mis à l'épreuve incessante des pratiques, qui varient en fonction de la période. Or, cette mise à l'épreuve du terrain amène nécessairement des écarts entre réalité conceptuelle et pratique. C'est ce que reconnaît notamment Jean-François Draperi¹²¹ lorsqu'il évoque les différences entre ESS et entrepreneuriat social : l'Économie Sociale « *vise cette finalité [d'émancipation] en s'efforçant de produire au quotidien une économie a-capitaliste. L'ensemble des initiatives qu'elle mène en ce sens constitue un mouvement social articulant des pensées et des pratiques originales qui se nourrissent réciproquement. [...]. Ces termes, émancipation, économie a-capitaliste, mouvement social, groupement de personnes, double qualité, constituent à la fois une réalité et un horizon : ils peuvent être mis en œuvre de multiples manières, dans des cadres plus ou moins contraints, dans des contextes plus ou moins favorables et, conséquemment, de façon plus ou moins aboutie ».*

119 Les définitions du capitalisme sont variantes, évidemment, notamment autour de ce qu'il produit. Néanmoins, elles s'articulent toutes autour de la séparation entre capital et travail. Nous reprenons ici celle donnée par André Comte Sponville dans un débat tenu avec Michel Onfray sur la question d'un « capitalisme moral » : « *Qu'est-ce que le capitalisme ? C'est un système économique caractérisé par la propriété privée des moyens de production et d'échange, par la liberté du marché et par le salariat. Dans un pays capitaliste, l'entreprise est donc au service de ceux qui la possèdent – propriété vaut usage –, c'est-à-dire des actionnaires, bien plus que des clients ou des salariés. Il m'arrive également de proposer une définition plus personnelle du capitalisme : c'est un système économique qui sert, avec de l'argent, à faire davantage d'argent. Dans un pays capitaliste, l'argent va d'abord aux plus riches et non à ceux qui en auraient le plus besoin, les plus pauvres ».* Revue Psychologie.

¹²⁰ L'ESS n'évacue pas la question de la soutenabilité économique, qui est même centrale. Par contre, elle lui refuse le statut d'objectif pour lui conférer celui de « moyen » au service de ses finalités.

¹²¹ Draperi, Jean-François Draperi. *L'entrepreneuriat social, un mouvement de pensée inscrit dans le capitalisme*, Cestes-Cnam, Recma, Acte1, févr. 2010

C'est sur cette notion même de « moindre aboutissement » que va s'engouffrer l'entrepreneuriat social dans le paysage économique et social. En arguant premièrement qu'économies sociale ou solidaire ne parviennent pas à endiguer chômage, atteintes à l'environnement ou exclusions en tout genre, que secondement les pratiques des organisations de l'ESS sont parfois très éloignées de leurs principes fondateurs (c'est le fameux « *le statut ne fait pas la vertu* », de Jean-Marc Borello¹²²), l'entrepreneuriat social va revendiquer sa place au sein des entreprises au service de l'intérêt général. Sans rentrer dans l'exhaustivité des débats, deux éléments peuvent cependant laisser incliner à une incompatibilité entre l'ESS et l'entrepreneuriat social. Le premier est politique : quand l'Économie Sociale prône une société a-capitaliste qui permettrait selon elle de construire un monde d'individus émancipés, l'entrepreneuriat social vise à la réduction, voire la résolution de la pauvreté, des exclusions et des problèmes environnementaux en délivrant les services *ad hoc*. Il ne s'agit pas ici de douter de la sincérité des acteurs qui s'engagent dans ce mouvement, mais ce positionnement ne s'attache pas à la question des causes ou racines des problèmes. Pour le dire autrement, l'objet de l'ESS est macro-économique quand celui de l'entrepreneuriat social est micro-économique. La question est d'importance, dans le cadre de notre travail, si on se souvient de l'importance de l'atteinte de résultats tangibles et immédiats qui semble caractériser les « nouveaux militants »¹²³ : l'exemple est volontairement exagéré, mais enseigner le français à un migrant arrivant dans notre pays est sans doute un objectif réalisable à plus court terme que de transformer l'ensemble du modèle économique qui prédomine dans nos sociétés depuis deux siècles.

Le second point de clivage est structurel. Alors que l'ESS prône la gouvernance démocratique et collective comme garant de l'intérêt collectif, l'entrepreneuriat social revendique lui la nécessité de la performance économique et s'appuie donc sur les qualités entrepreneuriales pour servir le projet social. De fait, l'entrepreneur social, s'il peut prendre bien des formes statutaires, peut tout aussi bien adopter celles de l'entrepreneur classique (personne physique, par exemple). Même dans le cadre adapté qu'impose la finalité sociale, la primauté va ici à l'efficacité économique. En ce sens, l'entrepreneuriat social non seulement ne conteste pas le capitalisme, mais s'inscrit pleinement dans son registre. Voir, diront certains, il est une condition de son renouvellement¹²⁴. A bien des égards, il peut

122 Retrouvable par exemple dans cette interview donnée à TerraEco en 2010, à l'occasion de la création du Mouvement des Entrepreneurs Sociaux, MOUVES <https://www.terraeco.net/JM-Borello-le-statut-ne-fait-pas,9423.html>

¹²³ Jacques Ion, *la Fin des Militants ?*, op.cit.

¹²⁴ Par exemple Jean-François Draperi : « *le projet de l'entrepreneuriat social n'est pas incompatible avec l'économie capitaliste, [...] il est peut-être la condition de son renouvellement. L'essor de l'entrepreneuriat social est directement lié à celui de la pauvreté et des atteintes à l'environnement. [...] Ce qui pose problème c'est le projet d'inscrire ces activités dans un mouvement qui ne lui pas de questionner ce qui les rend nécessaires* », *L'entrepreneuriat social un mouvement de pensée inscrit dans le capitalisme*, Cestes-Cnam, Recma, Acte1, févr. 2010

trouver sa filiation dans l'histoire philanthropique, de la charité et des bonnes œuvres. Et plus difficilement dans un projet de transformation sociale.

Face à ces métamorphoses, il faut bien admettre que la période provoque un brouillage identitaire auprès du public- celui qui s'intéresse au sujet ! - encore plus important que celui provoqué par l'émergence de l'Économie Solidaire. L'entrepreneuriat social, fort du soutien des grandes sociétés de capitaux et de leurs fondations, de son savoir expérientiel des univers concurrentiels et de sa proximité avec les pouvoirs publics saura sans difficulté assurer sa promotion. L'économie sociale, elle, va échouer à assurer la promotion de son projet politique. Si elle porte un projet alternatif, elle ne sait pas le transformer en « mouvement » et semble en difficulté dès lors qu'il s'agit de communiquer vers l'extérieur. Ainsi Jean-François Draperi conclut-il dans son article consacré à l'entrepreneuriat social et l'ESS sur ce constat, en reprenant la jolie formule de Thierry Jeantet ¹²⁵ : « *A ce jour l'économie sociale n'a pas été capable de faire valoir son projet sur le plan politique, terrain sur lequel elle s'est neutralisée à force d'être neutre.* » ¹²⁶

De fait, l'ensemble des discussions préliminaires aboutira, par la voix de Benoit Hamon alors ministre délégué à l'Économie Sociale et Solidaire à une loi voulue inclusive et visant « le changement d'échelle » qui sera promulguée en 2014¹²⁷. Celle-ci, dans une vision économique plurielle, reconnaît dans l'ensemble ESS la place et la légitimité de l'entrepreneuriat social et offre la possibilité à toute entreprise, *via* un processus d'agrément étendu,¹²⁸ d'accéder à la reconnaissance de finalité sociale. Au passage, elle scelle la présence des Fondations aux côtés des trois statuts historiques de l'Économie Sociale.¹²⁹

Au portrait que nous venons de faire, il faudrait encore ajouter un nouveau personnage à la grande scène des entreprises à capacité sociale, celui de la Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE). Apparue dans les années 60 aux États-Unis, le concept arrive en France fin des années 90, adossé essentiellement aux problématiques environnementales qui émergent . Il fera l'objet, lui aussi, d'une reconnaissance via sa traduction légale dans les lois Grenelle I et II¹³⁰. Il faut noter que, poids des lobbies faisant, sa reconnaissance est extrêmement rapide. Il devient alors difficile, sauf à être averti, de distinguer qui, dans le monde économique, œuvre à l'intérêt général, et comment.

¹²⁵ T. Jeantet, *L'économie sociale, une alternative au capitalisme*, Economica, 2008

¹²⁶ Jean-François Draperi, L'entrepreneuriat social, un mouvement de pensée inscrit dans le capitalisme, op.cit.

¹²⁷ LOI n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire.

¹²⁸ Agrément ESUS, Entreprise solidaire d'Utilité Sociale. Cet agrément, tout comme les débats sur l'entrepreneuriat social, préfigure les débats sur le statut d'entreprise à mission qui sera posé lors de la Loi PACTE.

¹²⁹ La place des fondations dans le paysage Économique et Solidaire est-elle aussi polémique. Sans nous y attarder retenons que les fondations ne partagent pas l'idéal de gouvernance démocratique qui est un des piliers de l'Économie Sociale. Par ailleurs, elles sont souvent portées économiquement par des grands groupes capitalistes, ce qui pose la question de leur indépendance vis-à-vis de celles-ci.

¹³⁰ En 2009 et 2010.

Quoiqu'il en soit, au démarrage de ce siècle l'ESS semble donc glisser d'une économie de transformation sociale, d'émancipation, vers une économie de réparation. La nomination de Christophe Itier, ancien président du MOUVES, au poste de « Haut- Commissaire à l'Économie sociale et solidaire et à l'Innovation sociale » en 2017, tout comme l'adoption dans le cadre de la Loi PACTE¹³¹ en 2019 du statut d'entreprise à mission¹³² viennent entériner la domination d'une certaine conception des rapports entre économique et social. Notre propos ici n'est pas de statuer sur la pertinence ou légitimité des positionnements de chacun. Dans la perspective qui nous occupe, force est de constater cependant que les acteurs prétendant – ou prétextant, selon le point de vue de chacun - à inverser l'ordre des choses se multiplient, dispersant ainsi l'offre militante. Nous l'avons vu, militer suppose une cause à défendre, un collectif derrière lequel se rassembler et des formes d'actions. Dans l'actualité de l'ESS, le choix devient complexe. Pour qui entend défendre une économie qui soit au service de l'Humain, il suppose une lecture avisée de ce qui est proposé.

Or, sauf à former ou sensibiliser efficacement à ce qu'est l'ESS – et donc à ce qu'elle offre en termes de variétés de champs, il faut reconnaître que cet ensemble hétérogène reste difficile à définir pour le commun des mortels. En matière militante, la chose pose problème à double niveau. Le premier, on l'a dit, est celui d'identifier l'offre militante adéquate, c'est-à-dire en cohérence avec ses valeurs et projets personnels. Le second expose celui qui entend militer à la difficulté d'expliquer ce qu'est la cause qu'il défend. Or, militer suppose de convaincre. L'exercice, pour qui veut défendre le projet de l'ESS n'est pas simple, mais reste extrêmement important.

Les jeunes que nous avons interrogés, alors même qu'ils suivent des formations supérieures spécialisées ESS et sont donc logiquement familiarisés avec la thématique, ne disent pas autre chose lorsqu'ils évoquent le sujet. Par exemple, quand Minna, 23 ans, en Master 2 aborde la question, c'est pour en pointer les difficultés : « *On est dans notre bulle ESS, et les gens ne savent pas de quoi on parle. Et même dans les structures, ils sont pas forcément au courant qu'on est dans l'ESS.* ». Louise , 24 ans, en Master 2 également, renchérit : « *c'est super important de nous donner les arguments et de nous apprendre à argumenter pour défendre l'ESS, parce que si ceux qui sont dedans n'arrivent pas à la défendre, il reste plus personne...* » et plus loin « *on nous apprend à regarder des deux côtés ; le côté Start up Nation et côté ESS quoi en gros. Ça développe notre capacité à argumenter, ce qui est super important dans l'ESS parce qu'on est tellement la risée du capitalisme...* »

¹³¹ Loi Plan d'action pour la croissance et la transformation des entreprises, adoptée le 11 avril 2019.

¹³² L'entreprise à mission est un statut entériné par la Loi PACTE. Il vise à faire reconnaître les finalités sociales ou environnementales des entreprises du secteur lucratif qui souhaitent s'y reconnaître.

B. Les outsiders de l'Économie ou de la politique ?

« *La risée du capitalisme* », l'expression est forte. Elle est pourtant reprise, sous des formes différentes, par ces jeunes en train de s'engager dans l'ESS. De manière générale, la voie dans laquelle ils sont en train de s'orienter est perçue comme dominée, voire marginalisée. Louise poursuit : « *Le nombre de fois où j'ai discuté avec des potes, mon coloc est pharmacien, ingénieur, ses potes sont plutôt couleur politique droite, plutôt pro capitalisme, quand je présentais l'ESS, ils disaient mais l'ESS on peut la démonter en deux secondes, ça tient pas la route face au capitalisme. Ce discours, je l'ai eu plusieurs fois, et je sais que je l'aurai toute ma carrière.* »

Le militantisme s'inscrivant dans un attachement à une cause qui est dominée, nous l'avons vu, cette représentation est donc possiblement un facteur de ralliement à « la cause ESS », même si précisons-le elle ne peut constituer une condition suffisante. Même si entre domination et marginalisation, il y a un écart sémantique, d'où viennent donc ces représentations ?

D'abord, la réalité empirique nous confirme le caractère dominé : si l'ESS représente aujourd'hui 12 % du PIB et emploie 10 % des salariés, elle en laisse donc une large part aux autres économies (privée marchande et publique). Mais il faut aller chercher ailleurs où se construit ce sentiment de marginalité. Hélas pour l'ESS, les raisons semblent nombreuses. Si ses grandes lignes en tant que secteur d'activité sont relativement connues – quoique souvent réduites à la sphère associative, elle reste le plus souvent ignorée en tant que mouvement social et/ou proposition macro-économique, ce qu'elle revendique pourtant.

D'une part, elle est d'abord peu étudiée en tant que telle par le monde de la recherche sur l'engagement, le militantisme ou les mouvements sociaux. Ainsi, Diane Rodet dans l'étude qu'elle consacre à l'économie solidaire comme mouvement social, nous enseigne que « *La prise en compte de l'ESS comme mouvement social reste pourtant encore mal établie : le Dictionnaire des mouvements sociaux [Fillieule et al., 2009] ne mentionne ce domaine qu'à travers l'entrée « consommation engagée », et ignore donc la visée contestataire pouvant accompagner la production. Les analyses empiriques de l'ESS portent davantage sur les activités économiques qui s'y déroulent ou sur la place qu'y occupe le travail.* »¹³³. Ces deux derniers points, activité et conditions d'emploi font effectivement l'objet d'une littérature abondante, mais l'ESS comme mouvement social reste effectivement peu étudiée. La consultation de l'article « *Économie Sociale* » de l'Encyclopédie Universelle ne nous rassure pas plus, en démarrant comme suit : « *Bien qu'on en trouve mention dès la fin*

¹³³ Rodet, Diane. *L'économie solidaire comme mouvement social : des dispositifs de qualité pour s'identifier, agir et mobiliser*, Revue Française de Socio-Économie, 2015/1 (n° 15), p. 193-212, p.3

du XVIII^e siècle, la notion d'économie sociale demeure encore largement méconnue, y compris par la plupart des économistes eux-mêmes comme est venu le rappeler le rapport Frémeaux (2013). »¹³⁴

Comment expliquer qu'un mouvement social biséculaire puisse encore être si largement ignoré ? Les débats préliminaires à la Loi Hamon ont logiquement porté l'ESS sur la scène médiatique, et auraient pu, ou du, éclairer un minimum le sujet. Mais alors que comme l'espéraient les partisans de l'ESS « historique » l'occasion se présentait de diffuser à tous la dimension politique de celle-ci, le sujet n'a pas été – ou très peu – abordé pendant les débats : C'est ce que montre en particulier Anne Frétel, dans son étude consacrée à la partition du fait associatif¹³⁵. Évoquant la Loi Hamon et ses débats associés, elle souligne que « *L'ESS, telle qu'elle y est définie, est avant tout appréhendée comme un acteur économique et non politique, cantonné à un « mode d'entreprendre » – les parlementaires ont largement souligné la dynamique d'emploi dont ce secteur est porteur. Comme le soulignent Archambault et Bloch-Lainé, la loi de 2014 est « prioritairement une loi économique, parce que son objectif essentiel est la création d'emplois [...]. Il convient donc de favoriser la croissance de ces entreprises créatrices d'emplois, et c'est là l'objectif premier de la loi ».* Les rapports des commissions parlementaires n'ont eu de cesse de positionner l'ESS en tant qu'acteur économique. Les questionnements politiques sont restés largement absents des débats. »

Cette position de l'État, qui consiste à regarder l'ESS comme un objet économique dépourvu de qualité ou aspiration politique, n'est ni nouvelle ni accidentelle : elle s'opère même depuis son arrivée dans le paysage français. Il faut se souvenir que lorsqu'au XIX^e siècle l'État reconnaît l'ESS, il le fait en prenant garde à ne lui conférer aucun pouvoir d'influence politique. C'est ce qui explique la partition du fait associatif telle qu'elle s'est opérée : « *Par la partition du fait associatif, l'État a cherché à se prémunir contre la potentielle influence, notamment politique, du mouvement associatif. Au sortir de la Révolution française, la dynamique associative est en effet multiple, et ce que l'on nomme aujourd'hui les familles de l'économie sociale (mutuelles, coopératives, associations) n'a pas de réalité : ces groupements de personne, véritables corps intermédiaires, sont multifonctionnels. Le législateur va choisir de leur assigner des intérêts et rôles spécifiques (la partition), s'assurant ainsi le monopole de l'intérêt général.* »¹³⁶ Sans négliger le pouvoir des acteurs, l'auteur conclut à une certaine continuité historique dans la façon dont les pouvoirs publics

¹³⁴ https://www.universalis.fr/encyclopedie/economie-sociale/#i_70058 consulté le 3 juillet 2019

¹³⁵ Frétel, Anne. *De la partition du fait associatif à la loi de 2014 affirmant l'unité de l'économie sociale et solidaire : l'histoire d'une construction politique*, RECMA, 2018/3 (N° 349), p. 27-41, p.39.

¹³⁶ A Frétel, idem, p. 2

considèrent et reconnaissent l'ESS : même délégué opérationnellement, l'intérêt général reste le monopole de l'État.

Matthieu Hély et Pascale Moulévrier soulèvent eux une autre hypothèse qui viendrait corroborer la position marginale de l'ESS : celle-ci, en sus de subir la relégation de l'État que nous venons de mentionner, s'inscrirait elle-même dans cette position. Observant les pratiques de l'ESS auxquelles ils opposent les aspirations idéologiques dans « *l'Économie Sociale et Solidaire, de l'Utopie aux Pratiques* », ils avancent – sans toutefois le démontrer précisément - que les organisations de l'ESS auraient sciemment conservé le « bénéfice du flou » en revendiquant, au fil des configurations historiques qu'elles ont traversées, « *leur position d'entre-deux et leur légitimité historiquement acquise de "troisième voie", voire « d'outsiders permanent »*¹³⁷ (p. 24). Au-delà de ces considérations sur l'ESS elle-même, il faut bien reconnaître qu'une certaine conception de l'organisation du monde domine depuis deux siècles. Sous ces formes libérale ou financiarisée, le capitalisme a su s'imposer comme la façon naturelle ou évidente d'organiser le monde. Sans oblitérer le fait que celui-ci aussi s'adapte aux mutations sociales et se régénère sans cesse¹³⁸ , il ne reste aux autres propositions, dans l'imaginaire commun que la possibilité de s'afficher comme alternative.

En témoigne, si besoin était, le peu de place qui est fait à ces « alternatives » au sein des programmes de l'Éducation Nationale. Dans un article publié en 2009 ¹³⁹, Danièle Demoustier et Scarlett Wilson-Courvoisier montrent bien qu'au sein des formations ou sensibilisations aux questions économiques et sociales, peu de place est faite aux propositions autres que le capitalisme. Si, en ce qui concerne l'ESS, des formations se sont mises en place, notamment au sein de l'Enseignement Supérieur en vue de former les futurs cadres de l'ESS, son approche dans les sections primaire ou secondaire reste fortuite ou marginale. L'ensemble est le résultat d'un travail de lobbying efficace de la part des institutions capitalistes, et produit son effet : « *Ainsi, non seulement le contenu des programmes et des manuels ne reflète déjà pas la pluralité de la réalité économique, mais encore sa réduction à un seul modèle, celui de la grande entreprise, capitaliste, actionnariale, risque d'être accentuée.* »¹⁴⁰

Certes, depuis 2009 les institutions de l'ESS, l'IDIES ou le RIUESS ¹⁴¹notamment, ont réagi en instaurant au cours de l'année divers évènements destinés à mieux faire connaître l'ESS,

¹³⁷ Hély Matthieu et Moulévrier Pascale, *L'économie sociale et solidaire : de l'utopie aux pratiques*, La Dispute, coll. « Travail et salariat », 2013, 219 p., p.24.

¹³⁸ Cf notamment L. Boltanski et E. Chiappello, *Le Nouvel Esprit du Capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999.

¹³⁹ Demoustier, D. & Wilson-Courvoisier, S. (2009). *L'enseignement initial de l'économie sociale et solidaire : un enjeu stratégique*. Revue internationale de l'économie sociale, (311), 59–71.

¹⁴⁰ Demoustier et Wilson-Courvoisier, p 64

¹⁴¹ IDIES : institut pour le développement de l'information économique et sociale. Le RIES est le Réseau interuniversitaire de l'ESS

tels la *Semaine de l'ESS à l'école* ou le *Mois de l'ESS* à destination du grand public. Ces évènements, comme leur nom l'indique, ne sont pourtant qu'occasionnels et sporadiques. Incapacité ou manque de volonté à assurer le lobbying nécessaire ? La question se pose, et rejoignant possiblement l'hypothèse de Matthieu Hély et Pascale Moulévrier, les auteurs posent qu' « *on ne peut que s'interroger sur la volonté réelle ou même la capacité de l'économie sociale à prendre à bras-le-corps ce chantier pour répondre à ces enjeux, pourtant partie intégrante d'une stratégie de développement et d'affirmation du secteur* ». ¹⁴²

Toujours est-il que cette absence, ou réduction à partie congrue de l'ESS au sein des programmes de l'Éducation Nationale participe de cette marginalisation de l'ESS aux yeux du grand public. Tout au plus, comme le souligne Jean-Louis Laville¹⁴³, ce sont les composantes « marchandes » de l'ESS, les coopératives, qui sont aujourd'hui le plus valorisées¹⁴⁴, alors que le monde associatif, qui représente la part d'emploi et d'activité la plus importante du secteur, reste lui dévalorisé aux yeux du public.

En élargissant notre spectre d'observation, apparaît également un possible autre facteur qui viendrait expliquer cette marginalité de l'ESS dans la paysage français. Alors que l'Économie sociale est à ses origines une production conceptuelle bien française, il apparaît aujourd'hui que ce soit sur d'autres territoires qu'elle se soit le mieux installée. Le Québec en est une parfaite illustration. Les facteurs explicatifs en sont multiples, nécessairement, mais nous convoquerons ici deux notions, celui de « capital social » et celui connexe « d'identité collective ». Par capital social, nous entendrons ici le partage de normes, de règles implicites, d'informations et de ressources au sein d'une communauté d'individus. Ce qu'on appelle communément une « culture ». Ce partage entre individus, dynamique et mouvant, peut constituer une identité collective. Or, lorsqu'on regarde l'histoire de l'ESS, ces deux notions semblent corrélées à son développement. Le fait est redondant. Comme l'indique Jacques Defourny¹⁴⁵, en France, l'émergence sur le terrain de l'Économie Sociale s'est faite autour d'identités collectives. En milieu urbain, celle de la condition ouvrière : pour le dire rapidement, une communauté d'individus reliés par des conditions de vie et de travail similaires, partageant la même culture populaire – qui inclinait à la lutte, notamment. Un ensemble d'individus rassemblés autour d'une « communauté de destin ». De la même façon, les identités collectives rurales, caractérisées par des normes différentes (identité paysanne, normes familiales, rapport à la religion persistant par exemple) ont fait émerger

¹⁴² Demoustier Wilson-Courvoisier, p. 65

¹⁴³ Laville, Jean-Louis. *Au-delà de l'État et du marché, l'économie sociale et solidaire* ; <https://theconversation.com/au-dela-de-letat-et-du-marche-leconomie-sociale-et-solidaire-78952>

¹⁴⁴ Au prix d'un curieux argument notamment , puisque l'URSCOP affiche comme slogan « les SCOP, des entreprises comme les autres ».

¹⁴⁵ Defourny Jacques, Nyssens Marthe. *Économie sociale et solidaire: Socioéconomie du 3e secteur*, De Boeck Supérieur, 2017 - 496 p 67 et suivantes.

d'autres inventions de l'Économie Sociale ; les coopératives et mutuelles agricoles parmi d'autres. Il en va semble-t-il de même pour les territoires où l'ESS est aujourd'hui le mieux implantée, et par-là, normalisée. Il est frappant de constater que ceux-ci sont souvent marqués par des identités fortes : le Québec, terre de résistance francophone et catholique dans un environnement anglophone et protestant, mais aussi le Pays-Basque espagnol ou encore la Belgique Flamande. On peut dès lors raisonnablement faire un lien entre la présence d'une identité collective forte et l'installation durable et prégnante de l'ESS dans le paysage. On touche sans doute ici aux enjeux de la territorialisation de l'ESS mais notre propos n'est pas là : il s'agit de constater une corrélation entre identité collective marquée et assise durablement inscrite de l'ESS. Or, en France, quelle identité collective aussi forte réunit aujourd'hui l'ensemble d'une population dispersée sur les plans culturels, idéologiques ou religieux ? Exception faite de la Bretagne ou du Pays-Basque, où l'ESS est reconnue dans le paysage socio-économique, la France s'offre aujourd'hui plutôt comme un paysage fragmenté, offert au multiculturalisme et à la diversité. En tant que telle, elle n'offre que plus difficilement la possibilité à l'ESS de s'asseoir sur une identité collective marquée. En ce sens, elle s'expose encore une fois à la marginalisation.

En face, la domination capitaliste cultive, elle, le mérite de l'efficacité. Sa « toute-puissance » induit des modèles de pensée dominants qui prônent plus la réussite personnelle et entrepreneuriale que la coopération et la solidarité. Dès lors, choisir l'ESS induit une certaine forme de marginalité, entendue au sens d'une prise de position différente de celle qu'impose la norme. Elle peut donc supposer un engagement, c'est-à-dire un effort particulier, une prise de position dans un débat en cours. Si, pour reprendre Howard Becker, le marginal peut entrer dans la marginalité en refusant la norme, c'est aussi peut-être parce qu'« il dénie à ceux qui le jugent la compétence ou la légitimité pour le faire »¹⁴⁶. Dans tous les cas, choisir de se former en ESS peut matérialiser une façon de refuser les formations les plus valorisées aujourd'hui. Ce que nous confirme Clémentine, 20 ans, en Master 2 : « *Faire une formation en ESS c'est quand même être engagée. Je sais pas, j'ai pas fait une école de commerce option finances capitalistes, en exagérant.* »

C. L'ESS n'est-elle « pas assez politique » ?

Dans cette conception « déviante » au sens Beckerien du terme de celui qui s'engage dans l'ESS, il faut pourtant chercher les raisons qui peuvent amener un individu à s'engager dans cette voie. Si nous faisons l'hypothèse d'une condition militante ou engagée chez celui qui s'oriente vers l'ESS, il faut donc saisir ce que propose cette dernière en matière de projet

¹⁴⁶ Becker, Howard S, *Outsiders*, op.cit., p.25, le double sens de « outsider ».

social ou politique. Or, nous venons de le voir, l'histoire de l'ESS est marquée d'une série de mutations, variations et d'adaptations à ses environnements politiques, sociaux et économiques. Tout comme celle du capitalisme, d'ailleurs, puisque ce sont les conditions *sine qua non* de leur durabilité. Derrière ces mutations, quelle est aujourd'hui la proposition de l'ESS ? Ou plus exactement, quelles sont ses propositions, puisque nous allons le voir, elle est aussi en la matière polymorphe ?

Son volet « réparatrice » est celui qui apparaît le mieux. L'ESS est nous l'avons dit, essentiellement identifiée par son champ associatif. Entre dispositifs d'insertion, aide aux publics en difficultés sur les champs des besoins élémentaires (logement, alimentation, santé, lien social et question du numérique aujourd'hui...) ou encore sur les questions environnementales ou écologiques, quoique disputée désormais par l'entrepreneuriat social sur le sujet, elle s'impose dans le paysage français.

Un deuxième volet, moins visible, est cependant assez dynamique. Le secteur coopératif en particulier entend questionner le rapport de subordination établi par le salariat. C'est ainsi qu'il propose de nouveaux espaces: les SCOP, évidemment qui garantissent le principe « un homme, une voix » au sein de l'entreprise, mais également les Coopératives d'Activité et d'Emploi, les Groupements d'employeurs ou encore les très actuellement discutés *Tiers-Lieux*. Poussant parfois très loin la réflexion, comme dans les expériences de la Manufacture Coopérative, dont l'objet est de produire *via* la coopération de la transformation sociale. Enfin, le mouvement va plus loin, en proposant de nouvelles formes de coopérations entre acteurs économiques, tels les SCIC ou PTCE¹⁴⁷. Il s'agit ici, pour reprendre le titre de l'étude menée par le Labo de l'ESS¹⁴⁸, de « *transformer l'emploi et redonner du sens au travail* »¹⁴⁹.

Est-il certain que parmi ces propositions l'arrière-plan idéologique qui les sous-tend soit perceptible par le grand public ? Rien n'est moins sûr. Qu'elles répondent à des besoins identifiés (par l'associatif) ou à des problématiques précises (démocratie au sein de l'entreprise, partage équitable des fruits de celle-ci, protection contre l'actionnariat), la chose est évidente. Mais ces réponses se situent au niveau micro-économique, voire méso-économique quand elles se développent à l'échelle d'un territoire, mais ne semblent pas pouvoir constituer en elles-mêmes des projets politiques. Plus exactement, les positions politiques qui sous-tendent ces alternatives sont insuffisamment formulées, et partant, peu audibles.

147 Les Sociétés Coopératives d'Intérêt Collectif et les Pôles Territoriaux de Coopération Économiques visent à favoriser la coopération à l'échelle d'un territoire.

148 « Le Labo de l'ESS est un think tank qui construit, par un travail collaboratif, des axes structurants de l'économie sociale et solidaire, à partir d'initiatives concrètes, innovantes et inspirantes issues des territoires ». Nous reprenons ici la description du Labo de l'ESS telle qu'elle apparaît sur leur site internet.

149 « *Transformer l'emploi, redonner du sens au travail* », étude menée par le Labo de l'ESS.

C'est le sens des propos que tient Claude Alphanféry¹⁵⁰, fondateur du *Labo de l'ESS*, dans une interview qu'il donne à *l'Humanité* et titrée « *La signification politique de l'ESS n'est pas suffisamment reconnue* ». ¹⁵¹ Se posant comme partisan d'une ESS politique, c'est-à-dire de « *résistance au capitalisme financier* », il constate – voire déplore - néanmoins que « *Les initiatives de l'ESS sont aujourd'hui localement bien reconnues. Leur signification politique profonde l'est moins* ». En témoigne la distance qui s'est opérée entre partis politiques, syndicats et institutions de l'ESS qui ne se rencontrent que très rarement¹⁵². Plus généralement, il acte que « *Nous vivons un temps d'intense pression idéologique et politique. La doxa libérale présente le grand et le riche comme l'objectif à atteindre. Or, il existe chez beaucoup le sentiment que l'ESS est marginale, fragile, pauvre et surtout fragmentée. Certains hésitent donc à opter pour la voie du changement face à un système qui, malgré tout, s'impose* ».

Allant plus loin dans la sémantique, Hugues Sibille¹⁵³ déclare lui dans une interview à Place Publique¹⁵⁴ que « *L'ESS, qui est une incontestable puissance économique, un véritable laboratoire social, est encore un nain politique* », en mettant le fait entre autres sur son extrême hétérogénéité comme des luttes de pouvoir intestines. Il faut ici noter qu'Hugues Sibille, homme d'influence et de pouvoir au sein de l'ESS par ses fonctions, défend une conception de celle-ci comme intégrant pleinement l'entreprenariat social, et n'ayant pas vocation à occuper l'ensemble de l'espace économique. L'objectif étant plutôt de faire force d'exemple, que de contrer le capitalisme : « *Je ne pense pas que l'ESS a vocation à prendre toute la place de l'économie. Mais si nous sommes suffisamment présents, reconnus et démonstratifs, nous pourrions faire tache d'huile.* »

On le voit ici rapidement, l'ESS par la voix de ses représentants les plus influents, ne propose pas les mêmes voies d'action, voire ne propose pas les mêmes horizons. Plurielle dans ses formes, elle l'est aussi dans ses voies. Si elle doit être un objet politique, elle manque de discours commun. C'est ce que dénonce Stéphane Veyer¹⁵⁵ dans sa célèbre tribune au Monde titrée « *Pour une économie sociale et solidaire de combat* »¹⁵⁶, dans laquelle il défend sa conception de l'ESS. Déplorant lui le fait que la Loi Hamon ait acté la

150 Considéré comme le porte-flambeau de l'économie sociale et solidaire, Claude Alphanféry est aujourd'hui Président d'honneur et membre de la direction de France Active, Président honoraire du Conseil national de l'insertion par l'activité économique (CNIAE), Président d'honneur de l'AVISE,

151 Consultable sous <https://www.humanite.fr/claude-alphanféry-la-signification-politique-de-less-nest-pas-suffisamment-reconnue-619895>

152 A deux exceptions près, sur la dernière campagne présidentielle, seuls deux partis mentionnaient explicitement l'ESS, considérée comme mouvement.

153 Successeur de Claude Alphanféry à la présidence du Labo de l'ESS, mais également président de l'AVISE et vice-président du Crédit Coopératif, il est aussi à l'origine de la création du MOUVES.

154 Consultable sous <https://www.place-publique.fr/index.php/economie-2/articlehugues-sibille-l-economie-sociale/>

155 Stéphane Veyer est cofondateur de Coopaname, associé à la Manucoop et à Bigre ! et la FONDA

156 Consultable sous http://www.coopaname.coop/sites/www.coopaname.coop/files/file_fields/2015/07/14/2013-11-21-veyer-antoine-lemonde-pouruneessdecombat.pdf

présence de l'entrepreneuriat social au sein de l'ESS, en qui il voit une irruption capitaliste et notamment des grandes firmes, Stéphane Veyer appelle ne pas abandonner la recherche d'émancipation de tous, aux fondements de l'Économie Sociale, pour mener au contraire le « combat » : *« A l'ESS «des bonnes causes», nous appelons donc à substituer une ESS «de combat». Voici notre programme. Il a le mérite de la simplicité. Il consiste à amener partout, dans tous les recoins de l'économie, à toutes les échelles, un questionnement légitime sur le pouvoir, la propriété, le savoir. »* Analysant l'absence de projet politique partagé par l'ensemble ESS, il pose lui que ce ne sont ni les « morsures capitalistes » ni l'instrumentalisation par l'État qui empêchent un tel projet d'être visible : *« En réalité, l'économie sociale et solidaire dispose d'ores et déjà de la capacité de transformation économique et sociale dont notre société a besoin. Grandes coopératives agricoles ou bancaires, mutuelles santé et d'assurance, réseaux associatifs d'éducation populaire ou d'intervention médico-sociale, syndicats, possèdent ensemble un poids économique considérable. L'enjeu n'est donc ni un problème de taille, ni de reconnaissance institutionnelle, mais la cruelle absence d'un projet politique commun à ces organisations qui pourrait irriguer l'économie toute entière. Ce projet émancipateur ne pourra pas être celui des grandes firmes, avides de social business et d'entrepreneuriat social, pour lesquelles la pauvreté est un marché d'avenir et qui prospèrent sur le délitement de l'État social ».*

On le voit ici rapidement, l'ESS, si elle a un projet politique, est polyphonique voire discordante quand il s'agit de le promouvoir. Si une certaine conception, celle d'être une économie a-capitaliste, s'en dégage parfois, force est de constater qu'elle ne sait pas faire l'unité derrière ce mot d'ordre. Jean-François Draperi¹⁵⁷ analyse ce qu'il nomme l'échec du mouvement comme la résultante d'un manque d'unité entre les différentes composantes de l'ESS historique. Si des structures représentatives (sectoriellement ou statutairement) existent, *« Il n'y a pas de mouvement proprement dit national ou international des personnes regroupées dans l'économie sociale »* . On peut sans doute y ajouter la difficulté qu'un tel mouvement, disparate et protéiforme, peut avoir à se réunir . Paradoxalement, alors que l'ESS prône la coopération et l'action collective, elle semble en peine d'appliquer ces principes quand il s'agit de « faire bloc ».

Une autre difficulté réside probablement dans les principes de liberté et de démocratie qu'elle défend. Ceux-ci, notamment la libre-adhésion, supposent que ceux à qui on s'adresse soit suffisamment éclairés. Comme le précise Jean-François Draperi *« relativement aux autres mouvements sociaux qui contestent l'hégémonie de l'économie dominante, l'économie sociale comme l'économie solidaire s'appuient sur l'idée fondamentale que l'émancipation doit être conquise par l'association volontaire, solidaire et*

¹⁵⁷ Draperi Jean-François, l'entrepreneuriat social un mouvement de pensée inscrit dans le capitalisme, op.cit.

égalitaire de ses membres plutôt que par l'appel aux armes contre le pouvoir qu'on conteste. »¹⁵⁸ Cette condition, pour être pleinement satisfaite, suppose on l'imagine, que l'individu à qui s'adresse l'ESS soit un individu rationnel. Ou passablement éclairé. Pour autant, cette liberté d'adhésion, constitutive de l'ESS semble bien imposer à celui veut « entrer en ESS » la nécessité d'un engagement. Pour le dire autrement, l'engagement est constitutif de l'ESS. En reprenant notre définition du militantisme, si l'engagement est accolé à une cause à défendre, l'ESS devient alors pleinement un espace militant.

En conclusion, si l'ESS porte en elle un projet politique de transformation sociale, il reste peu audible, noyé dans les relations complexes qu'elle entretient avec l'État comme dans les assauts capitalistes. En cause également un manque d'unité dans le discours. Si l'irruption de l'entrepreneuriat social a permis de raviver les débats, il a aussi permis de faire entendre une pluralité de position au sein de l'ESS. Or, si le projet est pluriel dans ses acceptions, comment pourrait-il être unique dans la parole qui le porte ? De fait, ce que donne à voir l'ESS aujourd'hui, n'en déplaise aux partisans d'une ESS orthodoxe, est bien l'image d'une ESS de composition, et bien plus marginalement celle d'une opposition au capitalisme¹⁵⁹. Pour reprendre une métaphore très utilisée aujourd'hui, elle se présente comme le colibri, conscient de l'insuffisance de son action, mais faisant sa part. Sa fonction réparatrice lui permet néanmoins de faire converger une partie de la jeunesse vers elle – rappelons que selon les enquêtes, « faire quelque chose d'utile pour la société » rentre dans les premiers facteurs de choix des jeunes qui s'orientent vers l'emploi.

Entre répondre à l'urgence sociale et environnementale et déployer pleinement son projet politique, l'ESS semble en difficulté pour affirmer une unité. Les récentes positions des CRESS, comme les orientations budgétaires dédiées à l'ESS, suivant en toute logique le parti pris de la Loi Hamon ajoutent à la difficulté d'entendre un seul et même discours.

L'ensemble constitue néanmoins possiblement deux offres militantes : composer avec le capitalisme et œuvrer à la réparation, ou s'opposer au capitalisme en proposant un autre ordre économique . Composer ou s'opposer est une dialectique qui traverse toutes les sphères militantes, qu'elles soient politique ou syndicale. Cette hésitation, loin de nous amener à conclure qu'elle enlève toute dimension politique à l'ESS, nous confirme sa proximité avec les espaces militants.

Aujourd'hui comme à ses origines, l'ESS reste fondamentalement une utopie, et non une chimère : « *Un modèle abstrait d'organisation du monde qui bouscule les pratiques et les*

¹⁵⁸ « *Le projet de l'économie sociale et solidaire : fonder une économie acapitaliste. Entretien avec Jean-François Draperi* », *Mouvements*, 2015/1 (n° 81), p. 38-50.

¹⁵⁹ Le fait est confirmé par les enquêtes sur les représentations de l'ESS, précédemment citées.

représentations »¹⁶⁰. Si à l'épreuve du temps elle s'est inscrite dans un certain pragmatisme qui peut l'entraîner vers des fonctions de régulation du capitalisme, elle reste pour ses partisans un horizon à atteindre. Comme toutes les utopies, la mise à l'épreuve du réel est parfois compliquée, notamment pour celles et ceux qui œuvrent à son avènement.

III. ...OU DE MILITANTS ?

Pour qu'une telle utopie soit portée et puisse cheminer vers son objectif, il lui faut certes des concepts et mots d'ordre, mais également des individus pour donner corps à ses pratiques au quotidien. L'ESS a cette particularité d'offrir une pluralité de modes d'engagement pour qui veut la rejoindre. Militantisme, entrepreneuriat, bénévolat, volontariat, simple adhésion, stage, service civique et bien évidemment salariat se proposent alors. Sans être nécessairement exclusifs les uns des autres : un salarié peut être militant, tandis qu'un volontaire ne le sera pas nécessairement. Dès lors, comment identifier, dans le cadre qui nous occupe, ce qui relève du militantisme ou non dans cette variété de positions ?

A. *Les différentes formes d'engagement dans l'ESS : quel militantisme ?*

Pour répondre à cette question, il faut dans un premier temps distinguer les différents statuts qui œuvrent au sein de l'ESS. Celui de bénévole, statut atypique s'il en est sur le marché du travail, nous intéressera le plus. A la frontière entre travail et hors-travail, entre contrainte et liberté, quels liens entretient-il avec le militantisme ?

L'étude du mouvement associatif s'est longtemps attachée à une lecture militante de celui-ci, pour faire émerger la question du bénévolat, lorsqu'il apparaît, comme possible posture militante. Dans « *Le bénévolat, du militantisme au volontariat* »¹⁶¹, Danièle Demoustier montre que le bénévolat recouvre dans les faits des réalités différentes, selon les périodes autant que selon les positions qu'il adopte. Originellement, celui-ci se caractérise par un « don de travail » fondé sur la liberté, le bon vouloir, l'altruisme et la gratuité. Sans être, dès ses origines, nécessairement militant : le caractère militant, au sens de doté d'une volonté de transformation sociale, est en fait éminemment conditionné à l'objet de l'organisation dans laquelle œuvre le bénévole. Association revendicative ou association gestionnaire amènent donc des positions bénévoles bien différentes. Or, l'histoire du champ associatif montre le progressif éclatement de celui-ci en trois orientations ; politique, sociale ou gestionnaire. Logiquement, les positionnements des bénévoles évoluent ensemble « *À cette typologie*

¹⁶⁰ Nous reprenons cette définition de Servier, cité par Sophie Boutillier, Abdourahmane Ndiaye, Nathalie Ferreira. *Le travail et l'utopie. Analyse du travail dans les théories de Sismondi, Fourier, Proudhon, Marx, Engels, Godin et Lafargue*. In *L'économie sociale et solidaire et le travail*, XIèmes Rencontres du RIUESS Poitiers / 15-17 juin 2011, Jun 2011, Poitiers, France, p.193

¹⁶¹ Demoustier, Danièle. *Le bénévolat, du militantisme au volontariat*, Revue française des affaires sociales, p. 97-116

d'associations, répond progressivement une typologie d'acteurs selon laquelle se distinguent, au sein de l'association, les figures de l'usager, du militant, du bénévole et du salarié. Cette typologie exprime à la fois l'insertion ou non de l'association dans le débat public (grâce à la présence de militants) et la division du travail au sein même des associations (dans la répartition entre bénévoles et salariés). »¹⁶².

On peut facilement entendre que le bénévole, dans le don de travail qu'il opère, quelque soit le type de structure, entend faire œuvre utile, au service de l'association, de son projet et/ou du public auquel il se destine. Néanmoins, la présence de bénévolat au sein d'une association, quand bien même celle-ci est de nature *revendicatrice*, ne suffit pas à notre sens à prouver le militantisme. Si l'objet associatif est une condition liminaire, elle ne saurait pas être une condition suffisante.

En effet, abordant la question sous l'angle historique, Axelle Brodiez nous rappelle que les acceptions du militantisme relèvent plus de représentations que de réalités socio-historiques : *« Les « militants » sont principalement renvoyés à une politisation (au sens DU politique) forte, type XIXe siècle ouvrier, militantisme partisan et dans ses implications associatives, associations d'Éducation populaire porteuses d'un projet de société, i.e. des engagements à visée curative, souvent intenses, liés à une idéologie qui cimente leur groupe ; tandis que les bénévoles (charité, altruisme bourgeois du XIXe siècle, années 1980-90) témoigneraient avant tout de visées palliatives, souvent plus dilettantes, sans justification idéologique consensuelle. Les premiers sont tendus vers l'avenir, les seconds davantage ancrés dans l'action immédiate. »¹⁶³.*

Alors, militant ou bénévole, bénévole ou militant ? Nous rejoignons avec Axelle Brodiez la position de Jacques Ion pour dire que les études sur le militantisme s'opèrent essentiellement sur un *construit social* : *« C'est à partir d'une représentation du militantisme sinon construite, du moins affirmée dans les années de croissance, que se trouvent aujourd'hui interrogées les modes d'implication dans la sphère publique »¹⁶⁴.*

De fait, la dichotomie voulue entre militant et bénévole ne nous apparaît pas pertinente. D'une part, parce que comme le signale Axelle Brodiez leurs objets ne sont pas les mêmes ; quand le premier se situe sur le champ de la lutte, le second aborde celui de la gratuité. Ensuite, justement parce que cette première opposition est vaine, militantisme et bénévolat ne sauraient être ni antinomique ni en coïncidence. On peut donc tout à la fois être bénévole à aspiration militante, ou militant bénévolement, comme on peut être dépourvu de toute

¹⁶² Idem, pp 100 et 101

¹⁶³ Brodiez, Axelle, *Militants, bénévoles, affiliés, affranchis, ... : l'applicabilité historique de travaux sociologiques. Les bénévoles et leurs associations. Autres réalités, autre sociologie ?*, L'Harmattan, pp.279-291, 2004, Logiques sociales. , p.3

¹⁶⁴ Jacques Ion, *La fin des militants ?*, op. cit., p. 12.

visée militante. Ici encore, le portait qui consisterait à faire des bénévoles de l'ESS un ensemble d'individus aspirant à la transformation sociale relèverait, à notre sens, de la mythification – inhérente à toute histoire du militantisme.

Comme le souligne d'ailleurs Danièle Demoustier¹⁶⁵, l'histoire récente nous montre que l'engagement dans le bénévolat peut poursuivre bien des finalités différentes, parfois très éloignées du militantisme. Chercher à « améliorer son employabilité » en acquérant de l'expérience à peu de frais, développer sa socialisation en allant se confronter à d'autres sphères que celles de l'intime, rejoindre les voies de l'insertion sociale ou professionnelle en renouant avec le monde du travail – voire, aujourd'hui, céder au « bénévolat obligatoire » dans une logique de contrepartie aux aides sociales¹⁶⁶, les motivations et finalités au bénévolat peuvent recouvrir des réalités sociales très différentes.

Le statut ne fait ni le militant, ni ne l'empêche. Bénévolat, volontariat, stage ou service civique... aucun de ces statuts ne saurait être un marqueur de militantisme. Pareillement, aucun ne saurait pointer son absence. Tous peuvent par contre tout à fait constituer des formes possibles d'engagement militant.

Parmi les formes d'engagements dans l'ESS, il faut cependant noter que la question du salariat est plus complexe : alors que les formes bénévoles, volontariats, stages ou services civiques offrent un cadre de liberté – certes relative, au regard des attendus inhérents à ces différents statuts – celle du salariat, dans sa logique de rapport de subordination, pose un cadre et des contraintes plus fermes.

Or, l'ensemble ESS est aujourd'hui massivement entré dans la salarisation. Associations, mutuelles et coopératives, s'ils offrent toujours des formes d'emploi atypiques, sont désormais un marché de l'emploi salarié. L'histoire associative montre bien comment les injonctions gestionnaires liées à la position de l'État mais aussi à la concurrence avec le privé lucratif¹⁶⁷ ont produit la division du travail et conduit l'ESS vers la voie de la salarisation. Au sein du champ associatif, on va même pouvoir observer un continuum bénévolat-salariat, puisque ce sont les bénévoles – souvent militants – qui vont progressivement se transformer en salariés. C'est en particulier dans les années 80, période de l'essor associatif, va se

¹⁶⁵ Demoustier Danièle, *Le bénévolat, du militantisme au volontariat*, op.cit.

¹⁶⁶ Cf les expériences et/ou projets conduits par certains Conseils Départementaux sur une « obligation de bénévolat » conçue comme contrepartie à la perception du RSA, par exemple.

¹⁶⁷ Le champ associatif rentre effectivement dans une logique gestionnaire du fait de ses rapports avec l'État. Par la logique de subventions par projet, qui succède à celle de subvention de fonctionnement, le champ associatif va devoir « produire du résultat », et pour ça s'organiser plus nettement autour de cet objectif.

produire la massification du salariat¹⁶⁸. Cette entrée dans la salarisation, issue de la nécessité de professionnalisation de l'ESS a-t-elle modifié la donne en matière militante ?

B. Le militantisme est-il soluble dans le salariat ?

Avant d'envisager cette hypothèse, il nous faut ici encore clarifier le champ sémantique. Comme le soulignent Annie Dussuet et Ericka Flahaut ¹⁶⁹, *professionnalisation* et *salarisation*, bien que souvent confondus, renvoient à deux concepts différents, même si leurs histoires respectives sont étroitement liées quand on évoque le champ associatif. Par salarisation, il faut entendre le fait de l'établissement d'un contrat de travail et le versement du salaire associé. La professionnalisation est, elle, plus polysémique. Dans le langage commun, elle renvoie à la question de l'acquisition de compétences, et par là à la reconnaissance par la qualification ou certification. Mais elle porte en elle une troisième dimension, celle de la reconnaissance sociale. Entendue au sens interactionniste, nous la prendrons, avec les auteurs, comme le « *processus de construction sociale de la reconnaissance accordée à un groupe, qui devient par là même « professionnel »*. Elle est achevée lorsque l'ensemble social concède à ce groupe une « licence » et un « mandat » » qui vient légitimer aux yeux de tous la compétence de la profession. S'appuyant sur la définition proposée par Everett Hugues ¹⁷⁰, cette définition entend interroger la question de la reconnaissance par le corps social de la pertinence et de la légitimité de ceux qui œuvrent. Ici à l'intérêt collectif ou général.

Dans un premier temps, c'est la salarisation qui va nous intéresser. Celle-ci, si elle induit un rapport de subordination, fait aussi entrer l'individu dans l'univers marchand. Ce dernier obéissant à la loi de la concurrence, doit logiquement pousser l'individu à agir selon son intérêt propre, reléguant celui de l'intérêt général au second plan. Comment dès lors, réduire cette contradiction : se faire reconnaître comme acteur légitime de l'intérêt général tout en poursuivant ses propres intérêts ? Si du point de vue organisationnel, l'ESS s'est doté de principes qui garantissent, ou en tous les cas veillent à la poursuite de l'intérêt collectif (dans ses modes de gouvernance, principalement), la question reste entière du point de vue de l'individu. Elle provoque même fréquemment des conflits, ou tensions identitaires, entre salarié, bénévole et puissance publique au sein de la même organisation, comme le montre

¹⁶⁸ Voir Simonet, Maud. *Chapitre 11 - Le monde associatif : entre travail et engagement*, dans Norbert Alter éd., *Sociologie du monde du travail*. Paris cedex 14, Presses Universitaires de France, « Quadrige », 2012, p. 195-212. P.172 et suivantes.

¹⁶⁹ Dussuet Annie, Flahault Erika, *Entre professionnalisation et salarisation, quelle reconnaissance du travail dans le monde associatif ?* Formation emploi, 2010/3 (n° 111), p. 35-50.

¹⁷⁰ « *le concept de profession dans notre société n'est pas tant un terme descriptif qu'un jugement de valeur et de prestige. Il arrive très souvent que les gens qui exercent un métier tentent de modifier l'idée que s'en font leurs différents publics (...), leur propre conception d'eux-mêmes et de leur travail. Le modèle que ces métiers se donnent est celui de la "profession" »* Everett Hugues, cité par A. Dussuet et E. Flahaut, op cit, p. 37.

Bernard Gomel¹⁷¹, la question étant alors, dit rapidement, à qui conférer la légitimité de la parole politique. Ce que résume aussi Matthieu Hély par la formule suivante : « *Les catégories de « militant », « amateur » ou « bénévole » n'épuisent plus la complexité du monde associatif : car le professionnel conteste au bénévole le monopole de la vertu et du désintéressement et, réciproquement, le bénévole revendique la reconnaissance de compétences professionnelles qu'il dénie au salarié* ». ¹⁷²

Entre conseil d'administration et salariés, qui porte et représente le projet associatif ? Qui a la possibilité ou non de militer ? Les réponses sont multiples, évidemment, et dépendent étroitement de la nature des relations entre bénévoles et salariés au sein de l'organisation. Elles dépendent surtout, comme le montrent Danièle Demoustier et Louise-Claire Malo, des stratégies adoptées par l'organisation¹⁷³. En se fondant sur les travaux québécois d'analyse stratégique, les auteurs montrent qu'à condition de bien identifier les « vœux » et les « pouvoirs » au sein de l'organisation, des places et espaces de liberté différents peuvent être proposés aux différentes parties prenantes de l'organisation : « *L'analyse des vœux est utile pour identifier le degré d'adhésion des parties prenantes au projet de transformation sociale : au centre, on placera le noyau dur d'acteurs porteurs du projet (le noyau étant parfois composé d'une seule personne, un fondateur), puis on ajoutera les autres acteurs qui, adhérant plus ou moins à la perspective transformatrice, forment autant de cercles concentriques, du plus près au plus éloigné du noyau militant* »¹⁷⁴. Reprenant les configurations organisationnelles telles qu'établies par Mintzberg, les auteurs montrent enfin qu'une diversité de configuration, dépendantes directement de la stratégie adoptée, est possible, et qu'il est souhaitable d'ajouter, aux nécessaires performances sociale et économique, celle d'une performance politique, mobilisant toutes les ressources. Y compris donc, celle des salariés. L'ensemble peut donc, si l'organisation est d'objet militante, laisser la place à un militantisme collectif, incluant le ou les salariés.

La question du salariat au sein de l'ESS, économie à visée a-capitaliste, est évidemment centrale. La littérature abonde, qui pour condamner les dissonances entre une ambition généreuse et des pratiques beaucoup plus contestables, qui pour y déceler une délégation de service public déguisé, qui pour pointer cette contradiction irrésolvable, qui pour défendre

171 Gomel Bernard, 4. *L'emploi salarié dans le travail des associations*, in Jean-Noël Chopart et al., *Les dynamiques de l'économie sociale et solidaire*, La Découverte « Recherches », 2006 (), p. 133-169.

172 Hély, Matthieu. *À travail égal, salaire inégal : ce que travailler dans le secteur associatif veut dire.*, *Sociétés contemporaines*, 2008/1 (n° 69), p. 125-147 p 125

173 Demoustier Danièle, Malo Louise-Claire, *L'économie sociale et solidaire, une économie relationnelle ? Questions d'identité et de stratégie !*, dans : Emmanuel Bayle éd., *Management des entreprises de l'économie sociale et solidaire. Identités plurielles et spécificités*. Louvain-la-Neuve, De Boeck Supérieur, « Méthodes & Recherches », 2012, p. 15-37.

174 Demoustier-Malo, op cit p 22

la singularité militante des salariés de l'ESS¹⁷⁵. Nous n'épuiserons pas, encore une fois, la question. Mais l'hypothèse d'un salariat rendant irréductible la qualité militante semble évacuée. Dépendant à la fois de l'objet de l'organisation – son projet associatif -, de la façon dont celle-ci s'organise en adoptant telle ou telle stratégie, la qualité militante peut-être reconnue ou non à une organisation, et partant, aux individus qui œuvrent en son sein, indépendamment du statut qui est le leur.

Arrêtons-nous cependant sur une dernière question importante, celle du différentiel de salaire. Nous l'avons vu, choisir de travailler dans l'ESS c'est *toutes choses égales par ailleurs* choisir de gagner un salaire moindre que dans le privé lucratif. Tout au moins si on entend travailler dans le secteur associatif, ce qui est le cas nous le verrons pour la très grande majorité des jeunes rencontrés. L'occasion est trop belle pour les tenants d'une ESS militante de brandir l'argument d'un don de travail. Au manque à gagner financier viendrait se substituer une compensation symbolique, de nature morale. Dans son article consacré au sujet ¹⁷⁶, Matthieu Hély tempère cependant cette représentation. Rappelant que le salariat associatif recouvre une extrême hétérogénéité de situations, il souligne cette « *forte diversité de statuts de travailleurs que l'on peut appréhender comme un continuum allant du bénévolat le plus pur au salariat le plus protecteur* »¹⁷⁷. Dans son souci de dénoncer l'illusion qui voudraient que l'emploi salarié dans l'ESS soit la résultante d'un choix conscient et assumé d'œuvrer pour la cause publique, il rappelle fort justement que nombre de salariés n'ont pas nécessairement conscience de travailler dans l'ESS¹⁷⁸, mais que peut-être aussi ces salariés n'ont pas d'autres choix. Ainsi en va-t-il, par exemple, des innombrables salariées de l'aide à domicile aux contrats précaires et à temps partiel. L'auteur conclut sur l'hypothèse que si don de travail il y a, il ne peut être le fait que des cadres, ou « *des professions les mieux représentées* » de l'ESS : l'impact du différentiel de salaire est le plus faible, et donc le plus supportable, et ce sont eux, eu égard à leur niveau de qualification qui ont le plus de choix en matière d'emploi. Mais ce choix est-il conscient, ou comme le suggère Matthieu Hély, résulte-t-il d'un rapport de domination ? La question n'est pas posée autrement par Maud Simonet¹⁷⁹ lorsqu'elle s'interroge elle-aussi : « *Faut-il alors parler d'un arbitrage rationnel entre travail et engagement comme le suggère la théorie économique ou convient-il plutôt d'envisager, sinon d'opposer des formes de « précarité choisie » et d'autres davantage subies ? Le travailleur associatif : figure précaire mais libre comme dans les*

¹⁷⁵ Citons rapidement les travaux de Matthieu Hély, portant sur le champ associatif, qui pointe effectivement des difficultés importantes dans la gestion sociale du salariat associatif et émet l'hypothèse d'un transfert vers l'ESS de la mise en œuvre des politiques publiques, transformant le travailleur associatif en « *salarié de droit privé au service de l'action publique* ». ¹⁷⁵ Hypothèse réfutée, on s'en doute, par les tenants d'une ESS militante.

¹⁷⁶ Matthieu Hély, *A travail égal salaire inégal*, op.cit.

¹⁷⁷ Matthieu Hély, idem p 128

¹⁷⁸ Ce que confirment de manière générale les enquêtes sur le sujet.

¹⁷⁹ Simonet Maud., op.cit.

travaux de Cingolani, ou héros malgré lui du Nouvel esprit du capitalisme, pour reprendre le titre de l'ouvrage de Boltanski et Chiappello ? ».

Toujours est-il qu'il semble bien exister, à l'instar du bénévolat, une forme d'engagement salarié qui s'opère au sein de l'ESS. Entre militantisme, part donnée à l'emploi et son salaire dans l'échelle des priorités personnelles, c'est la question des valeurs qui apparaît ici. Et plus largement, derrière elle, le sens que tout un chacun donne à la succession de *lignes brisées* que constitue son existence. La question est d'importance en ce qui nous occupe, puisqu'elle concerne essentiellement les cadres – cet ensemble vers lequel se destinent nos jeunes en cours de formation, mais aussi en ce qu'elle interroge le sens que peuvent donner à leur projet d'emploi ces mêmes jeunes. Sociologiquement, elle interroge la frontière tenue entre travail et hors-travail, et la dimension d'engagement comme vecteur de construction de l'identité professionnelle.

C. Les cadres de l'ESS, une « identité à réinventer » ?

Qu'il soit attaché ou non à des fonctions managériales, le cadre occupe une place à part dans l'organisation. Dans l'imaginaire capitalistique, il forme même une figure singulière, celle de celui qui « a réussi ». Est-ce pour cette raison, s'interroge Daniela Rodriguez¹⁸⁰ que la recherche a porté très peu d'attention à l'émergence de ceux-ci au sein de l'ESS durant le XXème siècle ? Toujours est-il que ce qu'on aperçoit de l'histoire des cadres de l'ESS est atypique, et se distingue singulièrement de celle des cadres de l'économie capitaliste.

Elle a notamment été marquée, au cours du XXème siècle par deux moments et semblent façonner des identités professionnelles différentes. Dans « *du militant au manager ? Les « nouveaux » cadres de l'Économie Sociale* »¹⁸¹, Gilles Lazuech et Fanny Darbus nous précisent cette transformation : « *Alors que la première génération de cadres, qui a pris ces fonctions dans les années 1970, se caractérise par de fortes pratiques et dispositions militantes, la seconde, qui apparaît deux décennies plus tard, présente des dispositions entrepreneuriales et gestionnaires nettement plus ancrées* »¹⁸²

Enquêtes à l'appui, les auteurs nous montrent effectivement que les premiers cadres qui émergent dans les années 60-70 sont pour l'essentiel d'anciens travailleurs du secteur, bénévoles ou salariés. Alors que l'ESS est jusque là gérée de façon « informelle » (sic), la professionnalisation et la salarisation qui s'opère va induire une transformation des modes

180 Daniela Rodriguez. *Événements marquants et (re)construction de sens des dirigeants de l'économie sociale*. Éducation. Conservatoire national des arts et métiers - CNAM, 2017.

181 Lazuech Gilles, Darbus Fanny, *Du militant au manager ? Les « nouveaux » cadres de l'économie sociale*, dans : Paul Bouffartigue éd., *Cadres, classes moyennes : vers l'éclatement*. Paris, Armand Colin, « Recherches », 2011, p. 76-86.

182 Lazuech Darbus, op cit p 77.

d'engagement. Division du travail faisant, les structures de l'ESS s'organisent dans un souci de rationalisation de leurs activités et désignent des cadres pour organiser l'activité. La primeur étant alors donnée à la lutte contre les injustices sociales, ce sont alors les « militants » qui formeront la première génération de cadres. Souvent poly-engagés, ces premières figures de cadres, issues des classes populaires ou des fractions inférieures des classes moyennes, sont souvent des militants de gauche ou d'extrême-gauche, encartés tant syndicalement que politiquement. Fortement politisés donc, leurs aspirations militantes influencent leurs choix professionnels, de carrière, mais également la façon dont ils conçoivent et mènent leur travail.

Dans les années 90, sous l'influence du « new management public », autrement dit de l'imposition par l'État de méthodes managériales permettant la mesure tangible de résultats¹⁸³, bornés temporellement et économiquement « efficaces », l'ESS tend à se banaliser, penchant vers un isomorphisme qui la rapproche de l'économie lucrative. Sous cette contrainte, les cadres sont alors plutôt recrutés pour leurs qualités gestionnaires ou managériales avant que pour leurs qualités militantes. Ce sont néanmoins dans un premier temps des professionnels en reconversion, issus du monde lucratif, habités par une aspiration à l'utilité sociale. Plus jeunes, plus diplômés aussi, leur arrivée dans l'ESS provoque des tensions. Entre *habitus militant* et *habitus gestionnaire*, la cohabitation n'est pas simple.

De plus, au sein de cette seconde génération, les auteurs distinguent encore deux courants. Alors que les deux sont dotés des mêmes savoirs professionnels, leurs représentations du métier se différencient : « *une partie partage l'idée que la mission sociale qu'ils ont à remplir est primordiale, tandis qu'un autre groupe est plus attiré par les performances économiques de ce secteur.* »¹⁸⁴

Ces deux tensions (« pionniers militants » vs nouveaux cadres et nouveaux cadres militants vs nouveaux cadres gestionnaires) ne sont pas sans incidence sur la construction de l'identité professionnelle des cadres de l'ESS : elles viennent mettre à mal ce qui singularisait les premiers cadres, sans définir clairement ce qui définit les nouveaux. Nous y reviendrons plus bas, mais il faut ici rappeler que l'identité professionnelle consiste tant dans l'identification de ce qui singularise un groupe que la représentation qu'il donne à voir à l'extérieur. Si nous adoptons la perspective de Claude Dubar¹⁸⁵, un ensemble de « Je » ne peut constituer un « Nous » que s'il se présente à « Autrui », et ce bien au-delà de la sphère

¹⁸³ Les politiques publiques passent alors d'un mode de subventions allouées au fonctionnement de la structure pour orienter vers des subventions par projet. L'idée étant de pouvoir mesurer ce que produit l'investissement – avec les dérives possibles quand on questionne ce que l'on doit mesurer. Cette transformation a bien sûr impacté l'ESS, via les subventions, mais aussi transformé de manière générale le service public en France.

¹⁸⁴ Lazuech, Darbus, op cit p 79.

¹⁸⁵ Dubar, Claude. *La Crise des Identités, l'interprétation d'une mutation*, op.cit.

professionnelle. Autrement dit, en matière d'identité professionnelle le « Nous » se construit dans un jeu de relations de pouvoirs au sein de la sphère professionnelle, mais n'existe que dans ce qu'il donne à voir à l'ensemble de la sphère sociale. Cette présentation rapide permet néanmoins de souligner l'importance de la représentation du groupe : une identité professionnelle se forge par les savoirs, mais tout autant par la représentation qu'elle entend donner d'elle-même à l'extérieur.

En ce qui concerne les cadres de l'ESS, sauf à s'inscrire en rupture totale avec le passé, il semble bien que l'identité professionnelle de ceux-ci doivent se dessiner dans une composition nouvelle entre militantisme et compétences gestionnaires. Militants *de* et *dans* leurs entreprises, ces nouveaux cadres préfigurent selon les auteurs une « figure nouvelle » : « *Tout se passe aujourd'hui [...] comme si ce travail de construction aboutissait à la figure sociale du manager-militant. Figure qui n'est ni celle du patron, [...] ni celle du cadre d'entreprise, qui sert un peu de repoussoir, ni celle du manager-bénévole qui ne correspond pas à l'identité sociale que souhaitent se donner des professionnels salariés. La figure du manager-militant ne renvoie pas à un ancien militant qui serait devenu manager, ni à un manager qui se mettrait au militantisme. C'est une figure sociale nouvelle qui serait façonnée entièrement par cette double appartenance* ». ¹⁸⁶

Si la crise des identités, voire des identités professionnelles, n'est pas spécifique aux travailleurs de l'ESS¹⁸⁷, il faut pourtant noter qu'elle s'articule ici autour de la question militante. Comment les jeunes, bientôt appelés à renouveler la main d'œuvre cadre de l'ESS vont-ils s'emparer de cette question ? L'appareil de formation leur permet d'entrer dans le monde professionnel dotés des savoirs et compétences nécessaires à l'exercice professionnel. La singularité militante, si elle doit persister dans l'identité professionnelle, n'appartient elle qu'à ces jeunes. Notre travail ne prétend pas pouvoir répondre à ce que sera demain l'identité professionnelle de ces jeunes. Pourtant, en mettant en exergue les représentations, valeurs et espérances de ces jeunes, il peut éventuellement en esquisser un premier croquis.

- **Conclusion de la deuxième partie**

Il serait difficile d'évoquer l'ESS sans faire mention du militantisme : dans ses personnages, dans son histoire, dans ses projets, dans son organisation, le militant semble s'insinuer partout. Sa naissance au moment des contestations contre le capitalisme n'est pas une coïncidence : l'ESS, alors économie sociale, s'organise et se pense à ses origines comme la

¹⁸⁶ Lazuech, Gilles. *Les cadres de l'économie sociale et solidaire : un nouvel entrepreneuriat ?*, *Formation emploi* [En ligne], 95 | juillet-septembre 2006, mis en ligne le 30 septembre 2008, consulté le 15 août 2019. URL : <http://journals.openedition.org/iepnomade-2.grenet.fr/formationemploi/2386> page 72.

¹⁸⁷ Voir Claude Dubar, notamment, sur la question.

déclinaison opérationnelle de la contestation du capitalisme. Déclinaison opérationnelle, mais réfléchi et conceptualisée, elle va ensuite devoir composer avec la réalité et les variations socio-historiques. C'est dans cette mise à l'épreuve du terrain qu'elle offre le plus à ses contradicteurs. C'est qu'entre composer et s'opposer, l'ESS a opté – parfois sous la contrainte - pour la composition, on le voit à travers son histoire. Pragmatisme ou renoncement ? Le fait d'avoir renoncé à la violence révolutionnaire la contraignait à la composition. C'est ainsi, que défendant la primauté de ses statuts, garants d'un nouvel ordre économique apaisé, on la voit s'allier à l'économie solidaire qui, bien que s'appuyant sur eux et notamment le statut associatif, les juge secondaires. L'alliance – au moins institutionnelle et sous l'arbitrage de la puissance publique– avec l'entrepreneuriat social semble elle plus contre-nature, et pourrait laisser penser à une défaite du projet économique et solidaire.

Ceci étant, les menaces qui pèsent sur l'ESS ne proviennent pas toutes de l'extérieur .En s'inscrivant dans la tradition qui veut que le travail soit le ciment de la société, de la solidarité organique, elle s'inscrit pleinement dans la logique salariale, un des piliers du système qu'elle semble contester. Ce qui une nouvelle fois, amène une mise à l'épreuve complexe que d'aucuns ne se privent pas de dénoncer.

Alors ? L'ESS est-elle une utopie qui a renoncé ? Rien n'est moins sûr. L'histoire nous montre aussi qu'elle a su réactualiser ses principes, pour proposer toujours de nouvelles façons de répondre aux enjeux socio-économiques. Elle reste essentiellement un laboratoire social qui expérimente chaque jour , dans le succès comme dans l'échec ; mais toujours dans l'adversité. Dire « *qu'elle n'existe pas* », ou qu'elle ne serait qu'un concept serait un non-sens. Si elle est bien un ensemble très hétérogène, et qu'elle s'offre parfois facilement à la critique, elle représente bien une réalité économique autant que sociale établie depuis plus de deux siècles dans notre pays. .Mais, objet en mutation constante, elle se présente comme un objet difficile à saisir.

Force est pourtant de constater qu'elle réencastre le marché dans la société, et par là réinvente des espaces démocratiques. Reste que pour les militants, si elle se propose comme un espace des possibles, son discours est cependant peu audible, du fait des contradictions qu'amène la mise à l'épreuve, mais également d'une disparité dans les voix qui assurent sa promotion. De fait, le pouvoir de transformation sociale qu'elle est convaincue de porter ne rencontre pas d'écho, ou si faible, dans les rapports qu'elle entretient avec la puissance publique, la société civile ou le monde économique. Pourtant, elle reste bien un terrain d'accueil possible pour qui entend militer pour la transformation sociale, voire environnementale. Entre fonction réparatrice, transformation de l'ordre économique et social, même si elle reste inexorablement marginalisée, l'ESS offre bien une pluralité militante.

Encore faut-il y voir clair dans ce qu'elle propose. Les jeunes que nous avons rencontré sont, de par leur formation, initiés à la sémantique et au « sens caché » de cette économie. Les possibilités sont nombreuses, entre *faire sa part*, comme le colibri, ou modifier structurellement l'organisation économique générale. Allons voir si et comment elles répondent à cet appel. Pour le dire autrement, allons vérifier si ces propositions peuvent présenter une possible voie pour construire la cohérence nécessaire à l'existence à ces jeunes venus, de leur plein gré, la découvrir.

PARTIE III. LE TEMPS DES ÉTUDES, LE SENS EN CONSTRUCTION.

Au regard de ce que nous venons de développer, il apparaît qu'en matière militante, l'Économie Sociale et Solidaire telle qu'elle s'offre à voir aujourd'hui puisse présenter quelques attraits. Offrant des objectifs généraux à atteindre divers autant dans leurs formes que dans l'idéal qui les sous-tend, elle permet à chacun de prendre position dans sa relation à la question sociale. Par ailleurs, le concept d'engagement semble constitutif de l'ESS : *double-qualité, volontariat et adhésion* relèvent du même registre sémantique. Il existe bien des formats pour qui veut s'engager : bénévolat, bien évidemment, simple adhésion ou encore choix de la voie de l'emploi, sous ses formes salariale ou entrepreneuriale. La question salariale, elle, reste cependant plus complexe. Notons, pour le moment qu'il est tout à fait possible d'opter pour un emploi au sein de l'ESS sans avoir de visée militante.

Au moment où nous rencontrons ces jeunes, ils sont en passe d'achever leur formation initiale et s'appêtent à faire « le grand saut » vers le monde professionnel ; la question de leur devenir immédiat est donc prégnante. Exercice périlleux, encore une fois car dans un monde perçu comme porteur plus de menaces que de promesses, qui serait « *assez prétentieux pour oser dire aujourd'hui de quoi demain sera fait* » ? ¹⁸⁸ Au vu de l'instant biographique qu'ils sont en train de vivre, la question taraude pourtant ces jeunes.

Notre recherche reste cependant centrée sur l'hypothèse militante. Les réponses que nous allons pouvoir obtenir, si elles présentent une grande diversité, font également apparaître un fil conducteur ; il s'agit pour ces jeunes de « construire du sens », dans un monde marqué par la *montée des incertitudes* .

¹⁸⁸ Castel Robert, *Grand résumé de La Montée des incertitudes. Travail, protections, statut de l'individu*, Paris, Éditions du Seuil, La couleur des idées, 2009 », *SociologieS*

LE DISPOSITIF D'ENQUÊTE.

Afin de mener nos investigations, nous avons élaboré un dispositif d'enquête¹⁸⁹, fondé sur un échantillon que nous souhaitons représentatif des jeunes suivant une formation initiale en Économie Sociale et Solidaire au sein de l'Enseignement Supérieur. Pour des raisons pratiques de proximité – nous souhaitons pouvoir rencontrer ces jeunes -, nous avons volontairement restreint notre champ d'étude au périmètre Rhône-Alpin. Nous avons donc sollicité les responsables de six centres de formation susceptibles de nous mettre en relation avec ces jeunes. Onze jeunes ont accepté de répondre à notre sollicitation, qui était présentée comme suit par voie de mail :

« Bonjour,

Dans le cadre d'un travail de recherche que je mène au sein du M2 ESS de l'IEP de Grenoble, je cherche à cerner les facteurs qui amènent des étudiants à se former en ESS.

Pourquoi avez-vous choisi cette filière, qu'est-ce qui vous y amène, qu'est-ce que vous en attendez ?

Pour répondre à cette question, le plus simple est de m'adresser à vous directement. J'aimerais donc pouvoir échanger avec vous lors d'un entretien (une heure environ). S'il est utile à mon travail de recherche, cet entretien peut aussi constituer pour vous un moment privilégié pour échanger et réfléchir à ces questions.

Vous êtes intéressé(e) ? Contactez-moi par mail ou par téléphone , nous conviendrons d'un rendez-vous.

Merci à vous par avance »

Afin de ne pas induire ou orienter la nature des réponses comme des répondants, la constitution de l'échantillon s'est faite sans faire mention des questions militantes. La question en chapeau était donc « *pourquoi avoir choisi de vous former en ESS ?* ». C'est lors de l'entretien qu'a été abordé la question militante. Nous l'avons structuré autour des trois thématiques suivantes : le choix de formation en ESS, le projet d'emploi et l'ESS comme espace de militantisme. Il s'articulait donc essentiellement autour de quatre questions :

- ✓ « *Racontez-moi votre parcours, d'où vous venez, ce qui vous a amené ici aujourd'hui* » ?
- ✓ « *Pourquoi ce choix de l'ESS ?* »
- ✓ « *Professionnellement, quels sont vos projets à court/moyen/long terme ?* »
- ✓ « *Quelle place au militantisme selon vous ?* »

¹⁸⁹ Nous en présentons ici les grandes caractéristiques. L'intégralité est annexée au présent travail.

La méthode que nous avons retenue est celle de *l'entretien compréhensif* tel que peut le théoriser Jean-Claude Kaufmann¹⁹⁰. Compréhensif, au sens où il amène l'audité à questionner l'articulation entre son passé, sa jeunesse, le choix de formation particulier, ses représentations de l'avenir proche et enfin la perspective militante. Compréhensif également parce qu'il donne à comprendre à celui qui enquête, et suppose donc que celui-ci ne se pose pas en « sachant ». Par un jeu de questions de relance, le plus ouvertes possible, il s'agissait d'amener les jeunes à étudier la possibilité d'un lien de causalité entre leur passé et le choix de formation, comme avec une préoccupation militante et le choix de l'ESS. L'entretien compréhensif a ceci de particulier qu'il provoque la mise en abyme, la réflexivité chez l'audité. On assiste alors au « sens en construction », ce qui ne va pas sans produire d'apparentes contradictions dans la narration. Comme le dit Minna, 23 ans, en master 2 : « *C'est hyper contradictoire ce que je te dis, je sais pas comment tu vas faire pour démêler* ». Tentons tout de même.

- **L'échantillon**¹⁹¹.

Au total, treize jeunes répondront positivement. Deux d'entre eux resteront injoignables, faute de disponibilité – et de la contrainte temporelle affectée à l'exercice de recherche. Ce seront donc onze entretiens qui auront été menés, avec neuf étudiantes et deux étudiants. Tous seront enregistrés et retranscrits, anonymisés par la transformation de leur prénom, avec l'accord des intéressés. Ceux-ci sont âgés de 20 à 26 ans. Tous suivent alors leur formation sur le bassin grenoblois, et sont au moment où je les rencontre en master 1 pour deux d'entre eux, en master 2 pour les neuf autres. A noter, les appellations des formations qu'ils suivent peuvent renvoyer à une formation en Économie Sociale ou en Économie Sociale et Solidaire, ce qui nous l'avons vu, n'est pas neutre quand on aborde le sujet. Pour autant, dans un souci de laisser le champ le plus vaste possible aux réflexions de ces jeunes, nous avons volontairement employé le vocable « ESS » dans chacun des entretiens. Ce qui nous permettait également de saisir leur propre acception de l'ensemble. Enfin, l'intégralité des entretiens a été menée sur la période février-avril 2019. Ils ont duré une heure en moyenne chacun.

¹⁹⁰ Jean-Claude Kaufmann, *l'entretien compréhensif*, op.cit.

¹⁹¹ Voir dans notre introduction ; notre ambition était initialement d'interroger des jeunes en formation ou dans leur premier emploi, sur le territoire Rhône-Alpin. Nous n'avons reçu aucun retour hors de l'agglomération grenobloise, et les deux salariés ont été indisponibles. Au final, notre échantillon est donc composé uniquement d'étudiants, et uniquement sur le même territoire.

Sur le plan sociodémographique, les répondants se caractérisent comme suit :

Individu	Formation	Age	Sexe	Parents et origines sociales	Origine géographique	Sphère familiale politisée ?	Parents Séparés ?
Sophie	Master 1	24 ans	F	Père Cadre dans le Génie industriel, mère aide soignante	Rhône-Alpes	Oui, plutôt à droite	Non
Jeanne	Master 2	24 ans	F	Père et mère dans la recherche scientifique	États-Unis, Ile-de-France et Languedoc Roussillon	Non	Non
Emilie	Master 2	26 ans	F	Père cadre dans la Grande Distribution, mère au foyer	Bourgogne, puis nombreux déménagements	Non	Non
Lola	Master 2	23 ans	F	Mère Cadre en Mission Locale, père artisan dans le BTP	Rhône-Alpes	Oui, plutôt à gauche	Non
Minna	Master 2	23 ans	F	Père directeur d'une chaîne de magasins, mère enseignante au collège.	Rhône-Alpes	Non	Non
Clémentine	Master 1	20 ans	F	Père contremaître dans le secteur industriel, mère aide-soignante.	Rhône-Alpes	Oui, plutôt à droite	Non
Damien	Master 2	23 ans	H	Père Ingénieur de recherche, mère cadre de la Fonction Publique Territoriale	Rhône-Alpes	Oui, plutôt à gauche	Non
Charlotte	Master 2	22 ans	F	Père ingénieur informatique, mère infirmière.	Rhône-Alpes	Non	Non
Lou	Master 2	23 ans	F	Père ingénieur informatique, mère médecin.	Normandie	Non	Non
Thomas	Master 2	23 ans	H	Père ingénieur informatique, mère directrice de crèche.	Ile-de-France et PACA	Oui, plutôt à gauche	Oui
Louise	Master 2	24 ans	F	Père et mère animateurs socio-culturel.	Rhône-Alpes	Oui, plutôt à gauche	Oui

Dans leur grande majorité, ces jeunes sont donc issus des catégories socioprofessionnelles « moyenne supérieure » ou « supérieure ». Il faut cependant probablement voir une corrélation avec le fait que sur ces onze jeunes, neuf suivent la formation au sein d'une « grande école », l'Institut d'Études Politiques de Grenoble, tandis que les deux autres sont dans le milieu universitaire plus classique.

La forte féminisation de l'échantillon semble elle représentative des effectifs étudiants en Économie Sociale ou Solidaire, et plus largement des effectifs salariés de l'ESS.

Géographiquement, à l'exception de deux individus, ces jeunes n'ont pas eu à vivre de mobilité géographique forte ou fréquente, et en tous les cas ne les présentent pas comme éprouvantes. L'arrivée sur le bassin grenoblois est pour l'essentiel le fait des études et est de manière générale vécue plutôt comme plaisant.

Enfin, si la grande majorité est entourée d'un cercle familial stable, c'est-à-dire de parents toujours unis, cinq d'entre eux ne le considère pas particulièrement politisé, tandis que quatre d'entre eux identifient le cercle familial « plutôt à gauche », et deux « plutôt à droite ».

- **Premiers résultats, aspects quantitatifs**

En nous situant toujours sur le plan quantitatif, nous pouvons faire ressortir quelques généralités. Elles ne prétendent pas réduire les positionnements ou discours des audités ; nous l'avons dit l'entretien est un moment de construction du sens, et non son aboutissement. Par ailleurs, ces jeunes s'expriment à un moment donné, dans un contexte et une situation données : il est probable qu'une nouvelle interrogation aujourd'hui amènerait nécessairement des écarts avec ce qui apparaît alors. Il ressort néanmoins de ces onze entretiens, *toute chose égale par ailleurs* que parmi ces jeunes :

- 5 ont cherché à se former en ESS de façon consciente et volontariste
- 6 ont été « invités » à se former en ESS, *via* une opportunité ou une rencontre

- 4 se projettent à long terme dans un emploi au sein de l'ESS
- 4 sont encore indéterminés, sans exclure l'ESS
- 3 se projettent ailleurs que dans un emploi au sein de l'ESS

Par avoir « cherché à se former de façon consciente et volontariste », nous souhaitons traduire le fait que pour cinq d'entre eux, le choix a été fait dans le sens « je voudrais être plus compétent en matière d'ESS », alors que ceux que nous appelons « invités » à se former se trouvaient face à la nécessité de choisir une spécialisation, et que l'ESS leur a paru une façon de répondre à cette nécessité. Nous y reviendrons, cette distinction peut traduire un positionnement différent sur l'échelle de l'engagement du jeune ; tous n'en sont pas aux mêmes étapes sur le chemin qu'ils sont en train de prendre.

Les projections dans l'emploi font elles apparaître que le choix de formation ne semble pas enfermer le jeune dans un choix corrélé de carrière. Par ailleurs, pour plus de la moitié d'entre eux, ce choix de formation est plus le fruit d'une opportunité qui s'est présentée que d'un acte délibéré et volontaire de se former dans le secteur.

Sur les perceptions de l'ESS, nous avons voulu explorer la façon dont ces jeunes se représentaient le secteur, tant en termes d'emploi que d'engagement. Leurs perceptions se déclinent comme tel :

- L'ESS comme facteur de transformation sociale : 4
- L'ESS comme moyen de réparer, aider les « fragiles » : 4
- L'ESS pour « réenchanter le travail » : 2
- Ne sait pas répondre : 1

Ces résultats nous confirment que, formation faisant, l'ensemble des jeunes perçoivent bien les différentes options que peut proposer l'ESS telle que nous l'avons décrite précédemment. Toutefois, en reprenant les mêmes items, si la question est cette fois de savoir dans « quelle ESS » se projeter pour y travailler, les réponses diffèrent :

S'il faut se projeter dans l'emploi au sein de l'ESS¹⁹², ce sera pour :

- L'ESS comme moyen de transformation sociale : 3
- L'ESS comme moyen de réparer, aider les « fragiles » : 5
- L'ESS pour « réenchanter le travail » : 0
- Indéterminé : 3
- Se projette hors-ESS : 3

Enfin toujours sur la perception de l'ESS, à la question de savoir si on peut considérer l'ESS comme un espace de militantisme, la réponse est sans équivoque : ils répondent unanimement oui. Avec, nous le verrons, une certaine réticence à l'emploi du terme, auquel ils préfèrent « engagement ». Pour tous cependant, l'ESS est une économie, si ce n'est militante, engagée.

Par contre, quand la question de leur propre militantisme est posée, si quatre d'entre eux se positionne comme militant ou engagé, les sept autres restent indécis, semblant en difficulté avec la question, voire refusant de se prononcer. Nous le verrons plus bas, l'attribut militant est polémique, tout autant que l'affiliation à un groupe militant.

Enfin, lorsqu'on examine les pratiques d'engagement déjà à l'œuvre, l'engagement est déjà présent dans la vie des ces jeunes :

- Actuellement engagé dans une organisation : 4
 - Dont parti politique ou syndicat : 1
- A déjà été engagé dans une ou plusieurs organisations : 10

Que dire de ces premiers résultats quantitatifs ? Ils nous montrent des jeunes bien informés de ce qu'est l'ESS, ayant choisi de former par volontarisme ou en ayant saisi une opportunité qui se présentait, et pour la plupart ayant déjà une expérience de l'engagement, associatif pour l'essentiel. Issus dans leur majorité de milieux favorisés, ils n'expriment pas de difficulté ou de vulnérabilité liées aux origines sociales, familiales ou géographiques. Sont-ils arrivés là par hasard, indépendamment de leurs origines familiales ? C'est peu probable. Il faut noter que bien de classes favorisées, on trouve souvent dans la sphère familiale ou une proximité avec la fonction publique, ou avec le secteur soignant, social ou sanitaire. Par ailleurs, deux ont suivi une formation sanitaire et sociale avant de rentrer en master, et trois mettent dans leur perspectives professionnelles la possibilité d'un emploi « public »¹⁹³ Ces éléments viennent corroborer, en partie, les hypothèses de Fanny Darbus et Matthieu Hély qui dans leur étude sur les représentations de l'emploi en ESS pointent une proximité avec

¹⁹² Le nombre de réponses est supérieur à onze, du fait de la possibilité de se projeter sur plusieurs hypothèses.

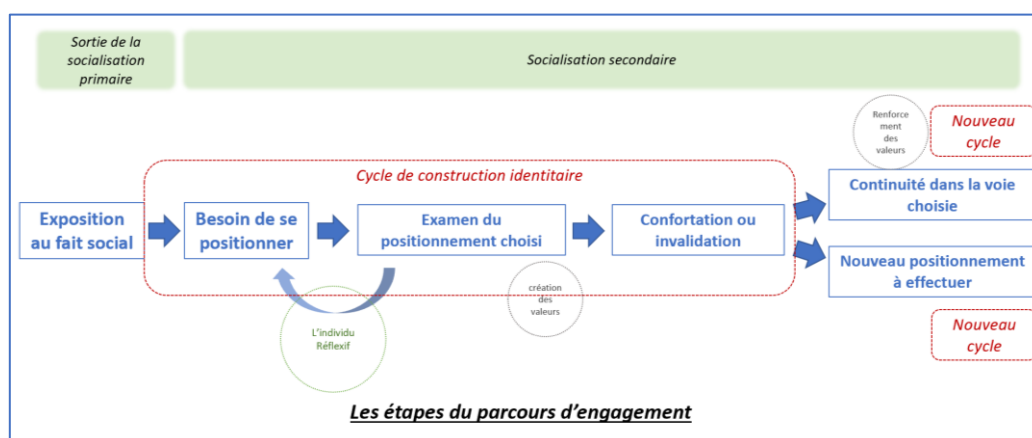
¹⁹³ Voir tableau en annexe

les valeurs du secteur public¹⁹⁴. Pour autant, il faut noter que deux des onze jeunes ont suivi un parcours de formation « techniques de commercialisation » avant de rejoindre l'ESS.

Sur le registre de l'engagement, le taux de jeunes ayant déjà rejoint une organisation est possiblement à tempérer : si les motivations sont nombreuses, il semble que, dans le cadre des formations dans lesquelles ils se sont engagés, l'expérience associative soit un critère si ce n'est de sélection, *a minima* de valorisation du CV, permettant la différenciation dans la longue liste des candidats. Pour autant, l'examen qualitatif nous le confirmera, ces expériences, qu'elles soient volontaires ou imposées, permettent d'initier ce que nous appellerons un « parcours de l'engagement ». Au moment des entretiens, chacun de ces jeunes est à un état d'avancée différent sur ce parcours, et pour certains l'hypothèse d'en sortir se dessine. Dans tous les cas, au regard de notre question, chacun des positionnements doit retenir toute notre attention.

I. UN CHEMINEMENT VERS L'ENGAGEMENT ?

Nous l'avons vu avec Olivier Fillieule comme avec Howard Becker, qu'ils soient militants ou non les parcours de vie gagnent à être regardés comme des processus, des successions de périodes qui se définissent et s'alimentent rétroactivement. Il s'agit pour l'individu de « donner du sens », dans les deux acceptions du terme, à chaque étape de la vie : expliquer et orienter, pour assurer un continuum cohérent à son existence. Dans la perspective qui est la nôtre, ce qui va nous permettre de définir la qualité militante est le caractère répété, la persévérance, dans les options militantes. On peut représenter ainsi, de façon schématique les différentes étapes de ces parcours, qui viennent toucher à d'autres enjeux (que nous matérialisons ici par les cercles pointillés) :



¹⁹⁴ Darbus, F. & Hély, M. (2010). *Travailler dans l'ESS : aspirations, représentations et dispositions : Une étude auprès des adhérents de l'association Ressources solidaires*. Revue internationale de l'économie sociale, (317), 68–86.

Pour comprendre ou cerner le caractère militant du choix de formation, il faut donc se pencher sur ce qui fonde ce choix, le besoin de se positionner, ce qui permet de l'examiner ensuite et enfin ce qui vient le conforter, ou au contraire l'invalider. Pour, dans la perspective qui est la nôtre, les confronter à l'idéal-type que nous avons défini.

Rappelons-le, « *le recours aux entretiens biographiques permet, au-delà de la pétition de principe, de mettre en œuvre une conception du militantisme comme processus. Autrement dit, de travailler ensemble les questions des prédispositions au militantisme, du passage à l'acte, des formes différenciées et variables dans le temps prises par l'engagement, de la multiplicité des engagements le long du cycle de vie et de la rétraction ou extension des engagements* »¹⁹⁵ Par ailleurs, notre travail ne saurait épuiser tous les aspects du fait militant : il entend plus simplement comprendre le sens que ces jeunes, lorsqu'ils s'engagent, donnent subjectivement à leur engagement.

Dans le cas qui nous occupe, l'exposition au social est la résultante de la sortie de la socialisation primaire. Sorti des sphères familiales et intimes de la socialisation primaire, l'individu se trouve confronté au monde et découvre « l'altérité » ; il entre par ailleurs dans une période particulière, le temps des études, espace de socialisation singulier. Commence alors le véritable travail de construction identitaire.

A. Construction identitaire chez les étudiants, de quoi parle-t'on ?

La question de l'identité sociale est encore relativement nouvelle, comme le souligne Jean-Claude Kaufmann¹⁹⁶ : elle apparaît dans les années 1950-1960, conjointement à l'entrée dans la *seconde modernité*. L'effondrement des grandes institutions qui caractérisaient les individus et leur conféraient une forme identitaire (par la profession, par la famille, par le statut social) voit ces trois ensembles progressivement éclater. Le phénomène induit de nouveaux questionnements. Ne pouvant plus, dans ce que Robert Castel nomme un monde de désaffiliés¹⁹⁷, se définir par son statut et l'appartenance à un groupe constitué, l'individu doit désormais œuvrer à la construction de son identité. D'abord parce que c'est elle qui le définit pour Soi, ensuite parce qu'elle lui permet de rejoindre, même de façon éphémère, un groupe d'appartenance, et enfin parce que c'est elle qui le définit pour Autrui, et donc induit la reconnaissance¹⁹⁸. La quête de sens devient donc incontournable, et provoque dans le

¹⁹⁵ Fillieule Olivier, Mayer Nonna, *Devenirs militants. Introduction, Revue française de science politique*, 2001/1 (Vol. 51), p. 19-25. p 5

¹⁹⁶ Kaufmann, Jean-Claude. *L'identité*, dans Joyce Aïn éd., *Identités*. Toulouse, ERES, « Hors collection », 2009, p. 55-63.

¹⁹⁷ Castel, Robert. *Les métamorphoses de la question sociale*, 1995, Gallimard.

¹⁹⁸ La seconde modernité *n'efface* pas la société, et donc pas plus les liens sociaux : ils se reconfigurent. La question de la reconnaissance reste donc entière, même dans un monde désaffilié.

même temps un accroissement de la réflexivité : l'individu , dans une tentative de se saisir, se penche assidûment sur lui-même¹⁹⁹.

Cette « quête de sens » est éminemment complexe ; l'individu moderne évolue dans des espaces collectifs variés (diversité des emplois, de l'hors emploi, des familles possiblement et ici, études) qui offrent des supports identitaires eux-mêmes variants. Ceux-ci peuvent ou non offrir une reconnaissance, une valorisation à l'individu qui vient les approcher. La chose n'est cependant pas sans conséquence. Si l'émancipation de l'individu des grands ensembles identitaires lui offre des champs des possibles conséquents, elle lui confère de fait une plus grande autonomie. Se faisant, elle fait reposer la responsabilité de la construction identitaire sur l'individu et sur l'individu seul. En capacité de revendiquer ses réussites, l'individu devient donc également responsable de ses échecs. Or, dans un paysage caractérisé depuis mai 68 par le droit à l'épanouissement, ce droit devient aussi un devoir²⁰⁰, car marqueur de *réussite*. Dans une société du risque, ou de *montée des Incertitudes*²⁰¹, l'injonction à la réussite et à l'épanouissement – quoiqu'on mette derrière ces mots – deviennent possiblement des fardeaux pesants. A l'heure où le leitmotiv est « sois toi-même », la *fatigue d'être soi*²⁰² peut tout aussi bien apparaître. L'individu « autonome », ou *singulier* pour reprendre le terme de Jacques Ion, est en fait un individu « *en devoir vis-à-vis de soi* »²⁰³, et notamment celui de façonner lui-même sa propre identité.

La recherche est évidemment prolixes sur le sujet, tant sur la question du risque que de l'identité. Ce qui nous intéresse ici, c'est la manière dont ces jeunes façonnent leur identité, et si la caractéristique militante peut en être une composante²⁰⁴, voire pourquoi pas une option choisie pour répondre aux menaces perçues au sein de la nouvelle société.

¹⁹⁹ Ce que dit autrement Jacques Ion, dans *S'engager dans une société d'individu*, p. 40 « S'agissant des individus, la réflexivité tend d'autant à se développer que leurs définitions en termes d'appartenance et de statut deviennent plus lâches. Quand les cadres de socialisation se trouvent eux-mêmes interrogés, quand la place de chacun dans le monde social est moins assurée, le flux d'informations permanent sur les conduites de ses semblables, mais aussi l'auto-analyse, deviennent des éléments importants de la vie personnelle. De même que la société se pense en temps réel, l'individu singulier est conduit à penser ses propres pratiques dans le cours même de l'action. Charles Taylor, tout comme Ulrich Beck qui parle d'« individualisme réflexif », font de la réflexivité la caractéristique même de l'individu contemporain. Ce dernier est soumis à un travail permanent de construction de sens. L'élaboration de soi suppose un questionnement incessant, qui était hier l'apanage des propres pratiques et les intégrer dans une visée de réalisation de soi . Cette dimension identitaire est évidemment une donnée importante de l'engagement individuel ».

²⁰⁰ Nous nous appuyons ici sur les travaux de Thoury, Claire *L'engagement étudiant dans un monde d'individualisation : construction identitaire et parcours politiques*. Sociologie. Université Sorbonne Paris Cité, 2017.

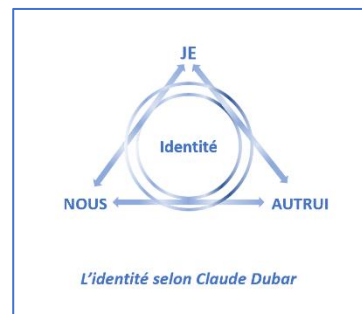
²⁰¹ Beck, Ulrich, *La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*, Aubier, 2001

²⁰² Nous empruntons la formule au titre de l'ouvrage d'Alain Ehrenberg – *La fatigue d'être soi : dépression et société* – Paris, Odile Jacob, 1998, 318 pages.

²⁰³ Formule empruntée ici à Ulrich Beck, op.cit, p.211

²⁰⁴ On peut aussi noter que les identités sociales que façonnent ces jeunes, les « JE » au sens dubarien, vont influencer sur la construction de l'identité professionnelle de l'ESS, les « Nous ». Notre recherche n'ira pas beaucoup plus loin sur ces réflexions.

Concernant l'identité, retenons les apports de Claude Dubar, qui en posant le sujet autour d'un triptyque « JE – NOUS - AUTRUI » met l'accent sur l'articulation entre la reconnaissance des savoirs et compétences²⁰⁵ et l'image de soi. Pour le dire autrement, la définition identitaire chez Dubar se joue dans l'articulation d'un « JE », tel que je me représente à moi-même, avec un « NOUS », l'espace collectif auquel j'appartiens à l'instant, qui vient se confronter à « AUTRUI », *le reste du monde* et ce qu'il me renvoie en termes de reconnaissance. L'identité est ici comprise dans ses deux acceptions : identité au sens de ce qui me singularise, donc me différencie des autres, mais identité également au sens de ce qui est commun, identique, à un « Nous ».



Ainsi, pour Dubar, la construction de l'identité ne peut se faire que dans des interactions sociales multi-spatiales: l'identité qu'il nomme « sociétaire », par opposition à la forme « communautaire » qui prévalait, suppose « *l'existence de collectifs multiples, variables, éphémères auxquels les individus adhèrent pour des périodes limitées et qui leur fournissent des ressources d'identification qu'ils gèrent de manière diverse et provisoire* »²⁰⁶ Dans un monde en réseaux, l'identité se forge nécessairement elle aussi en réseaux. Cette « quête identitaire » expose bien entendu l'individu à la vulnérabilité, entendue comme l'état d'instabilité entre deux statuts, empêchant la reconnaissance : la construction identitaire est une nécessité. Il s'agit désormais de la travailler, de la façonner et en quelque sorte de produire les efforts pour être *digne de reconnaissance*. Ce qui impose, nous l'avons dit, angoisse et/ou peur de l'échec, mais également pour ce qui concerne nos jeunes, des arbitrages, ou plus précisément des « transactions » avec soi-même pour en sortir: il faut donc sans cesse opérer des choix. Les deux principales « transactions » qui nous occupent tournent autour de la question de l'insertion professionnelle. Entre s'engager dans une voie « marginale » ou, fort de sa réussite scolaire, assurer sa réussite professionnelle, que choisir ? Entre œuvrer à l'intérêt général et travailler à répondre à l'injonction dominante d'inspiration capitaliste qui veut que, pour reprendre Claude Dubar, l'individu « gère ses formations et ses périodes de travail selon une logique entrepreneuriale de maximisation de soi »²⁰⁷ ? Comment articuler, alors qu'on suit une formation intégrant la question sociale, la construction identitaire et des dispositions politiques ?

Cette préoccupation identitaire transparait de manière forte dans les entretiens . Qu'ils interrogent l'individu (eux-mêmes), l'école comme groupe social, l'ESS ou encore le « monde » du travail, les jeunes semblent dans l'expectative. A l'exception semble-t-il de

²⁰⁵ s'inscrivant ici dans la continuité des travaux de Renaud Sainsaulieu

²⁰⁶ Dubar, *la crise des identités*, p 5

²⁰⁷ *Idem*, p. 127

Damien, 23 ans, qui revendique son identité communiste, ou de Émilie, 26 ans, qui en s'appuyant sur ses nombreuses années de bénévolat associatif semble se reconnaître dans ce qu'elle nomme « *la famille ESS* », la reconnaissance dans un groupe d'affiliation ou par Autrui n'est pas acquise. Ce qui semble logique dans cet état intermédiaire que constitue le temps des études. L'exposition à Autrui n'est pas faite. C'est ce que traduit notamment l'emploi des termes « *bulle* » ou « *dans mon monde* » qui marque non seulement un hermétisme mais également un caractère protecteur, ou pour le moins apaisé. Ainsi Émilie, évoquant l'avant et le pendant de ses études, mentionne-t-elle le passage d'une bulle à une autre : « *J'étais dans cette bulle et j'ai absolument rien fait d'autre. Maintenant je suis dans ma bulle Sciences Po, et ça me va bien* ».

Ces jeunes ne sont pourtant pas dénués d'identité sociale au moment où nous les rencontrons : sans surprise, l'identité étudiante est même fortement affichée. Celle-ci se caractérise en premier lieu par l'appartenance au groupe « étudiant », espace de socialisation s'il en est, au sein duquel le jeune, quittant la sphère familiale mais restant connectée à celle-ci peut expérimenter, découvrir et explorer le champ des possibles. En ce sens, le temps des études est un temps particulièrement propice à l'engagement. Nous le confirmer, si besoin était, que neuf sur onze des étudiants ont vécu leur première expérience d'engagement ²⁰⁸ dans ce laps de temps étudiant, et pas avant. Comme le raconte Clémentine, 20 ans, avant l'entrée dans le monde étudiant, la question sociale ne la préoccupait « *pas du tout, mais alors pas du tout, je m'en fichais un peu, j'étais plus concentrée sur mes études. Je voulais avoir quelque chose qui me plaisait et partir de chez moi, afin de prendre mon indépendance* ». Louise, 24 ans, bien qu'issue d'une sphère familiale militante, ne s'est pas posée la question non plus « *J'ai passé mon enfance dans les manifestations. J'ai baigné dans le moule militantisme, associatif, sans jamais me poser pour y réfléchir, jusqu'à ce que j'entame mes études* ». Le temps des études est bien celui de l'entrée dans la réflexivité. Pourtant, période entre l'école et l'entrée dans la vie active, il est nécessairement borné dans le temps, et ne peut produire une identité sociale sur la longueur. De surcroît, marqueur d'un manque d'expérience – de vie comme professionnelle – il vient mettre à mal ce que les jeunes nomment leur légitimité. « *Je ne me sentais pas légitime* », « *je ne suis pas légitime* », « *trop jeune pour avoir mes propres opinions* » reviennent fréquemment dans les entretiens. Il s'agit donc, pour les étudiants, de continuer à chercher la construction *ad hoc* de leur propre identité qui leur confèrera la légitimité en tant qu'individu positionné dans le champ social, et par là, la reconnaissance des pairs et d'Autrui. Car comme le souligne Jacques Ion, dans un monde désaffilié, « *cette*

²⁰⁸ Sous forme de bénévolat ou de service civique, voire année de césure engagée. Nous excluons ici les stages, qui obéissent à d'autres objectifs et motivations.

indétermination propre à l'individu singulier donne une acuité nouvelle à la question de la reconnaissance »²⁰⁹

B. Des prédispositions à l'engagement ?

La totalité des onze jeunes témoigne, lorsqu'on l'évoque, d'un sentiment de « révolte », ou d'indignation face à la situation du monde. On peut s'interroger sur ce qui peut bien amener ces jeunes à, pour reprendre les termes de notre idéal-type, « *juger la situation insatisfaisante* » ? Sont-ils, par nature, plus que les autres sensibles aux injustices du monde ? Existents-ils des prédispositions à l'engagement ?

La question, parce qu'elle peut apporter à la compréhension du fait militant, a été systématiquement abordée lors des entretiens. L'ensemble des réponses est assez déroutant de prime abord : la sensibilité à l'injustice sociale est, pour tous, naturelle. Elle ne trouve, *a priori*, pas d'explication rationnelle et s'inscrirait plutôt dans un rapport au monde purement affectif. Ainsi Clémentine, sensible aux questions féministes et écologiques : « *Je pourrai pas expliquer... L'égalité entre les sexes est juste indispensable, elle touche 50 % de la population, il faut une évolution dans ce sens là* » ; Lola, 23 ans, lorsque nous abordons le sujet : « *je ne saurais pas te dire pourquoi c'est des sujets qui me touchent la discrimination, le racisme ça peut être quand même... c'est des sujets assez révoltants c'est un peu basique ce que je te dis mais voilà* » ou encore Jeanne 24 ans : « *ça a toujours été dans ma personnalité, mais je ne sais pas l'expliquer. Aider les autres, les aider dans leur cheminement de leurs vies, participer à leur rétablissement, c'est pas le bon terme, aider à ce qu'ils soient mieux dans leurs vies, il y a pas de raison ou d'évènement particulier pour expliquer ça* ».

Cette sensibilité sociale serait donc spontanée ? Nous allons voir que bien évidemment certains facteurs viennent favoriser son émergence. Mais ce qui nous paraît intéressant dans cette inclinaison à poser une « règle naturelle », c'est bien l'affichage qui en est fait : dans la période qui est la leur, ces jeunes construisent leur propre identité, leur propre perception de soi. Ils se décrivent donc comme « naturellement » sensibles à la situation sociale puisque c'est une des constituantes de l'identité qu'ils sont en train de forger. Leur lecture de la réalité sociale s'ancre alors avant tout dans l'affect.

En creusant un peu plus lors des entretiens, il apparaît cependant qu'une typologie de facteurs vienne permettre la « sensibilisation à la question sociale » : nous en dénombrons trois. L'influence familiale, la sphère amicale et enfin ce que nous appellerons la rencontre de l'Altérité. Il faut préciser ici que, *seconde modernité* faisant, nous pensons pouvoir

²⁰⁹ Ion, Jacques. *S'engager dans une société d'individus*, Armand Colin, 2012, p89

évacuer l'hypothèse d'un déterminisme social ou familial : qu'ils soient issus de milieux favorisés ou non, rien ne prédestine ces jeunes à s'engager ou pas ²¹⁰. C'est bien ailleurs qu'il faut aller chercher la sensibilité et surtout le lien qu'elle peut avoir avec l'engagement.

Ne négligeons pas les facteurs psychosociaux : le poids de l'histoire familiale notamment joue bien dans la transmission de valeurs, mais peut s'opérer tant dans un souci de filiation que dans celui d'une différenciation, voire d'une indifférence. La transmission des valeurs par la famille a perdu du poids avec l'affaiblissement de celle-ci, et il s'agit ici aussi désormais de construire son propre système de valeurs²¹¹. Néanmoins, que la sphère familiale soit politisée ou pas, engagée voire militante ou pas²¹², elle reste évoquée systématiquement comme référentiel. Elle n'est néanmoins pas seule. De fait, lorsqu'on leur pose la question de l'origine de leur sensibilité, les jeunes convoquent assez facilement dans leur mémoire un milieu, un espace ou une rencontre. Ce peut être évidemment la famille, qu'elle soit ou non politisée. Ainsi, nous dit Clémentine, « *dans la famille, on parle des faits sociaux, les gilets jaunes et tout ça* », pendant que Lola convoque un « *grand-père qui n'était pas du tout dans l'associatif [...] je sais qu'il a pas mal aidé des gens* ». Damien revendique la filiation militante : « *Je viens d'une famille militante. Mon grand père maternel était anarchiste, il a fait la guerre d'Espagne. Il est arrivé en France dans les camps, et plus tard s'est rapproché du PC* »²¹³, Thomas, 22 ans, revendique lui une sensibilité familiale à la cause populaire : « *C'est à dire on a une culture plus populaire, on va dire. Si matériellement c'était toujours bien, on a toujours eu le côté un peu populaire, proche des services publics, défendre la cause des ouvriers* ». Quant à Lou, 23 ans, elle fait un lien qui n'a pas nécessairement de proximité immédiate avec le social, mais avec la question plus large de l'utilité qu'elle associe à une valeur familiale : « *c'est valorisé dans ma famille. travailler dans un domaine utile à la société. Ma mère est médecin. Je ne suis pas non plus dans un milieu, ma famille, mes parents sont pas du tout un milieu intellectuel, c'est pas du tout des sujets de discussion à la maison. La politique en général, on en parle pas. Donc c'est pas des réflexions qui alimentaient mon quotidien, mais c'était diffus, je dirais* ».

²¹⁰ Ce que confirme Jacques Ion, sans nier l'importance du capital social nécessaire au militantisme : « *la sociographie éclaire sur le profil du militant potentiel, non sur l'adhésion proprement dite* ». Ion, Jacques, *militer aujourd'hui*, p.230 - Jacques Ion, Spyros Franguiadakis, Pascal Viot, *Militer aujourd'hui*. Paris, Éd. Autrement, coll. Cevipof/Autrement, 2005, 139 p.

²¹¹ Jacques Ion, *S'engager dans une société d'individus*, op.cit.p 32 : « *L'héritage des valeurs ne va plus de soi. Les jeunes reproduisent d'autant moins le modèle familial que la dilution des repères d'entrée dans la vie adulte et la multiplication des épreuves qu'ils doivent affronter mettent à mal la transmission verticale des valeurs de références.* »

²¹² Encore une fois, nous ne prétendons pas ici cerner l'ensemble de la question sociale, fut-elle militante. La façon dont les jeunes dépeignent leurs cercles familiaux relève avant tout de représentations, toutes subjectives. Ce qui nous importe n'est donc pas tant la « véracité » des faits, que la façon dont les jeunes se les représentent et nous les narrent.

²¹³ Sur ces deux derniers exemples, il est intéressant de noter que la figure qui transmet les valeurs est un grand-parent. L'hypothèse d'un saut générationnel dans le canal de transmission n'est pas à exclure. Dans le cadre de notre travail, nous ne nous l'explorerons pas plus.

Il faut préciser que cinq de nos répondants considèrent que leur famille n'est pas *politisée*, ou pour le dire autrement que la question sociale ne fait pas partie des discussions communes à la maison. Néanmoins, lorsque la famille est représentée comme indifférente à ces questions, le jeune trouve alors ailleurs le motif de sa sensibilité. C'est alors tout aussi bien le cercle amical qui est convoqué : Clémentine, encore évoque pour expliquer son engagement dans le développement durable la notion d'exemplarité : « *j'avais 17 ans, j'avais pas forcément mes propres opinions et tout. Mes potes étaient dans ça, c'est plus par ce qu'ils faisaient au quotidien, plutôt que par leurs discours, aussi par leurs discours, mais je veux dire, c'étaient plus des exemples que vraiment ils essayaient de modifier mes comportements. Ça l'a modifié de fait.* ».

Et quand ni cercle familial ni cercle amical n'exposent particulièrement aux problématiques sociales, c'est alors une rencontre ou un évènement particulier qui est évoqué : un personnage un peu marginal qui œuvre pour le Secours Populaire, croisé au lycée, un journal parlant féminisme trouvé par hasard, ou encore un groupe d'étudiants festifs croisés alors qu'ils partent en manifestation contre la Loi El Khomri. De fait, on constate une variété d'items présentés par les jeunes comme *origine possible* de leur sensibilité.

Pourtant, sauf à vivre en anachorète, il n'est pas besoin aujourd'hui d'identifier un espace, un lieu ou un moment particulier pour être exposé aux inégalités et injustices qui peuplent le monde. Du SDF croisé sur le trottoir à la diffusion *via* la télévision ou les réseaux sociaux des dernières traversées de la Méditerranée par des migrants, la pauvreté ou la misère s'affichent partout. La sensibilisation, qui est conçue ici comme étape préliminaire à l'engagement, sa source originelle, relève comme son nom l'indique du registre de l'affect. Dans les cas des familles politisées, elle peut certes relever d'un phénomène d'*imprégnation* familiale, l'un n'excluant pas l'autre. Ce qui peut par contre retenir notre intérêt, c'est que ce facteur, cet évènement ou cette rencontre est identifié chez ces jeunes comme facteur « fondateur » de l'engagement : lui aussi ne prend sens que rétrospectivement. Ainsi, malgré le marqueur militant familial qu'il revendique, Damien ajoutera ensuite que d'autres facteurs peuvent l'avoir conduit vers l'engagement : « *J'étais à Bilbao, au Pays-Basque pour Erasmus [...] Je vivais dans un quartier, San Francisco, très pauvre, grande population nord africaine. Rétrospectivement, je pense que ça m'a aussi poussé vers l'engagement, à vouloir faire plus* ».

Il ne s'agit pas ici de nier le degré de sensibilité de ces jeunes aux inégalités, ni l'influence des valeurs familiales sur sa construction. La question des valeurs reste essentielle dans un champ aussi chargé de sens qu'est celui de l'engagement, mais la transmission des celles-ci n'étant plus l'apanage d'un cercle familial ou identitaire constitué, il s'agit aussi de se forger

les siennes. Or, en s'ouvrant au monde par la sortie des cercles de socialisation primaire, tous ces jeunes se retrouvent confrontés à l'altérité, sociale ou économique. Cette confrontation les amène à se positionner, dans la logique de construction identitaire, face à quelque chose qu'ils ne soupçonnaient pas, ou peu. L'exemple de Sophie est à ce titre parlant : *« mon amie la plus proche en fait elle est issue enfin ses parents sont ouvriers et moi mon père est cadre [...] et voilà donc elle vient d'un monde totalement différent du bien et du coup quand on s'est rencontré parce que le village d'où je venais en Ardèche les gens de mon école allaient au ski en février c'était normal c'était les vacances et du coup quand j'ai rencontré ma meilleure amie il y a eu une confrontation je me suis rendue compte qu'il y a plein de choses qui n'étaient pas normales qui pour moi me semblaient logiques »*.

Émilie ne dit pas autre chose : *« J'ai toujours été hyper sensible aux disparités sociales, aux discriminations, à la différence en fait »*.

Bien que posée comme facteur de l'engagement, la disparité des motifs donnés par ces jeunes pour expliquer leur sensibilité sociale ne permet pas d'identifier de fait saillant. Si ce n'est, et il est important, celui de constater que tous *recherchent* un motif. Nous sommes bien là dans une tentative d'explication *a posteriori*, dans la construction du sens qui vient expliciter la position actuellement occupée par l'étudiant. Ce que les entretiens nous permettent également d'observer, c'est que la variété des « sources de l'engagement » peut susciter, derrière le « choc » émotif, la curiosité ou l'intérêt²¹⁴ : il s'agit pour ces individus réflexifs de comprendre. À côté d'une relation affective au monde se dessine une relation toute intellectuelle à celui-ci : il s'agit de comprendre. Sophie nous dit avoir découvert l'ESS par hasard, *via* l'accord d'une entreprise coopérative pour l'accueillir en BTS. Si son parcours initial l'a d'abord orientée vers les sphères marchandes lucratives²¹⁵, la découverte d'un autre univers suscite sa curiosité *« De là, j'ai commencé à me renseigner parce que je ne connaissais absolument mais vraiment pas l'ESS, je découvrais complètement donc j'ai mis un premier pied dedans et j'ai commencé à chercher parce que je me posais déjà plusieurs questions »*. Il faut alors explorer *l'autre monde* – celui en dehors de la sphère de socialisation primaire. Survient la nécessité d'aller voir de plus près, dans la continuité et les traditions familiales, lorsqu'elles existent, mais également en explorant de nouvelles. À ce titre, l'ESS, notamment son champ associatif, est un terrain favorable : le bénévolat et les nouvelles formes d'engagement que sont les services civiques, années de césure et autres sont des opportunités à portée de main.

²¹⁴ Les formules *« ça m'a intéressé »*, *« ça m'intriguait »* sont employées à de multiples reprises.

²¹⁵ Voir tableau en annexe

C. Trouver sa propre cohérence.

La position de l'étudiant, nous l'avons dit, confère un statut particulier. Entre accès à l'autonomie et l'indépendance et la possibilité de se retourner vers la famille en cas de besoin ²¹⁶, elle offre aux jeunes la possibilité de prendre le temps de la réflexion, et d'aller « tester » *l'exposition à la question sociale* pour affiner leur choix. Les occasions sont multiples, nous l'avons dit, voire parfois imposées²¹⁷ par le système éducatif. Il s'agit alors d'aller expérimenter, mais pas uniquement : en matière d'engagement, se joue alors autre chose, ce qu' Howard Becker nomme le « *pari adjacent* »²¹⁸.

De quoi s'agit-il ? Tout en allant mettre à l'épreuve quelque chose (sa capacité à découvrir l'entreprise, à côtoyer des SDF, ou encore à gérer un projet, par exemple), l'individu met en jeu également sa capacité à maintenir sa cohérence intime. Les deux éléments « mis en jeu » sont alors complètement distincts dans leurs objets, mais deviennent dépendants l'un de l'autre par le fait de ce « pari ». C'est alors que se forment les valeurs. Les entretiens nous montrent effectivement que ces jeunes vont tout simplement arpenter les chemins de la socialisation, voire de la professionnalisation. Stage de découverte (d'un secteur d'activité), bénévolat au sein d'une association étudiante donnant des cours de français ou organisant un festival, voire prise de responsabilité au sein d'un Conseil d'Administration, ils vont dans un premier temps éprouver leur capacité, non pas à l'engagement, mais à se confronter à d'autres espaces de socialisation. Plus que de faire œuvre utile, il s'agit dans ces premiers moments d'engagement de « se tester ». Lola nous raconte sa première expérience : « *du coup je m'étais engagée dans l'association en tant que bénévole, on faisait du soutien scolaire pour les enfants Roms et c'était un petit test parce que je ne savais pas si ça se trouve ça allait être dur tout ça* ». Ce qui est testé peut tout aussi bien répondre à des interrogations relatives à la vie professionnelle, à la question des compétences, ou encore celle à identifier et s'insérer dans un réseau. Minna résume ainsi son expérience associative : « *En 3ème année, ce qui m'a confortée c'était que je sois responsable dans une asso, j'étais co- présidente. et ça m'a vraiment énormément apporté, un apport concret à côté de mes études, j'avais l'impression de ne plus rien apprendre et du fait d'avoir une expérience associative, juste le fait de connaître les acteurs du territoire..* ».

²¹⁶ Sous réserve évidemment que la famille ait la capacité financière suffisante, et que le lien qui unit le jeune à sa famille ne soit pas rompu. Les jeunes ici présentent leur famille comme soutien économique et affectif. La nature de l'échantillon ne nous permet pas d'examiner des situations où, du fait d'une rupture entre le jeune et sa famille, l'urgence de l'indépendance s'imposerait.

²¹⁷ Par imposé, nous pensons ici aux périodes de stage, obligatoire ou recommandé. Une autre forme d'imposition, plus culturelle, est également à l'œuvre : la culture étudiante, pour ce qui est de Grenoble, incline à s'intéresser au bénévolat.

²¹⁸ Howard Becker, Sur le concept d'engagement, p.5

Les engagements, qu'ils prennent la forme d'un bénévolat ou d'une forme plus institutionnelle, service civique par exemple, viennent donc servir deux types d'objectifs distincts, au sein desquels la capacité d'engagement tient sa place. Cette question n'est pas toujours consciente. Comme le précise Howard Becker ; *« les engagements ne sont pas nécessairement pris consciemment et délibérément. Certains engagements résultent de décisions conscientes, mais d'autres surviennent progressivement ; la personne prend conscience qu'elle s'est engagée uniquement lors de certains changements et semble avoir pris l'engagement sans s'en rendre compte »*²¹⁹ Autrement dit, les étapes, épreuves ou mises à l'épreuve qui constituent la trajectoire d'engagement ne sont pas nécessairement cohérents entre eux, ils peuvent même relever de sphères très distinctes ; c'est encore une fois l'examen *a posteriori* de l'ensemble des épreuves qui permet de donner à l'individu une cohérence. La trajectoire vers l'engagement n'est pas cohérente en soi, mais elle produit de la cohérence pour l'individu. Un peu à l'image d'un tableau pointilliste, c'est le recul qui permet de saisir ce que l'ensemble dessine. Ce que traduisent les jeunes quand ils évoquent une « révélation », comme par exemple Émilie : *« C'est devenu une évidence, ça a toujours été là, dans ta vie, tu t'en es même pas rendue compte, et du coup tu veux faire ça, plus que ce soit juste un loisir »*.

Il est incontestable que parmi les multiples « causes à défendre » que citent ces jeunes (discriminations, pauvreté, analphabétisation, chômage de longue durée, etc...) toutes apparaissent comme des formes dominées, dommages collatéraux de l'hégémonie économique. Par ailleurs, elles sont toutes « extérieures » au jeune, qui ne souffre pas de ce qu'il vient « réparer ». Nous retrouvons ici les grands traits de notre idéal-type. Par contre, leurs engagements s'orientent vers des « causes » variées, sans être exclusives. La question est d'ailleurs secondaire chez eux : ils envisagent sans problème la possibilité de changer de cause, ou d'objet de lutte. Il faut noter que certains, dans la logique de construction d'une identité militante, se retrouve en situation de *chercher une cause*. Ce qui n'est pas sans les interroger ; réflexivité oblige, comme Minna : *« maintenant, j'ai envie d'avoir des tâches plus concrètes, ou de lien avec le public, ou d'animation, ou de quoi que ce soit... donc j'essaie de chercher d'autres engagements. C'est un peu con, des fois je me dis est-ce que tu cherches l'engagement pour chercher l'engagement ? »*

Une exception cependant dans les offres possibles d'engagement ; la politique – au sens partisan, qui provoque leur défiance plus que la curiosité. Si certains ont rencontré des propositions d'adhésion, ils les ont dans leur grande majorité déclinées²²⁰. Thomas insiste

²¹⁹ H Becker, *idem*, p 7

²²⁰ A l'exception de Damien, pour qui le militantisme s'incarne dans l'adhésion au Parti Communiste. Il est d'ailleurs remarquable de noter qu'il n'évoquera ses engagements que sous le prisme de ceux de « l'organisation ». En ce sens, il se rapproche assez de la figure du « militant total » décrit par Jacques Ion.

bien sur l'écart qu'il ressent lorsque, s'intéressant au Mouvement des Jeunes Socialistes, il perçoit un décalage entre les propositions idéologiques et la mise en œuvre. Mettant la chose derrière une question d'« *honnêteté intellectuelle* », il conclut : « *En fait, c'était intéressant leurs idées, j'aimais bien ce que disait Hamon par rapport à l' ESS [...] Mais par rapport à ce qu'ils faisaient concrètement, à l'échelle nationale, je trouvais ça en décalage quoi* ». De manière générale, la proposition politique, parce que qu'elle semble s'éloigner des préoccupations pratiques, n'apparaît pas comme une « solution » acceptable : « *j'ai failli prendre ma carte au PC. Je pense que si j'étais restée je l'aurai prise, plus par effet de groupe que par vocation politique. J'avais 15, 16 ans, j'étais toute jeune. Pourquoi je l'ai pas prise maintenant, parce que je suis de plus en plus désenchantée par la politique, et je serai plus du genre à rejoindre les mouvements citoyens type Gilets Jaunes pour faire bouger les choses du bas que de croire en une personne qui fera bouger les choses d'en haut* ». (Louise)

Puisqu'ils ne peuvent pas s'appuyer sur la politique, il faut donc « faire bouger les choses » autrement : la cohérence identitaire de l'engagement prend donc appui sur l'action, immédiate et tangible. Certes, il s'agit de pouvoir observer directement les effets de l'action. Mais au-delà de cet élément, ce qui importe surtout, en creux, c'est de ne pas « se fondre dans la masse ». Ce que résume Jacques Ion²²¹ lorsqu'il décrit l'engagement *post-it* comme caractérisé par le refus de « déléguer sa parole » : l'individu singulier revendique sa singularité. Il s'agit pourtant, dans le cadre de la construction identitaire, de trouver un collectif dans lequel se reconnaître.

II. FACTEURS D'ENGAGEMENTS ET DE DÉSENGAGEMENTS.

Nous avons vu que les différents engagements qu'opèrent ces jeunes viennent répondre à la nécessité d'une construction identitaire. Pour autant, ils ne peuvent être réduits à cette nécessité : l'engagement est aussi vécu tout simplement comme une façon de répondre « aux malheurs du monde ». Mais au-delà de ce qu'il produit pour la cause, il apparaît aussi très nettement comme un vecteur d'épanouissement et de construction progressive de réseaux auxquels s'affilier. Il permet à ces jeunes, en entrant dans l'action, de se singulariser... et donc de pouvoir identifier des groupes de « pairs ».

Le sentiment de faire œuvre utile, bien évidemment présent dans les biographies, reste cependant relatif. Il s'agit bien de « remédier à une situation insatisfaisante ». Pour autant, il ne s'agit pas de « changer le monde », mais à l'image du colibri, de « faire sa part ». Louise semble lucide sur le sujet : « *On y va comme ça, sans une volonté, sans dire de sauver le*

²²¹ J. Ion, *La fin des militants ?*

monde, mais un peu de changer les choses à notre niveau... Personne ne peut sauver le monde. » . Faire sa part, certes, mais sans se dissoudre dans l'engagement, comme le précise Lou : « Oui, c'est une façon d'apporter ma contribution, tout en sachant que c'était la chose qui me plairait le plus. Y a un peu des deux, juste sauver le monde, je ne suis pas une acharnée. C'est une sorte d'équilibre entre mes aspirations personnelles et mes aspirations pour la société dans laquelle je voudrais vivre ».

Comment trouvent-ils cet équilibre entre nécessité d'agir contre les injustices sociales et trouver son propre épanouissement ? La question des affects et du collectif devient centrale.

A. L'importance des affects, du collectif...et des valeurs.

La part qui est donnée aux affects est semble-il primordiale. Que ce soit pour éclairer un engagement ou au contraire expliquer un désengagement, le registre des affects est partout . De la même façon, le fait de ne pas ressentir positivement les choses peut lui être un facteur de désengagement : *« j'ai essayé de me mettre dans l'asso, mais je suis allée à deux, trois séances, j'ai pas accroché. C'est vrai, je me suis pas remise dans des associations parce que j'arrivais pas à trouver celle qui me tenait vraiment à cœur, dans laquelle je me disais que j'allais pouvoir m'épanouir et faire des trucs cools avec d'autres personnes »* nous dit Jeanne. Charlotte, interrogeant le fait de savoir si l'ESS peut être une hypothèse professionnelle pour elle, envisage une désaffection : *« tout le temps à galérer à chercher des sous, ça, ça me saoule en fait je les ai vus on voit qu'ils galèrent, ça donne pas trop envie. »*. Thomas, lui exprime encore plus clairement l'importance du plaisir : *« Non mais c'est vrai, un militant t'as des taches, t'as des machins, moi dès que ça me saoule je me casse. Je suis beaucoup plus instinctif. »*.

Cette place donnée aux affects, que nous n'avions pas intégré dans notre idéal-type semble pourtant essentielle. On pourrait rapidement la mettre sur le compte d'une « jeunesse » sociale . Pourtant, elle est repérée comme primordiale par Jacques Ion et résultante, elle aussi, de la seconde modernité : *« L'affaiblissement des rôles sociaux dans la détermination des pratiques individuelles va de pair avec une place plus grande pour les affects. Les sentiments, les émotions viennent influencer d'autant les conduites que ces dernières se trouvent moins normées par des strictes définitions de rôles. Ainsi, dans l'institution familiale, le moindre poids des rôles assignés libère en quelque sorte l'expression de l'affectivité. Les sentiments s'imposent, les affects viennent s'immiscer dans des lieux autres que ceux du privé. [...] Ce qui caractérise au contraire l'engagement de l'individu singulier – et qui rend difficile et complexe la gouvernance aujourd'hui de beaucoup d'associations – c'est qu'il n'est plus tenu de laisser ses affects au vestiaire. Ces derniers peuvent même faire partie*

*prenante de son engagement. Ils peuvent être, ainsi qu'on l'a indiqué dans un ouvrage précédent, directement source et moyen de mobilisation ».*²²²

Cette liberté conférée aux affects de s'exprimer partout semble nous indiquer plusieurs choses : d'une part, les jeunes souhaitent préserver une part d'identité personnelle distincte de leur engagement. Il ne s'agit pas de faire « don de soi », intégralement, mais de trouver un *juste* équilibre entre l'individu personnel et l'individu engagé. Et chacune des « deux identités » possède le droit de s'exprimer publiquement. Il est intéressant à cet égard de noter que, *a contrario* Damien, plus proche en ce sens du « militant total » de Jacques Ion, met lui l'accent sur les aspects pénibles du militantisme : « *C'est un exercice compliqué [militer], je le vois déjà aujourd'hui, je dors pas autant que tout le monde, je suis fatigué souvent.. Quand j'entends des gens, boulot ou études et loisirs, qui disent qu'ils ont pas le temps. Moi j'ai une troisième tranche qui prend beaucoup de temps. »*

Ce qu'elle nous montre aussi, c'est qu'elle sous-tend la construction des réseaux identitaires que sont en train de se forger ces jeunes. Condition primordiale de la construction des réseaux, elle en est aussi le canal de diffusion. *L'appel de l'engagement* provient très souvent des sphères amicales, ou de proximité. Pas uniquement l'appel : quand il s'agit de se projeter dans l'engagement dans la durée – quelle que soit sa forme, emploi ou non – c'est plutôt en lien avec des proches que ces jeunes s'imaginent, ou plutôt s'idéalisent²²³. Clémentine nous explique comment elle est venue vers le développement durable : « *mes pairs à Toulouse, à l'époque, qui étaient penchés sur ça, je sortais de terminale, j'avais 17 ans, j'avais pas forcément mes propres opinions et tout. Mes potes étaient dans ça.* » L'importance de ces liens amicaux va même parfois jusqu'à influencer le choix de formation. Thomas justifie le sien ainsi dans un premier temps : « *Donc quatrième année un peu perturbant parce que je savais pas trop où j'allais aller l'année prochaine, j'avais repéré le master de Grenoble depuis quelques temps. Et mes potes m'avait dit Grenoble c'est trop cool, et que t'aimes bien tes potes et que t'as envie de les rejoindre, ben ça donne envie.. »* Enfin, l'attention particulière à la question vient aussi, comme nous l'avons dit, orienter possiblement les choix professionnels, comme chez Charlotte : « *J'ai des potes, on a tous plein d'envie, mais franchement ça donne pas envie, on vit dans une société à deux à l'heure, donc du coup j'ai envie de mobiliser toutes ces forces qui ne sont pas encore découragées et qu'on fasse un truc tous ensemble »* ou chez Louise « *Si je crée ma structure, l'idéal c'est que j'emploie tous mes potes, là c'est parfait. Et bien sur j'suis la chef (rires) »*. Cette place importante accordée aux affects, si elle se fonde avant tout dans la proximité de la sphère amicale, peut tout aussi bien les dépasser. Dès lors que l'engagement

²²² Jacques Ion, *S'engager dans une société d'individus*, op.cit, p 42.

²²³ Même s'ils expriment ce type de souhait, ils restent cependant très pragmatiques quant à la réalisation de la chose. Pour autant, le fait de l'exprimer marque l'importance des liens amicaux.

devient répété, il permet d'élargir progressivement les cercles d'exploration du monde. S'opère alors une reconnaissance qui s'exprime elle aussi par le biais des affects . Pour Émilie, qui a quelques années de bénévolat au sein de la même association, l'ESS devient « *une famille* ». Nous sommes bien ici dans la reconnaissance (réciproque) du Nous dubarien, l'Autrui.

A contrario, lorsque l'expérience est mal vécue, ou trop éloignée des attentes et représentations, elle provoque une mise à distance. C'est le cas de Lou, qui évoquant ses premiers stages nous explique : « *L'ESS, quand j'ai choisi le master c'était pour le côté bisounours clairement, je pensais que tout se passerait forcément bien dans les structures de l'ESS, et en fait, j'ai fait mes stages, je vois que c'est pas le cas. [...] Ce que j'ai vu, c'est la souffrance au travail de mes collègues, c'était pas facile, ça m'a dégoûtée.* ». Il n'est pas anodin ici de dire que lorsqu'elle nous présentait sa famille quelques instants auparavant, Lou constatait avec insistance que, bien qu'ayant réussi professionnellement, ses parents ne sont pas heureux dans leur travail .

La même mise à distance peut aussi s'opérer, pour les mêmes raisons, avec les collègues de formation : *Mes premières années, je rejetais un peu tout ce qui touchait à l'école parce que je me sentais pas très bien dans les cours, ou pas très bien dans mes baskets, du coup j'ai pas fait l'effort de vouloir m'intégrer plus dans une asso [...], J'aimais pas trop l'ambiance, toujours à faire la fête, ou celui qui serait le plus impliqué dans les assos, celui qui serait le plus connu, de tous, le plus populaire, et dans la promo où j'étais c'était très partagé par beaucoup, ça s'exposait sur les réseaux sociaux et tout ça et un peu ras la casquette, j'en avais marre. Maintenant ça va, mais je ne rejoins pas* ».

C'est que parallèlement à la constitution des réseaux, ce sont bien les valeurs qui sont en train d'être forgées. L'importance de celles-ci se retrouvent à tous les moments ; on peut la retrouver dans la relation à la famille ; quand Sophie explique ne pas avoir « *forcément les mêmes valeurs que tous les membres de [sa] famille* » mais ne pas avoir non plus « *l'impression de tourner le dos à leurs valeurs parce qu'ils sont pas forcément politisés, ils sont moins tranchés* ». Elle a également sa place dans l'emploi, comme lorsque Charlotte regarde l'ESS pour constater que « *ce qui est drôle c'est que j'ai fait ESS et ça correspond avec mes valeurs environnementales* » . Analysant son parcours, Louise quant à elle conclut : « *On va dire que dans tout mon parcours d'étudiante, c'est la formation où je me suis le plus retrouvée au niveau du contenu, et au niveau des valeurs que la formation prônait aussi* ».

De manière générale, les valeurs que véhiculent ces jeunes sont, sans surprise, orientées vers la solidarité, le bien-être et l'épanouissement. Mais il ne s'agit pas pour eux de viser un

idéal d'organisation du monde, nous allons y revenir. Comme Jacques Ion le précise, ce sont avant tout des « idéalistes pragmatiques »²²⁴.

En abordant la question de la construction des réseaux, nous aurions sans doute dû ajouter la question territoriale et/ou culturelle. Nous l'avons dit, faute de répondants, notre recherche s'est centrée sur des étudiants de l'agglomération grenobloise. Nous n'avons donc pas d'éléments de comparaison pour étayer notre hypothèse, mais il existe probablement une « culture » propre au monde étudiant grenoblois, comme au monde associatif. Nombreux sont les exemples de jeunes ayant choisi de s'engager parce qu'un ami étudiant l'avait fait, ou par le fait d'une proposition étudiante. D'autre part, en matière associative, étudiante ou pas, l'agglomération grenobloise est un territoire particulièrement foisonnant.

B. Les rétributions, facteurs de poursuite de l'engagement.

Ces différentes étapes vers l'engagement produisent évidemment des effets positifs. D'une part, elles renforcent le capital social et/ou professionnel, en développant des capacités particulières. Elles permettent donc de renforcer l'estime de soi. Mais elles permettent également de développer un autre type de capital, celui que Jacques Ion nomme « capital militant »²²⁵ : militer suppose de maîtriser des compétences particulières (s'exprimer en public, argumenter, convaincre..). Certes, dans le cas d'une famille politisée ou sensible aux questions sociales, l'influence familiale confère déjà au jeune un début de légitimité sur la question : initié, familiarisé ou sensibilisé aux thématiques, il développe une certaine « compétence » pour les aborder. Mais il s'agit ici de les conforter, de les développer, pour permettre de les mettre en œuvre désormais dans d'autres sphères. Ce facteur de renforcement d'un capital, qui peut être utilisé à des fins professionnelles tant que militantes, constitue sans doute aucun une incitation possible à continuer le parcours vers l'engagement. Conjointement, il permet de consolider la construction identitaire en cours. Minna, analysant sa situation aujourd'hui au regard de ses débuts dans l'engagement, insiste sur la question : *« C'est pas important de me dire "je suis engagée". Je m'engage parce qu'il y a un truc qui me tient particulièrement à cœur. Avant ça l'était. J'ai plein de potes qui sont engagés dans les assos, avant c'était trop cool de voir cette capacité d'investissement chez les gens. Et maintenant, je me dis, faut juste agir selon ce que tu penses. On peut pas en faire une valeur en soi, parce qu'en plus tu peux t'engager pour plein de trucs à la con »*.

Faut-il l'ajouter ? En se constituant un capital de compétences, ces jeunes *via* leur engagement tendent aussi à s'extraire de la vulnérabilité que nous avons évoquée. Mieux

²²⁴ Jacques Ion, *la Fin des Militants ?*

²²⁵ Jacques Ion, *Militer aujourd'hui*, page 231. .

outillés, dotés de plus de compétences et d'une meilleure connaissance du monde, ils s'affranchissent de l'état instable dans lequel ils étaient. En se positionnant, ils « prennent position » également dans le sens de « trouver sa place ». Enfin, au fur et à mesure que leurs engagements se multiplient, leur sentiment d'utilité augmente parallèlement. Sentiment d'utilité qui est, rappelons-le, systématiquement évoqué en tête de liste dans les enquêtes sur les attentes de la jeunesse.

En ce sens, les formes d'engagement adoptées par ces jeunes participent de leur « épanouissement ». Il est notable que celui-ci ne peut que passer par l'action. La parole ou le discours ne sauraient suffire, voire n'ont pour ces jeunes qu'un rôle mineur. Thomas, par exemple, explique avoir bougé géographiquement pour ces raisons : « *C'est un peu pour ça que je suis parti. C'était un peu bouché [...], à part parler politique, je pouvais rien faire, il n'y avait aucune organisation qui venait tracter devant ton lycée, alors qu'on était plus de mille... Donc à part discuter et défendre tes positions, tu pouvais rien faire* ». On l'a dit, ces jeunes dans leur majorité manifestent une défiance envers le politique. Cependant, par « politique », il faut bien entendre politique institutionnalisée. Que sont donc ces formes d'engagement si ce n'est de la politique en action ? Loin d'être désintéressés par la politique, en réinvestissant sur le terrain la question sociale, ces jeunes la réencastrent dans le faire. Au-delà, en questionnant le sens des actions qu'ils mènent, ils questionnent aussi le sens de leur propre engagement.

La principale « rétribution » observée réside cependant bien dans la construction identitaire. En se définissant comme « engagé », ces jeunes se définissent aussi tout simplement. En ce sens, l'engagement est bien *un moyen* au service de la construction identitaire. Identité pour soi, qui vient rejoindre les pairs et constituer un « Nous » au sens dubarien, mais aussi identité pour Autrui. Ces jeunes institutionnalisent leur identité d'« *insatisfait face à la situation du monde* » par les actes et engagements qu'ils prennent. Bien que masqués derrière le « nous » collectif, ou les projets associatifs qu'ils ont mené, il reste bien clair que c'est le « Je » qui s'affirme dans ce *jeu relationnel*.

A cet égard, l'importance qu'ils accordent au « concret », au palpable et donc au territoire de proximité est parlante. Thomas refuse la proposition politique parce qu'elle dénote selon lui d'un écart entre les hautes sphères du parti et le terrain. Minna évoquant son dernier engagement actuel le compare à un précédent : « *Et encore une fois, c'était local . L'asso qui construit des écoles au Togo et patati patata moi ça me parlait pas. C'est du one shot, y pas d'effet durable sur le public que tu veux accompagner.. Là y avait vraiment un suivi, une évolution possible...Je pouvais voir les résultats, y avait un suivi de long terme* ».

C. L'ancrage dans le « concret »

Cette question d'un ancrage dans la réalité résulte probablement on l'a dit d'une méfiance généralisée envers les appareils politiques. Si dans notre idéal-type nous avons mentionné trois moyens de lutter (paroles, écrits, actions), c'est bien ici l'action qui prédomine. Il s'agit avant tout d'être « dans le concret ». Quand ce n'est pas le cas, et que l'appréhension des choses semble trop abstraite, elle peut induire du désengagement, ou *a minima* de questionnements nouveaux. Qui viennent interpeller tout autant les diverses expériences associatives²²⁶ que le rapport à la formation ou encore plus généralement à l'ESS.

Minna, expliquant son intérêt pour l'ESS : « *Un truc que je voulais ajouter, c'est l'approche locale. Je sais plus si c'est vraiment vrai maintenant, mais j'avais l'impression qu'en m'orientant vers l'ESS j'allais bosser sur des projets vraiment concrets, ancrés dans un territoire, alors que tu vois par exemple, y a un master plus international, ONG tout ça, mais moi j'avais besoin d'une approche locale plus concrète.* » Lola, nous donnant son regard sur la formation : « *Le master, des fois j'avoue qu'on manque un peu d'éléments très concrets. La difficulté, on est dans des domaines très différents, donc on peut pas les étudier tous. Dans mon stage, j'ai du aller chercher moi-même des connaissances, apprendre des nouveaux trucs. Ce qui m'énerve, des fois on utilise des grands termes, tacitement tous comme si on sait tous de quoi on parle, mais des fois j'ai l'impression que c'est pas le cas.* » Jeanne, quand elle évoque ses aspirations à la sortie du lycée : « *Je voulais faire un truc concret, qui aide les gens* » et les comparant à sa situation en entrant en formation : « *J'étais pas contente de mon choix, cours très théoriques, on allait jamais jusqu'au fond des choses, j'étais un peu frustrée.* »

Par ailleurs, lorsqu'on les interroge sur le terme de « militant », les jeunes mentionnent une différence qui est à leurs yeux importante . Par exemple, pour Thomas, si le militant est celui qui essaie de convaincre, l'engagé est celui qui essaie de « *prouver par ses actes qu'autre chose est possible. C'est essayer de prouver par ses actes que ton idéal est cohérent, enfin est pertinent.* ». Clémentine insiste également : « *Je vais pas chercher le débat, au début si, mais si je vois que la personne est fermée...Après, c'est souvent que les personnes m'assignent "la relou féministe de service", donc ils viennent me chercher, mais je ne cherche pas à propager par le débat, plus par l'exemple.* »

Cette dialectique entre en résonance avec ce que nous avons pu dire précédemment de l'Économie Sociale et Solidaire, qui oscille entre ancrage idéologique et mise en œuvre pratique. De fait, si pour ces jeunes la tension est trop forte entre attentes concrètes et cadre conceptuel proposé, l'ESS peut alors perdre de son crédit. Se dessine alors une forme

²²⁶ Bénévolat, service civique, stage...

particulière de concevoir l'engagement, que nous avons appelée « *militantisme intime* », nous y reviendrons.

Malgré tout, les jeunes que nous évoquons sont à un moment particulier de leur vie : ils vont entrer dans la vie professionnelle sous peu. Dès lors, la question d'un choix s'impose, et le paramètre militant n'est évidemment pas seul dans la réponse qu'ils vont donner. On assiste alors à une série d'arbitrages.

III. LA NÉCESSITÉ DE PROCÉDER À DES ARBITRAGES.

Même si comme nous l'avons vu plus haut leurs engagements sont présentés comme *naturels* par ces jeunes, il n'en reste pas moins qu'ils résultent bien de choix. Choix d'aller se mettre à l'épreuve en effectuant un stage ou en faisant du bénévolat, choix de se former en ESS, et choix – non vérifiable encore aujourd'hui du fait de leur situation – d'aller travailler dans l'ESS, leur trajectoire est une succession de choix. Ce sont eux qui permettent l'insertion durable dans le parcours d'engagement. Mais d'autres questions que celle de se définir comme « engagé » viennent s'imposer, il faut donc y répondre. S'installe alors un dialogue permanent entre aspiration à la liberté et imposition des contraintes sociales.

A. Pourquoi choisir ?

L'individu émancipé de la seconde modernité n'a pas effacé ni la société ni ses contraintes. Il s'inscrit toujours dans un monde « normatif ». Dans un monde excluant aussi facilement qu'il inclut, les contraintes restent prégnantes. Attentes de la famille, règles de l'appareil de formation et du marché du travail, injonction sociétale à la réussite appuyée par son pendant, la peur de la relégation : il s'agit toujours de se positionner pour répondre à ces différents enjeux. Évidemment, chacun des choix opérés portent en lui ses incidences. Malgré tout, le fait d'effectuer un choix, donc d'en avoir la capacité, relève d'une disposition pour la liberté. Dans un monde de « non choix », ou de « choix par défaut », ces jeunes aspirent à être maîtres de leur destin, tout en étant parfaitement conscients des contraintes qui les entourent.

C'est la famille qui est le plus souvent évoquée comme première instance de rappel de ces contraintes. Thomas évoque sa mère qui lui rappelle qu'il ne pourra « *pas être manifestant toute sa vie* » et ajoute : « *En fait c'est le genre de phrase à la con mais qui te font quand même reposer les pieds sur terre. Qui te font dire, ouais, en fait, faut quand même que je me trouve un futur.* ». De la même façon, Minna tente de rassurer son père qui s'inquiète, pensant qu'elle va « *faire du bénévolat toute sa vie* ». La contrainte de l'emploi est cependant pleinement intégrée et questionnée, comme chez Charlotte lorsqu'elle s'interroge

sur son avenir : « *Je me suis dit est-ce que tu fais un métier de merde mais tu gagnes plein pour payer tes activités extra pro, ou est-ce que c'est dans ton boulot que tu t'épanouiras ? Quitte à ce que ce soit épuisant, parce que je vois bien que tu t'épuises, parce que tu mets tes valeurs dans ce travail et du coup t'as envie que ça se passe bien tout le temps.* ».

Dans un monde où l'emploi est plus qu'une nécessité une obligation sociale – bien que parfois vidée de sens, la question de l'insertion professionnelle est centrale et fait l'objet de transactions personnelles, voire de compromis.

B. La question professionnelle.

On l'a dit, le caractère généraliste de la formation joue dans un premier temps pour beaucoup dans le choix de l'école. Il n'empêche que lorsque l'appareil de formation impose la spécialisation, le fait de choisir l'ESS vient résonner avec les engagements déjà opérés. Cette proposition de formation permet d'assurer la continuité de la cohérence identitaire. Ici encore, ce sont des occasions qui se présentent : la présentation par un professeur de l'ESS lors d'un module optionnel ou une conférence organisée dans les locaux de l'école génèrent la curiosité et l'intérêt. Tel qu'ils le présentent, le choix de spécialisation en ESS est une façon de répondre également à leur exigence intellectuelle. Il s'agit de « comprendre » l'univers dans lequel ils baignent *via* leurs divers engagements, voire peut-être aussi les dysfonctionnements du monde. Alors qu'elle a débuté par un parcours orienté commerce, Charlotte fait la découverte de l'ESS : « *je me suis régalée, on parlait de sujets vrais, profonds. Du coup j'étais ravie de me dire qu'il y a tout un autre monde qui existe, et surtout qui existe déjà. Parce qu'en fait, c'est ça qui m'a fait une révélation, c'était de me dire en fait je vis dans l'ESS* ».

Le choix de se former jusqu'à atteindre un niveau 1 ²²⁷ est cependant significatif d'autres préoccupations. Il prépare de fait les étudiants à occuper des places de cadres ou dirigeants dans le monde professionnel ²²⁸. En ce sens, il traduit une aspiration à une *certaine réussite professionnelle*. C'est particulièrement vrai pour les étudiants de l'IEP, pour qui Sciences Po constitue une « marque » dont ils ont parfaitement conscience, telle par exemple Émilie : « *Quand tu dis que t'es en master à Sciences Po, c'est wouaaa, c'est bien, c'est un bon niveau* ».

²²⁷ Bac + 5 et au-delà.

²²⁸ Sur leurs sites respectifs, les deux masters présentent leurs objectifs comme suit : « *Former des étudiants et des professionnels aptes à assurer des fonctions de responsabilité, d'encadrement et de développement dans les organisations de l'économie sociale pour faire face aux défis des mutations en cours* » et « *Le Master a pour objectif de former et qualifier les dirigeants des Organisations de l'Économie Sociale et Solidaire* ».

Néanmoins, en y regardant de près, cette réussite professionnelle ne peut pas être entendue selon les critères traditionnels : il ne s'agit pas par exemple de gagner un salaire confortable ou d'accéder à une profession prestigieuse ou reconnue comme telle. L'ESS vers laquelle ils se destinent a par ailleurs cette particularité d'offrir, on l'a vu, des salaires inférieurs à ceux du privé lucratif, notamment dans le champ associatif. Elle n'est pas non plus, dans un système dominé par les valeurs capitalistes et libérales, conçue comme un espace de valorisation professionnelle. Que la chose soit plus contrastée ou discutable est ici peu important : il s'agit bien des représentations que les jeunes en ont, et des choix qu'ils opèrent en fonction de ces représentations. Lola lorsqu'elle se projette dans son premier emploi nous indique que l'essentiel ne serait pas là : « *Avec un master à Sciences Po je me vois quand même bien commencer au SMIC et pas monter non plus super haut mais après pour l'instant en tout cas c'est pas très grave je ne cherche pas forcément la rémunération je cherche surtout un travail intéressant* ». Jeanne nous confirme la chose : « *Le salaire ? pas le plus important, j'ai pas de famille ou quoi, mais après dix ans d'expérience j'aurai envie d'avoir un peu plus qu'au début, mais pas pour l'instant* », tout comme Émilie : « *Sur la précarité du salaire, ça ne me questionne pas des masses. Ma situation célibataire, seule, sans enfant. Au vu de avec quoi j'ai vécu, je veux dire si j'ai 1500 pour moi, je suis la reine du pétrole tu vois. Aujourd'hui j'ai absolument pas ça. Je me rendrais compte peut-être dans un an, ça se posera* ». Même s'ils concèdent que la question du salaire et de la dignité qu'il confère pourrait plus tard devenir plus importante, ce n'est clairement pas là qu'ils mettent leur priorité aujourd'hui. La possibilité d'une précarité professionnelle semble intégrée, et le niveau d'études n'est pas conçu comme une protection, comme chez Louise : « *Oui, je pense que je vais galérer à trouver quelque chose où je me sente à la fois à l'aise, avec un temps de travail correct et un salaire minimum SMIC* ».

Mais la question centrale n'est pas non plus comme on pourrait le croire d'accéder à un emploi « engagé ». Minna est très claire sur le sujet : « *Dans mon boulot, je ne veux pas que ce soit un engagement, je veux avoir une vie, une différence entre le pro et le personnel, et je trouve que c'est dangereux de coupler cet engagement avec notre monde professionnel* ». Thomas évoque comme attrait important l'aspect enthousiasmant – sur le plan intellectuel - de relever des défis, et Émilie avoue être séduite par « *la complexité des organisations de l'ESS* ».

C'est que, plus que d'un emploi engagé, il s'agit surtout pour ces jeunes d'accéder à un emploi « ayant du sens ». On l'a vu au travers des enquêtes portant sur l'emploi des jeunes, la question n'est pas spécifique aux jeunes en formation en ESS. Néanmoins, que mettent les jeunes interrogés derrière ce « sens du travail » ? Paradoxalement, celui-ci semble trouver chez ces jeunes sa définition... en dehors de l'emploi. Les aspects valorisants -

dimension intellectuelle ou fonctions de responsabilités, notamment, ne sont pas évacués. La stimulation et l'intérêt de l'emploi sont cités. Thomas déclare que le caractère stimulant sur le plan intellectuel est une condition sine qua non dans sa quête d'emploi : « *S'il y a un défi qui est intéressant dans la Creuse, un projet de développement territorial, j'ai trop envie, je bougerai franchement.* » mais que si la chose n'est pas réalisable, il renoncera à cette quête pour aller exercer des emplois alimentaires : « *En fait, c'est quitte ou double : soit j'arrive à choper le bon truc, soit je m'occupe pas de ma vie professionnelle, ça passera après. Je chercherai pas plus que ça à développer ma carrière.* ».

Même s'ils intègrent parfaitement la nécessité de travailler – intégration sans doute réhaussée par leurs fréquentations des populations les plus vulnérables²²⁹ – il reste que le travail ne doit pas, pour ces jeunes, prendre trop de place, et surtout ne doit pas entraver la quête de l'épanouissement. Ainsi Lou : « *J'ai pas envie de travailler comme une acharnée, et pour moi 35 heures semaine c'est déjà trop. Donc avoir du temps libre, faire ce que j'aime dans des activités au quotidien* ». Cette posture vis-à-vis de l'emploi, si elle traduit une mise à distance de la « réussite professionnelle » telle qu'on l'entend le plus souvent, n'est cependant pas sans amener des contradictions possibles. La compatibilité d'un emploi non prenant avec l'exercice de responsabilités pose question, par exemple.

Ceci étant, dans l'ensemble, l'idéalisme pragmatique de ces jeunes les conduit à se poser quand même la question de *maximiser* leur parcours. Outre qu'ils dessinent leur identité individuelle, les différents engagements pris par ces jeunes sont très nettement perçus comme permettant de se singulariser, compris cette fois dans une logique de différenciation sur le marché de l'emploi.

L'engagement devient alors une « preuve » du capital professionnel acquis, tout comme le diplôme²³⁰. A côté de la formation formelle assurée par l'enseignement supérieur, se dessine une formation informelle²³¹, assurée elle par les engagements opérés, mais qui entend être aussi bien *valorisée*. Ainsi Minna lorsqu'elle évoque son implication en tant que co-présidente d'une association : « *Ça m'a vraiment énormément apporté, un apport concret à côté de mes études, où j'avais l'impression de ne plus rien apprendre. Et du fait d'avoir une expérience associative, juste le fait de connaître les acteurs du territoire, d'apprendre la gestion d'une équipe de bénévoles, la gestion de projet, la gestion d'un budget, enfin voilà, ce*

²²⁹ Damien nous dit, par exemple, que « *Tout petit, je comprenais dans ma tête qu'il y avait un truc qui allait pas. Pas de boulot = pas de salaire = pas moyen de bouffer. C'était très factuel, très concret dans ma tête* »

²³⁰ C'est particulièrement vrai dans le cas des étudiants à l'IEP, qui revendiquent une « marque Sciences Po ». Néanmoins, le fait de manière générale d'accéder à un niveau 1 est perçu comme quelque chose à valoriser sur le marché du travail.

²³¹ Nous pouvons y voir une mise en abyme de l'ESS, qui est souvent étudiée comme un espace entre formel et informel, voir par exemple Annie Dussuet, Jean-Marc Lauzanas (dir.), *L'économie sociale entre informel et formel. Paradoxes et innovations*, Presses universitaires de Rennes, coll. « Économie et société », 2007, 253 p..

sont des choses qui m'ont hyper plu et m'ont nourrie ». Damien abonde : « je pense que c'est formateur d'avoir des responsabilités dans une association, ça apprend à gérer plein de choses, plein de choses sur la vie sociale et tout ».

La formation peut alors apparaître comme un moyen de valider ces compétences acquises de façon informelle. C'est ce que nous dit explicitement Émilie : *« le master, j'en attends un diplôme qui valide tout ce que j'ai fait ces 10 dernières années,. Pour moi, si ça formalise ce que j'ai appris sur le tas ».*

Il est évident que ces questionnements provoquent des tensions chez les jeunes, entre acceptation d'un bas salaire et qualité de vie associée, reconnaissance de l'effort formatif et des compétences acquises, mais aussi souhait d'être acteur engagé et préservation de l'épanouissement personnel. Tout comme la perspective d'occuper un emploi qui à leurs yeux serait sans raison d'être ou motivation particulière. Ces questions sont encore parfois en attente de réponse, comme chez Lou : *« Après, je me dirais le travail, c'est un moyen de gagner ma vie, en y mettant le moins d'investissement possible, et l'essentiel serait en dehors du travail. Mais en fait il y a toujours une partie de moi qui me dit c'est pas possible, c'est pas ce que j'ai envie de faire, je me vois pas postuler à un truc sans qu'il y ait un fond, une cause sociale. ».*

Cette indétermination semble plutôt naturelle au moment de vie qu'ils traversent. Cependant, lorsque la tension semble – à l'instant – irrésolvable, la tentation de ne pas choisir se présente alors.

C. Choisir de ne pas choisir ?

Un des moyens le plus fréquent pour « ne pas choisir » réside dans la mise à distance de la question. Dans une sorte de « bon sens commun », on les voit alors hiérarchiser les questions temporellement. Ainsi, pour ces jeunes, se pose d'abord la question de finir – en les réussissant – ses études, ou son mémoire. Ensuite, viendra la question d'accéder à un emploi, sans trop de considérations pour la qualité de celui-ci, l'idée étant d'accéder au marché du travail. C'est « plus tard », dans un troisième temps que se posera la question d'un emploi « digne », en phase avec les diplômes et les compétences acquises. Émilie, qui se revendique pourtant comme bien engagée, le confirme : *« Quand on me la pose, quand on me demande de m'engager, c'est pas ma priorité, je ne veux pas que ça me bloque ».*

Par ailleurs, les raisons – ou moyens – de différer sont nombreuses : perspective d'un long voyage, année ou semestre de « repos bien mérité », voire reprise d'études sont autant de manières de mettre la question de l'emploi à distance. Une autre façon d'évacuer la question est encore de se projeter sur des périodes d'emploi « tests », se rapprochant ainsi des

engagements associatifs qu'ils ont jusque là opérés. A ce titre, les contrats à durée déterminée ont leur préférence sur ceux à durée indéterminée, pour leur caractère perçu comme moins contraignant. Sur la perspective d'emploi à court terme, Émilie nous répond : « *C'est pas encore des questions. ça ne me dérange pas de commencer avec des CDD, d'aller voir dans plein de structures* » tandis que Minna nous signale que « *C'est une attente autour de moi, la famille, qu'est-ce que tu vas faire, ça mène à quoi tes études, quel type de métier, je me rends compte que j'ai pas la réponse à cette question.* » pour préciser ensuite « *J'aime bien enchaîner des expériences très différentes, j'ai pas envie de me fixer sur un secteur tout de suite* ».

Encore une fois, leur pragmatisme les incite à envisager le caractère temporaire d'une telle position. S'ils admettent dans l'ensemble que la formation les a efficacement préparés au marché du travail, ils semblent cependant lucides quant aux difficultés qu'impose l'intégration dans la vie professionnelle. Charlotte est dans l'expectative : « *Faut que je roule ma bosse, je vais faire des trucs bateaux, chargée de mission, chargée de projet, des CDD, pas envie de m'enfermer dans un CDI, même si ça serait un peu bête de dire non, je pense que ça serait bien pour sortir un jour de la précarité.* ». Toujours est-il que ce questionnement renvoie sans doute à une aspiration à la liberté, que l'arrivée proche de l'emploi ne saurait entraver. En ce sens, ils adhèrent à cette assertion qui voudrait que « *le domaine de la liberté ne commence que lorsque cesse le travail déterminé par le besoin ou l'utilité extérieure, lorsque prend fin la loi des besoins physiques immédiats* »²³².

Cependant, cette aspiration à se dégager des contraintes apparaît également ailleurs que lorsqu'on évoque les questions d'emploi. L'engagement, ou le militantisme, ne saurait pas non plus être enfermé ou conditionné à l'exercice d'un emploi. On l'a vu plus haut, pour certains, il s'agit même de distinguer les deux questions, même si la posture n'est pas générale. Pour Sophie, par exemple, qui ne témoigne pas d'engagement ailleurs, « *c'est un engagement mon travail, du coup ça devient un engagement et je trouve ça plus facile pour moi de concrétiser comme ça mes idées plutôt que de les concrétiser à côté de mon boulot* ». Mais dans l'ensemble, il s'agit de distinguer les deux, dans un souci de préservation de l'épanouissement personnel. L'« emploi engagé » fait d'ailleurs l'objet de suspicions²³³: possiblement objet de marchandisation ou d'effet de mode, il peut alors « *dénaturer l'engagement* », ôter à celui-ci son caractère « *pur* ». Conséquemment, ces jeunes envisagent aussi de maintenir leur engagement en-dehors de l'emploi. Et pas nécessairement dans un attachement à une organisation, fût-elle associative. C'est ce qu'exprime Thomas, lorsqu'il se projette : « *Il y aura un engagement à côté du boulot. Mais*

²³² Karl Marx, *le Capital*, cité par Bruno Frère, *Les deux crises de la modernité et l'imaginaire solidaire*, p 7.

²³³ Minna : « je trouve qu'il y a une espèce de marchandisation de l'engagement. »

cet engagement il peut être informel comme il l'a été pendant toutes mes années étudiantes.. Pas forcément une asso, mais ça sera un collectif, une bande d'amis, je trouve que l'engagement il est pas réduit qu'à un statut quoi. »

C'est que, dans l'identité d'individu engagé qu'ils se sont forgée, la sortie de l'engagement n'est que difficilement envisageable. S'il ne peut pas être un facteur desservant l'épanouissement et le professionnel, l'engagement doit cependant avoir sa place dans leur vie. Toutes les options sont alors prises pour maintenir cet engagement, quelles que soient les contraintes sociales. S'il n'est pas projeté dans l'emploi, ou dans le champ associatif, il vient alors s'exprimer dans les sphères de l'Intime.

IV. UNE NOUVELLE FORME DE MILITANTISME ?

En effet, mettre en phase ses pratiques personnelles avec ses convictions ou ses valeurs devient alors une forme de militantisme. Derrière la recherche de cohérence s'affiche aussi celle de la congruence : il s'agit de mettre en accord ses valeurs et ses pratiques. Le fait de travailler dans l'ESS peut répondre à cette nécessité, comme nous l'indique Clémentine : « *J'ai eu cette discussion avec quelqu'un y'a pas très longtemps où j'avais dit que j'étais pas militante et que j'étais pas politisée et en fait elle m'a dit elle politisée c'est pas forcément avoir sa carte de membre ou un parti ou quoi mais c'est aussi par ses choix de vie, les choix de vie qu'on fait et du coup pour moi faire le choix de travailler dans l'ESS. »*

La phrase est intéressante, dans le sens où elle expose différentes manières de maintenir son engagement, tout en les présentant comme non exclusives les unes des autres. Elles sont, sous d'autres façons, évoquées par d'autres jeunes. La politique, l'emploi engagé de l'ESS y figurent comme des options possibles, bien évidemment. Mais ce qui apparaît aussi, c'est une troisième option, celle d'un engagement de et dans la sphère privée. Les choix de vie peuvent alors, eux aussi, devenir des actes militants. La politique, on l'a dit, n'emporte que rarement l'adhésion. Lorsqu'ils ont « essayé », c'est souvent pour constater le peu d'efficacité pratique : Louise semble en « être revenue » : « *Ce que j'ai appris c'est que d'être trop militante, d'avoir un discours politique trop affiché, des fois on perd des gens en route ».*

En conséquence, une autre forme apparaît parfois plus pertinente : le fait de régler son mode de vie sur ses valeurs, par ses pratiques quotidiennes et d'en assurer la démonstration auprès des intimes. Cette façon d'agir est sans ambiguïté conçue comme une forme de militantisme, comme nous l'explique Charlotte : « *Sur ce champ là, je me sens militante, autour de moi. Je suis devenue végétarienne en 2015. Pour moi c'est un acte politique. Ça a été un défi perpétuel de donner l'exemple ou l'info. Au final, on a un impact sur les autres qui est hyper fort, leur donner cette info, voilà, je suis végétarienne et ça se passe très bien,*

c'est possible, parler de l'empreinte écologique... Donner l'exemple c'est la meilleure façon de le faire. ».

La « recette », si recette il y a, de l'efficacité militante ne vient cependant pas de nulle part. Eux-mêmes en ont été les bénéficiaires, à l'instar de Clémentine : *" Mes potes étaient dans ça, c'est plus par ce qu'ils faisaient au quotidien, plutôt que par leurs discours, aussi par leurs discours, mais je veux dire, c'étaient plus des exemples que vraiment ils essayaient de modifier mes comportements ».* Si, par l'exemple, des intimes ont pu dans le passé influencer sur leur propre comportement, pourquoi à leur tour ne pas essayer de militer auprès de leur propre sphère ? Encore une fois, le pragmatisme et la recherche de résultats tangibles prévalent dans leur esprit.

Louise exprime bien la perspective offerte par cette « troisième voie », entre engagement politique ou syndical et engagement associatif : *" Nous on en a marre d'espérer que les politiques changent quelque chose, on le voit bien avec la marche pour le climat, bon voilà faut que ça vienne de nous, faut qu'on change notre alimentation. Après, c'est en toile de fond, sans même parler de militantisme politique, de manifestation et tout ça. Déjà moi dans mon rythme de vie, comment je vois ma vie plus tard, ben voilà, quand je voyage, c'est des choses qui vont paraître un peu bête je prends le train, le bus, pas l'avion [...] Voilà, je pense pas que je finirais comme mon beau père 50% travail 50% militant, parce que je le vois c'est quelque chose qui se répercute vachement sur une vie de famille, c'est compliqué, Moi je ne me vois pas faire ça à ce point là. C'est pour ça que je dis, dans mon quotidien, ma façon de consommer, de vivre je resterai attentive aux dégâts que je peux faire, au plus bas de mon militantisme, au plus haut je ne me vois pas sacrifier ma vie de couple et de famille" .*

Entre militantisme total et ce qu'il suppose pour ces jeunes de renoncements et l'absence de militantisme par l'exercice professionnel, cette « troisième voie » semble emporter leur adhésion.

Cette forme, que nous appelons *militantisme intime*, confirme si besoin était la prédominance de l'agir sur le discursif chez les jeunes. Aux discours, ils privilégient encore une fois les actes ; la notion d'exemplarité est alors essentielle. En ce sens, elle propose une forme singulière de militance. Elle vient également questionner la nécessité d'un espace collectif auquel se rattacher : le « nous » auquel renvoie Louise est singulièrement diffus, témoignage de la multiplicité des sphères d'appartenance auxquels s'attachent ces jeunes. Cependant, nous rejoignons encore une fois Jacques Ion, lorsqu'il décrit les « nouveaux militants » : *« Plus indignés qu'artisans du grand changement, ce qui ne veut pas dire fatalistes, bien au contraire. Mais chez eux, comme nous l'avons dit en parlant d'idéalisme pragmatique, les moyens ne sauraient être contradictoires avec les objectifs. Voire davantage : fins et moyens*

*sont confondus. Ils imaginent en actes la critique de la démocratie représentative. Ils se veulent inventeurs, accoucheurs d'autres voies pour la démocratie. »*²³⁴

En effet, ce *militantisme intime* vient aussi interroger la nécessité de positionner le débat sur la place publique, en « cantonnant » la militance aux sphères de l'intime. Pourtant, il s'agit bien de convaincre, et de propager des valeurs et modes d'action. Par le débat, par l'action, par l'exemple. Encore une fois, il nous semble que ces jeunes réinventent ici des espaces de démocratie spécifiques, qu'il faut peut-être voir comme des réponses à l'absence de démocratie qu'ils perçoivent dans le débat public traditionnel.

Cette forme particulière de militantisme, ou de militance, est-elle nouvelle ? On l'a vu avec la controverse sur *la Fin des Militants ?*, il faut se garder de vouloir débusquer la nouveauté là où elle n'est pas nécessairement. Possiblement, un examen historique viendrait nous apprendre que déjà, un militantisme soucieux avant tout de convaincre les proches, les intimes, a déjà été constaté quelque part dans la longue histoire du monde . L'intérêt, selon nous, ne réside pas dans la nouveauté, mais bien plus dans la recherche consciente d'un moyen d'agir qui vienne respecter la quête de sens que ces jeunes poursuivent tous.

Dans *Sociologie du militantisme. Problématisations et déplacement des méthodes d'enquête*²³⁵, Olivier Fillieule et Bernard Pudal insistaient sur le fait que cette pluralité de sphères imposait de « *se plier à différentes normes, règles et logiques* ». N'y a-t-il pas cependant ici, encore une fois, une aspiration à la liberté , à laquelle viendrait se mêler l'irréductible besoin de l'efficacité de l'individu engagé ?

- ***Conclusion de la troisième partie***

Des rapports à l'engagement contrastés.

Évidemment, notre examen des postures militantes chez ces onze jeunes en formation ne peut être réduit aux formes sur lesquelles nous avons souhaité porter l'attention. Tous ne sont pas identiques, loin s'en faut et chacun de ces jeunes poursuit son chemin d'engagement selon une logique, une temporalité et des valeurs qui lui sont propres. Leurs rapports au militantisme dessinent donc une mosaïque de rapports à l'engagement. On peut rapidement en distinguer trois formes particulières.

²³⁴ Ion, Jacques. *S'engager dans une société d'individus*, op.cit. p.28

²³⁵ Fillieule Pudal, op cit p.172 : « *Les organisations militantes se composent d'individus insérés dans une multiplicité de lieux de l'espace social. Ils sont donc en permanence soumis à l'obligation de se plier à différentes normes, règles et logiques qui, parfois peuvent entrer en conflit. Les insertions politiques des individus sont en tension avec les autres insertions de ces mêmes individus. Autrement dit, les individus sont plus ou moins plongés dans une pluralité de mondes sociaux, ou de sphères de vie et donc soumis à des principes de socialisation hétérogènes et parfois même contradictoires qu'ils intériorisent* »

La première sera celle d'une *indifférence au militantisme*. Sans y être hostile, voire en lui témoignant une certaine sympathie, les individus ici ne se reconnaissent pas dans l'identité militante.

Sans les enfermer ou les réduire à une typologie, il faut reconnaître que pour certains, la question militante est aujourd'hui absente. Si l'entrée en formation en ESS pouvait venir répondre à la nécessité de tester la capacité d'engagement, ainsi que la cohérence personnelle, elle n'y répond pas toujours, et provoque une sortie de l'engagement. C'est le cas, par exemple, chez Lola, ou chez Lou, qui à la fin de ses études s'interroge beaucoup quant à son avenir et envisage de reprendre des études, « *pourquoi pas dans le médical* ». Jeanne, qui n'a pas « *trouvé quelque chose qui [la] passionne* » et exprime à plusieurs reprises ses difficultés à se reconnaître dans les groupes qu'elle a pu côtoyer, envisage elle aussi de se réorienter, et évoque aussi bien l'enseignement que les métiers du livre.

Le deuxième rapport au militantisme se situe à l'extrême opposé, nous parlerons de *militantisme identitaire*. Ici, le militantisme est non seulement revendiqué, mais fait partie entière de l'identité. C'est le cas chez Damien, pour qui le militantisme s'opère dans l'adhésion au parti, mais pas seulement. Thomas, Louise, Charlotte par exemple revendiquent la place de l'engagement dans leurs vies. Que celui-ci vienne prendre corps dans un exercice professionnel, dans l'adhésion à un organisme, dans un collectif informel, voire dans l'expression *d'un militantisme intime* est secondaire : ils entendent bien, à leur façon, militer à la transformation du monde, et être reconnus comme tels.

Enfin, un troisième type de rapport au militantisme s'inscrit dans une voie médiane, que nous appellerons le *militantisme non endossé*. Si dans ce cas les voies professionnelles semblent tracées, elles n'impliquent pas nécessairement d'être qualifiées de militantes. C'est le cas chez Émilie, qui jugeant avoir payé *le prix fort* pour ses engagements passés (par la précarité engendrée comme par le temps investi) entend bien désormais travailler au service des populations vulnérables, sans pour autant être qualifiée de militante. Plus qu'un refus à cette appellation, c'est ici un désintérêt pour cette question. S'imaginerait-elle engagée et militante à l'avenir ? « *Peut-être, je ne dis pas oui, je ne dis pas non quoi. Je ne me pose pas forcément la question* ». Minna, quant à elle, met la question à distance « *C'est pas important de me dire "je suis engagée"*. »

CONCLUSION GÉNÉRALE

Notre question portait sur les facteurs, formes et objets de militance chez les jeunes en formation en ESS. Il nous paraissait utile, avant de questionner ces jeunes, de poser la question de ce que militer veut dire, pour pouvoir ensuite aller interroger l'hypothèse d'une Économie Sociale et Solidaire comme espace particulier de militance.

Il aura été tout aussi indispensable d'entendre et d'accepter que, comme nous en avertit Howard Becker dans *Les Ficelles du Métier*²³⁶, toute recherche et son objet ne naissent jamais que dans les représentations que leur auteur en a forgé. C'est donc logiquement à partir de ces représentations que se sont dessinés nos questionnements, nos hypothèses et la façon de les mettre à l'épreuve. Notre première étape aura donc été de déconstruire l'hypothèse d'un militantisme total, fait de don de soi à la cause ou à l'organisation, pour au contraire découvrir la pluralité des formes militantes. La deuxième, centrée sur l'ESS, aura cherché non pas à comprendre l'ESS, mais à saisir ce qu'elle donne à voir aujourd'hui en matière militante. On l'a vu, les deux entretiennent des relations parfois incertaines, voire confuses, mais tenaces. Il semble cependant qu'il faille ici aussi se départir d'une vision idéalisée d'un militantisme inhérent à l'ESS.

- **Des jeunes engagés ?**

Toujours est-il que, tandis que le militantisme opère des mues, présente des variations, l'ESS nous offre elle aussi à travers ses mutations historiques une pluralité d'offres militantes. Dans cet entre-deux en mouvement constant, comment se positionnent les jeunes ? Leurs attentes et les propositions de l'Économie Sociale et Solidaire peuvent-elles se rejoindre ?

Ce n'est pas la question que se posent ces jeunes de prime abord. S'engager, pour ces jeunes, répond avant tout au besoin de construire son identité sociale et d'assurer une cohérence générale à son parcours de vie. Il est certain par contre que, dès lors qu'ils démarrent sur le chemin de l'engagement, l'ESS devient un espace propice à l'expérimentation et au test, par les formules qu'elle peut proposer, et dans une moindre mesure, par les idéologies qui la sous-tendent. Entendu ainsi, le choix de formation en ESS peut donc constituer une des étapes du renforcement du parcours d'engagement.

²³⁶ Becker, Howard S, *Les ficelles du métier. Comment conduire sa recherche en sciences sociales*, La découverte, Paris, 2002

A bien des égards, leur engagement dès lors qu'il commence à se former se rapproche de l'idéal-type qu'avait forgé Jacques Ion avec son « engagement distancié ».²³⁷ L'importance des affects, une réflexivité accrue, la primauté donnée à l'action sur le dire, la possibilité toujours offerte de changer de « cause », ou encore l'inscription dans des réseaux plus horizontaux que verticaux sont bien des points saillants de leurs formes d'engagement. Pour autant, ils peuvent aussi s'en écarter, notamment dans la nécessité de l'expression publique. Pour certains de ces jeunes, puisqu'il s'agit de composer avec les contraintes du monde, le militantisme peut choisir de s'exprimer de façon privilégiée dans la sphère privée, de l'intime.

De façon privilégiée, parce que non exclusive. Ce que montre notre étude, c'est bien au contraire une pluralité de formes d'engagements, et une pluralité de conceptions du militantisme qui y sont associés. Celui-ci peut être assumé, revendiqué, absent, estompé ou renié en raison de son trop d'idéalisme : en rencontrant sur leurs chemins d'engagement des étapes particulières ces jeunes ont pu renforcer, affiner ou au contraire affaiblir leurs appétits militants. Il reste cependant facilement constatable que la possibilité d'une formation supérieure en ESS vient en partie, et encore une fois pas uniquement, répondre à leur besoin d'explorer les territoires militants. Mais, bien que désormais reliés par une appartenance à « la famille ESS », nos onze jeunes en quête de sens nous montrent bien une diversité dans la façon de concevoir leur engagement. Notre étude, dans le sens où elle les questionne à un moment de transition, ne peut dire s'ils poursuivront sur cette voie.

Avons-nous par ce travail répondu à l'intrigante question de savoir comment et pourquoi on devient militant ?

Non, évidemment pas. Les limites de notre étude, la portée de son échantillon n'y pouvaient pas prétendre. Mais surtout, comme nous le rappellent les travaux sur le sujet, le militantisme n'est qu'un concept, pas un statut ou une situation. Subjectif, il ne prend forme que lorsque un individu entend s'assigner à soi-même cette « identité », en la façonnant par une série d'épreuves posées sur le parcours d'engagement. L'engagement ne peut donc être défini comme posé une fois pour toutes. C'est un processus, qui s'alimente par le partage avec des pairs d'une certaine perception du social, mais qui peut tout aussi bien s'éteindre s'il n'est alimenté par des expériences positives qui favorisent la reconnaissance et renforcent le sentiment d'utilité. En ce sens, ce que notre étude met en exergue, c'est que l'engagement participe bien d'une volonté de singularisation et de construction identitaire. Mais il doit être entendu comme une voie parmi d'autres. Il reste que c'est cette forme de singularisation et d'identification qui prévaut chez les jeunes qui se forment à l'ESS

237 Voir par exemple pour une synthèse sur le sujet Lambelet Alexandre, *Engagement distancié*, dans : Olivier Fillieule éd., Dictionnaire des mouvements sociaux. Paris, Presses de Sciences Po, « Références », 2009, p. 206-212.

aujourd'hui. Par ailleurs, il est notable que dans le processus, à la fois inconscient et volontaire qui leur permet d'affirmer leur identité propre, ces jeunes viennent s'inscrire en faux avec les discours qui voudraient faire d'eux une « génération perdue », observatrice passive de la dérive du monde et repliée sur elle-même. Bien au contraire, ils entendent contester, par des formes très variées, la domination économique qui produit pour eux de l'injustice sociale. En ce sens, ils entendent être acteurs de ce monde, et l'ESS se présente comme un moyen de l'être.

Quelle cause défendent-ils alors ? Il faut bien reconnaître que l'attachement à une cause est significativement absent des narrations biographiques, et apparaît secondaire pour ces jeunes. C'est bien l'injustice, l'iniquité et l'inégalité sociale dans leur ensemble qui sont convoquées. Dans leur pragmatisme, ces jeunes ne peuvent pas se concevoir comme des idéalistes. Il ne s'agit pas, sauf pour ceux optant pour les chemins de la politique, de changer le monde, mais d'opposer à la marche de celui-ci des actions, concrètes et de proximité qui viennent l'entraver. Si attachement il y a, il se fait plus au projet défendu qu'à une cause, conçue comme théorique, et pas plus à une organisation. En témoigne la fluidité dont ils font preuve en rejoignant des structures différentes, tout comme leur refus de différencier, au sein de la longue liste des injustices sociales, une qui serait plus importante que d'autres.

Un « double-je » ?

Il n'empêche. Derrière leurs engagements, ces jeunes restent exposés comme tout un chacun à la vie sociale et ses contraintes, et ils le perçoivent parfaitement. On voit alors s'exprimer des tensions, interrogations et questionnements. L'injonction à la réussite ne leur est pas étrangère.

Est-ce pour autant que, comme le suggère Matthieu Hély, « *s'il est d'usage de montrer les travailleurs de l'ESS comme « militants », ils recherchent avant tout un emploi stable et des perspectives d'évolutions* »²³⁸ ? L'emploi du vocable « *avant tout* » empêche notre étude de le confirmer. S'ils ne sont effectivement pas dénués de préoccupations professionnelles, et perçoivent bien leur engagement comme une façon de développer des compétences, ces jeunes, à l'instant où nous les interrogeons, semblent tout aussi peu enclins à compromettre leur désir d'engagement. Difficile, à ce moment de leur vie, de saisir si l'un ou l'autre des enjeux prendra l'ascendant. Mieux, l'inscription dans l'ESS, conçu comme espace alternatif au capitalisme, semble répondre à cette volonté de « ne pas choisir ». Il faut d'ailleurs ajouter que pour certains d'entre eux, avant l'ESS ce sont les métiers du social qui

²³⁸ Matthieu Hély, *De l'utopie aux pratiques*, p.149

nourrissent leurs aspirations, tandis que pour d'autres ceux de l'enseignement, conçu comme « le meilleur moyen de faire changer les mentalités »²³⁹

Néanmoins, on l'a vu, la confrontation à la réalité implique un positionnement qui n'est pas sans ambiguïté. Il s'agit, pour reprendre une formule particulièrement en vogue actuellement dans le monde politique, d'être dans le « *en même temps* ». Choisir de s'engager ne peut pas signifier de renoncer à l'épanouissement. *A contrario*, la recherche de l'épanouissement n'implique pas de renoncer à l'engagement. Il s'agit alors parfois de trouver d'autres formes, qui en déconnectant les sphères professionnelles et personnelles pourront permettre cette savante composition.

On touche ici à une des limites de notre étude. Interrogeant des adultes en devenir, elles ne permettent que l'expression de représentations. Sur l'ESS, sur le marché de l'emploi, sur la vie de famille. Il n'empêche qu'elle nous semble faire ressortir une aspiration forte à la liberté et à l'épanouissement, et que ces dernières sont interrogées au prisme de la nécessité de l'emploi ; la conciliation est perçue comme difficile à atteindre. A ce titre, les apports d'Hannah Arendt ou d'Amartya Sen sur une possible émancipation par le travail dans l'ESS, tels qu'exploités par Patrice Braconnier dans son étude sur « *le sens du travail en ESS* »²⁴⁰ auraient été probablement intéressants à exploiter. Faute de temps permettant de nous approprier la complexité du sujet, nous avons choisi de ne pas aller plus avant sur cette question.

- ***Et l'ESS, dans tout ça ?***

De fait, ce sont bien les espaces spécifiques de l'ESS, notamment le terrain associatif, qui leur permettent d'aller expérimenter, mettre à l'épreuve leurs capacités d'engagement mais aussi de se forger un capital social et professionnel. Est-ce donc là le seul lien qui réunit cette jeunesse engagée et l'ESS ? On peut en trouver assez facilement d'autres.

L'ESS, on l'a dit, a fait tôt le choix d'une transformation sociale qui s'opérerait en dehors de la perspective révolutionnaire. Ces jeunes s'inscrivent parfaitement dans cette logique : ils ne s'attendent pas, ni n'espèrent un « *grand soir* » qui verrait changer le monde subitement. Plus que ça, ils refusent de sacrifier leur vie pour un idéal abstrait. S'inscrivant dans la logique du Colibri, où chacun fait sa part, ils n'entendent cependant pas renoncer : si tous font leur part, le changement peut venir ; Il s'agit donc bien là d'une confiance dans l'action collective, et non d'un repli individualiste.

²³⁹ Ce que disent parfaitement Damien ou Clémentine quand ils évoquent leur projet d'emploi au sein de l'Éducation Nationale ou de l'Enseignement supérieur.

²⁴⁰ *Chapitre 3: Le sens du travail en économie sociale et solidaire. Apports d'Hannah Arendt et d'Amartya Sen pour une économie démocratique*, dans P Braconnier - L'économie sociale et solidaire et le travail, 2013 - Éditions L'Harmattan

Dans « *Le projet de l'Économie Sociale et Solidaire, fonder une économie a-capitaliste* », Jean-François Draperi insistait sur la difficulté inhérente à l'ES, qui consiste à chercher à dépasser « *la principale contradiction à laquelle chacun fait face entre le dire et le faire. Par la recherche d'une cohérence entre les pratiques sociales dans lesquelles on s'engage et le discours qu'on porte sur l'économie et la société, on tend à « dire ce qu'on fait et faire ce qu'on dit* »²⁴¹. C'est bien ce dépassement que vise nos jeunes aujourd'hui.

Enfin, un troisième point touche à la question de l'identité professionnelle des cadres de l'ESS. Dans son article consacré au sujet, Gilles Lazuech envisageait la nouvelle figure du cadre de l'ESS, plus militant en interne, au sein de son organisation que dans ses relations avec le monde : « *C'est dans l'exercice de la fonction managériale que le dirigeant est militant, dans sa pratique quotidienne, pas nécessairement ailleurs. Ces dirigeants ne se conçoivent pas comme des êtres à part, séparés du reste du monde social, mais comme des managers à part entière, comparables aux autres du point de vue de leur professionnalisme, mais dont les missions et l'engagement sont autres que ceux d'un manager d'entreprise classique* »²⁴². Comment ne pas faire un lien avec les formes intimes du militantisme que revendiquent les jeunes, et envisager avec Gilles Lazuech que cette disposition particulière va sans doute participer à une nouvelle définition du cadre de l'ESS ?

Il n'empêche que, passée cette ambition, les jeunes ne prêtent pas beaucoup de crédit, ou d'intérêt, à la capacité de transformation sociale de l'ESS. C'est bien sa fonction réparatrice qui les attirent le plus souvent, en lien avec l'attente identifiée de pouvoir constater des résultats. A ce titre, il serait sans doute intéressant de creuser une particularité : sur les onze jeunes rencontrés, deux semblent plus proches de l'idéal politique de transformation globale de la société. Hasard des circonstances ? Ce sont les deux seuls de sexe masculin. Les femmes seraient-elles plus pragmatiques en matière d'engagement ? En tous les cas, la question d'une féminisation de l'engagement avait été posée dès 1997 par Jacques Ion.

Enfin, au-delà de ce qu'elle fait comprendre de la singularité de l'ESS, notre étude pourrait connaître d'utiles prolongements. En effet, elle nous montre que ces jeunes, quoique défiants envers le terme « militant », montrent tous les signes d'un engagement marqué. Dans leur grande majorité, ils semblent avoir choisi sciemment de ne pas s'engager dans les voies plus traditionnelles du militantisme, telles que la politique, le syndicalisme ou l'activisme. Ils semblent leur préférer ces espaces de réinvention de la démocratie que sont les organisations de l'ESS. Néanmoins, l'offre militante est aujourd'hui pléthorique. L'étude

²⁴¹ *Le projet de l'économie sociale et solidaire : fonder une économie acapitaliste. Entretien avec Jean-François Draperi*, Mouvements, 2015/1 (n° 81), p. 38-50.

²⁴² Lazuech, Gilles. *Les cadres de l'économie sociale et solidaire : un nouvel entrepreneuriat ?*, Formation emploi, 2006 p. 72

menée par Claire Thoury²⁴³ montre que quoiqu'en disent les partisans d'une fin du militantisme, l'ensemble de la jeunesse s'empare encore des formes plus conventionnelles du militantisme. Comment dans cette profusion militante, l'ESS, pour assurer son développement, peut elle se distinguer ?

²⁴³ Thoury Claire, *L'engagement étudiant dans un monde d'individualisation : construction identitaire et parcours politiques*. Sociologie. Université Sorbonne Paris Cité, 2017.

BIBLIOGRAPHIE

Agrikoliatsky Éric. *Chapitre 6 - Les « carrières militantes ». Portée et limites d'un concept narratif*, dans : Olivier Fillieule éd., *Sociologie plurielle des comportements politiques. Je vote, tu contestes, elle cherche....* Paris, Presses de Sciences Po, « Académique », 2017, p. 167-192. URL : <https://www-cairn-info.iepnomade-2.grenet.fr/sociologie-plurielle-des-comportements-politiques--9782724620153-page-167.htm> [consulté le 20 Juillet 2019]

Agrikoliatsky Éric, Sommier Isabelle, Fillieule Olivier. *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*. La Découverte, « Recherches », 2010, 338 pages. ISBN : 9782707156570. URL : <https://www-cairn-info.iepnomade-2.grenet.fr/penser-les-mouvements-sociaux--9782707156570.htm> [consulté le 20 Juillet 2019]

Atlas commenté de l'économie sociale et solidaire 2017, Observatoire national de l'ESS – CNCRESS, édition 2017, 3ème édition.

Beck, Ulrich. *La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*, trad. de l'allemand par L. Bernardi. Paris, Aubier, 2001, 521 p.

Becker, Howard S. *Les ficelles du métier. Comment conduire sa recherche en sciences sociales*, La découverte, Paris, 2002

Becker, Howard S. *Outsiders. Études de sociologie de la déviance*. Éditions Métailié, « Leçons De Choses », 1985, 250 pages.

Becker, Howard S. *Notes sur le concept d'engagement*, traduit par C. Debras et A. Perdoncin, *Tracés. Revue de sciences humaines*, n° 11, « L'engagement », octobre 2006, mis en ligne le 28 septembre 2008, <http://traces.revues.org.iepnomade-2.grenet.fr/index257.html>. [consulté le 20 Juillet 2019]

Boltanski, Luc, Chiappello Eve. *Le Nouvel Esprit du Capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999.

Boutillier Sophie, Ndiaye Abdourahmane, Ferreira Nathalie. *Le travail et l'utopie. Analyse du travail dans les théories de Sismondi, Fourier, Proudhon, Marx, Engels, Godin et Lafargue*, dans : *L'économie sociale et solidaire et le travail*, Xèmes Rencontres du RIUESS Poitiers / 15-17 juin 2011, Poitiers, France.

Braconnier, Patrice. *Chapitre 3: Le sens du travail en économie sociale et solidaire. Apports d'Hannah Arendt et d'Amartya Sen pour une économie démocratique*, dans P Braconnier - *L'économie sociale et solidaire et le travail*, 2013 - Éditions L'Harmattan

Brodiez, Axelle. *Penser les évolutions du militantisme depuis 1945. Le prisme de la sociohistoire des associations de solidarité*, Juin 2006, Lille, France. <halshs-00174315>

Brodiez, Axelle. *Militants, bénévoles, affiliés, affranchis: l'applicabilité historique de travaux sociologiques. Les bénévoles et leurs associations. Autres réalités, autre sociologie ?*, L'Harmattan, pp.279-291, 2004, Logiques sociales.

Castel, Robert. *La Montée des incertitudes. Travail, protections, statut de l'individu*, Paris, Éditions du Seuil, La couleur des idées, 2009

Castel, Robert. *Grand résumé de La Montée des incertitudes. Travail, protections, statut de l'individu* Paris, Éditions du Seuil, La couleur des idées, 2009 », *Sociologies* [En ligne], Grands résumés, La Montée des incertitudes. Travail, protections, statut de l'individu, mis en ligne le 20 décembre 2010, URL : <http://journals.openedition.org/sociologies/3276> [consulté le 21 juin 2019]

Coenen-Huther, Jacques. *Le type idéal comme instrument de la recherche sociologique*, [En ligne], *Revue française de sociologie*, 2003/3 (Vol. 44), p. 531-547. DOI : 10.3917/rfs.443.0531. URL : <https://www-cairn-info.iepnomade-2.grenet.fr/revue-francaise-de-sociologie-1-2003-3-page-531.htm> [consulté le 9 juillet 2019]

Dacheux, Éric, Goujon, Daniel. *Dépasser le salariat pour passer à l'Économie Solidaire, l'opportunité du revenu d'existence*. [En ligne], RECMA, 2012, n°323. <https://www.erudit.org/fr/revues/recma/2012-n323-recma0813/1018347ar/> . [consulté le 22 août 2019]

Darbus, Fanny, Hély, Matthieu (2010). *Travailler dans l'ESS : aspirations, représentations et dispositions : Une étude auprès des adhérents de l'association Ressources solidaires*. *Revue internationale de l'économie sociale*, (317), 68–86. <https://doi.org/10.7202/1020882ar> [consulté le 22 août 2019]

Defourny Jacques, Nyssens Marthe. *Économie sociale et solidaire: Socioéconomie du 3e secteur*, De Boeck Supérieur, 2017 - 496 pages

Demoustier, Danièle. *Le bénévolat, du militantisme au volontariat*, *Revue française des affaires sociales*, p. 97-116. URL : <https://www-cairn-info.iepnomade-2.grenet.fr/revue-francaise-des-affaires-sociales-2002-4-page-97.htm> [consulté le 12 août 2019]

Demoustier, Danièle. *L'économie sociale et solidaire, s'associer pour entreprendre autrement*, Syros, Alternatives économiques, 2001, 189 p.

Demoustier Danièle, Malo Marie-Claire, *L'économie sociale et solidaire, une économie relationnelle ? Questions d'identité et de stratégie !*, dans : Emmanuel Bayle éd., *Management des entreprises de l'économie sociale et solidaire. Identités plurielles et spécificités*. Louvain-la-Neuve, De Boeck Supérieur, « Méthodes & Recherches », 2012, p. 15-37. URL : <https://www-cairn-info.iepnomade-2.grenet.fr/management-des-entreprises-de-l-economie-sociale-e--9782804170912-page-15.htm> [consulté le 20 août 2019]

Demoustier, Danièle, Wilson-Courvoisier, Scarlett. (2009). *L'enseignement initial de l'économie sociale et solidaire : un enjeu stratégique*. *Revue internationale de l'économie sociale*, (311), 59–71. <https://doi.org/10.7202/1022186ar> [consulté le 20 août 2019]

Draperi, Jean-François. *L'entrepreneuriat social, un mouvement de pensée inscrit dans le capitalisme*, Cestes-Cnam, Recma, *Acte1*, févr. 2010 <http://www.recma.org/actualite/lentrepreneuriat-social-un-mouvement-de-pensee-inscrit-dans-le-capitalisme-j-f-draperi> [consulté le 22 août 2019]

Draperi, Jean-François. *Le projet de l'économie sociale et solidaire : fonder une économie acapitaliste*. *Entretien avec Jean-François Draperi*, *Mouvements*, 2015/1 (n° 81), p. 38-50. DOI : 10.3917/mouv.081.0038. URL : <https://www-cairn-info.iepnomade-2.grenet.fr/revue-mouvements-2015-1-page-38.htm> [consulté le 20 août 2019]

Draperi, Jean-François. *La République coopérative, théories et pratiques du XIX et XXème siècle*, Larcier-Bruxelles, 2012

Dubar Claude. *La crise des identités. L'interprétation d'une mutation*. Presses Universitaires de France, « Le Lien social », 2010, 256 pages. ISBN : 9782130583653, page 225.

Dussuet Annie, Flahault Erika. *Entre professionnalisation et salarisation, quelle reconnaissance du travail dans le monde associatif ?*, *Formation emploi* [En ligne], 111 | Juillet-Septembre 2010, mis en ligne le 10 octobre 2012, URL : <http://journals.openedition.org.iepnomade-2.grenet.fr/formationemploi/3091> [consulté le 22 août 2019]

Dussuet Annie, Lauzanas Jean-Marc (dir.), *L'économie sociale entre informel et formel. Paradoxes et innovations*, Presses universitaires de Rennes, coll. « Économie et société », 2007, 253 p.

Duport, Claire. *Notables, Militants, Entrepreneurs, une histoire sociale du militantisme dans les cités* [en ligne]. Thèse pour obtenir le grade de docteur, sociologie. Université de Provence Aix-Marseille, 2007, 351 p. Disponible sur <http://www.transverscite.org/Notables-militants-entrepreneurs.html> . [Consulté le 29 juillet 2019]

Duverger, Timothée. *La Reconnaissance législative de l'Économie Sociale et solidaire*, Fondation Jean Jaurès. consultable sous <https://jean-jaures.org/nos-productions/La-reconnaissance-legislative-de-l-economie-sociale-et-solidaire> [consulté le 22 août 2019]

Fillieule, Olivier. *Devenirs militants*, *Sciences Humaines*, 2003/12 (N°144), p. 26-26. URL : <https://www-cairn-info.iepnomade-2.grenet.fr/magazine-sciences-humaines-2003-12-page-26.htm> [consulté le 22 août 2019]

Fillieule , Olivier. *Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel. Post scriptum* , Revue française de science politique, 2001/1 (Vol. 51), p. 199-215. DOI : 10.3917/rfsp.511.0199. URL : <https://www-cairn-info.iepnomade-2.grenet.fr/revue-francaise-de-science-politique-2001-1-page-199.htm> [consulté le 22 août 2019]

Fillieule Olivier, Mayer Nonna. *Devenirs militants. Introduction* , Revue française de science politique, 2001/1 (Vol. 51), p. 19-25. DOI : 10.3917/rfsp.511.0019. URL : <https://www-cairn-info.iepnomade-2.grenet.fr/revue-francaise-de-science-politique-2001-1-page-19.htm> [consulté le 22 août 2019]

Fillieule Olivier, Pudal Bernard. 8. *Sociologie du militantisme. Problématisations et déplacement des méthodes d'enquête*, dans : Éric Agrikoliansky éd., *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*. Paris, La Découverte, « Recherches », 2010, p. 163-184. URL : <https://www-cairn-info.iepnomade-2.grenet.fr/penser-les-mouvements-sociaux--9782707156570-page-163.htm> [consulté le 22 août 2019]

Frère, Bruno. *Les deux crises de la modernité et l'imaginaire solidaire, Introduction au livre Le nouvel esprit solidaire, préface Luc Boltanski, postface Jean-Louis Laville*, Paris, Desclée de Brouwer, 2009. <https://orbi.uliege.be/bitstream/2268/17817/1/intro%20Le%20nouvel%20esprit%20solidaire.pdf> [consulté le 22 août 2019]

Frétel, Anne. *De la partition du fait associatif à la loi de 2014 affirmant l'unité de l'économie sociale et solidaire : l'histoire d'une construction politique* , RECMA, 2018/3 (N° 349), p. 27-41. DOI : 10.3917/recma.349.0027. URL : <https://www-cairn-info.iepnomade-2.grenet.fr/revue-recma-2018-3-page-27.htm> [consulté le 22 août 2019]

Gaxie, Daniel (2005), *Rétributions du militantisme et paradoxes de l'action collective* , Revue suisse de science politique, 11 (1), printemps.

Gueslin, André. *L'Invention de l'économie sociale, Idées, Pratiques et Imaginaires coopératifs et mutualistes dans la France du XIXème Siècle*, Paris, Economica, 1987.

Godin, Jean-Baptiste. *Solutions sociales*, Guise, éditions du Familistère, 2010, p. 75.

Hély, Matthieu. *L'économie sociale et solidaire n'existe pas*, La vie des idées, avril 2008, <http://laviedesidees.fr/l-economie-sociale-et-solidaire-n.html> [consulté le 22 août 2019]

Hély, Matthieu. *À travail égal, salaire inégal : ce que travailler dans le secteur associatif veut dire.* , *Sociétés contemporaines*, 2008/1 (n° 69), p. 125-147. DOI : 10.3917/soco.069.0125. URL : <https://www-cairn-info.iepnomade-2.grenet.fr/revue-societes-contemporaines-2008-1-page-125.htm> , [consulté le 22 août 2019]

Hély Matthieu, Moulévrier Pascale. *L'économie sociale et solidaire : de l'utopie aux pratiques*, La Dispute, coll. « Travail et salariat », 2013, 219 p., ISBN : 978-2-84303-241-7.

Henkens, Anne-Martine. *Militance vs militantisme* , Analyse de l'IHOES, n°169 , Belgique, 2017, http://www.ihoes.be/PDF/IHOES_Analyse169.pdf [consulté le 22 août 2019]

Henkens, Anne-Martine. *Activiste ou militant ?* , Analyse de l'IHOES, n°182, Belgique, 2017, <http://www.ihoes.be/PDF/Analyse182.html> [consulté le 22 août 2019]

Hessel, Stéphane. *Indignez-vous !*, Montpellier : Indigène éditions, collection « Ceux qui marchent contre le vent », 2010, 32 p.

Ion, Jacques. *La fin des Militants ?* Éditions de l'Atelier (programme ReLIRE), « Enjeux de société », 1997, 130 pages. ISBN : 9782708232822.

Ion, Jacques. *S'engager dans une société d'individus*, Éditions Armand Colin, Collection Individu et société, 2012, 215 pages. ISBN : 978-2-200-27919-8

Ion Jacques, Franguiadakis Spyros, Viot Pascal. *Militer aujourd'hui*. Paris, Éd. Autrement, coll. Cevipof/Autrement, 2005, 139 p . <https://journals-openedition-org.iepnomade-2.grenet.fr/questionsdecommunication/7987> [consulté le 22 août 2019]

Ion, Jacques. *Bénévolat, assistance... Pourquoi s'engage-t-on ?*, *Sciences Humaines*, 2011/2 (N°223), p. 44-46. URL : <https://www-cairn-info.iepnomade-2.grenet.fr/magazine-sciences-humaines-2011-2-page-44.htm> [consulté le 22 août 2019]

Jeantet, Thierry. *L'économie sociale, une alternative au capitalisme*, Economica, 2008, 80 p.

Kaufmann, Jean-Claude. *L'entretien compréhensif*, 4^{ème} édition. Paris, Armand Colin, 2016. 126 p

Kaufmann Jean-Claude. *L'identité*, dans : Joyce Aïn éd., *Identités*. Toulouse, ERES, « Hors collection », 2009, p. 55-63. DOI : 10.3917/eres.ain.2009.01.0055. URL : <https://www-cairn-info.iepnomade-2.grenet.fr/identites--9782749211121-page-55.htm> [consulté le 22 août 2019]

Lambelet, Alexandre. *Engagement distancié*, dans : Olivier Fillieule éd., *Dictionnaire des mouvements sociaux*. Paris, Presses de Sciences Po, « Références », 2009, p. 206-212. URL : <https://www-cairn-info.iepnomade-2.grenet.fr/dictionnaire-des-mouvements-sociaux--9782724611267-page-206.htm> [consulté le 22 août 2019]

Laville, Jean-Louis. *Économie Solidaire*, dans JL Laville et D Cattani, *Dictionnaire de l'autre économie*, Paris, Desclée de Brouwer, pp.253-260

Laville, Jean-Louis. *Au-delà de l'État et du marché, l'économie sociale et solidaire*; <https://theconversation.com/au-dela-de-letat-et-du-marche-leconomie-sociale-et-solidaire-78952> [consulté le 22 août 2019]

Lazuech, Gilles. *Les cadres de l'économie sociale et solidaire : un nouvel entrepreneuriat ?*, *Formation emploi*, 2006 page 72 [En ligne], 95 | juillet-septembre 2006, mis en ligne le 30 septembre 2008, consulté le 02 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/formationemploi/2386>

Lazuech Gilles, Darbus Fanny. *Du militant au manager ? Les « nouveaux » cadres de l'économie sociale*, dans : Paul Bouffartigue éd., *Cadres, classes moyennes : vers l'éclatement*. Paris, Armand Colin, « Recherches », 2011, p. 76-86. DOI : 10.3917/arco.bouff.2011.01.0076. URL : <https://www-cairn-info.iepnomade-2.grenet.fr/cadres-classes-moyennes-vers-l-eclatement--9782200255909-page-76.htm> [consulté le 22 août 2019]

Lilian, Mathieu. *Chapitre 8 / Un militantisme qui n'a de « nouveau » que le nom*, dans : Bruno Frère éd., *Résister au quotidien ?* Paris, Presses de Sciences Po, « Académique », 2013, p. 223-240. URL : <https://www-cairn-info.iepnomade-2.grenet.fr/resister-au-quotidien--9782724612950-page-223.htm> [consulté le 22 août 2019]

Martinot-Lagarde, Pierre. *De nouvelles formes d'engagement*, *Revue Projet*, 2008/4 (n ° 305), p. 48-54. DOI : 10.3917/pro.305.0048. URL : <https://www-cairn-info.iepnomade-2.grenet.fr/revue-projet-2008-4-page-48.htm> [consulté le 3 juillet 2019]

Matonti Frédérique, Poupeau Franck. *Le capital militant. Essai de définition*. *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2004/5 (n° 155), p. 4-11. DOI : 10.3917/arss.155.0004. URL : <https://www-cairn-info.iepnomade-2.grenet.fr/revue-actes-de-la-recherche-en-sciences-sociales-2004-5-page-4.htm> [consulté le 22 août 2019]

Mauss, Marcel. *Essai sur le don : Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques*, *Sociologie et Anthropologie*, PUF, Collection Quadrige, 1973, 149-279

Paugam, Serge. *Type idéal*, *Sociologie* [En ligne], Les 100 mots de la sociologie, mis en ligne le 01 novembre 2014, consulté le 16 juin 2019. URL : <http://journals.openedition.org/iepnomade-2.grenet.fr/sociologie/2481>

Rocard Michel. *L'économie sociale et solidaire : une perspective Nord-Sud, discours de clôture*, *RECMA*, 2001/4 (N° 282), p. 7-16. DOI : 10.7202/1023396ar. URL : <https://www-cairn-info.iepnomade-2.grenet.fr/revue-recma1-2001-4-page-7.htm> [consulté le 22 août 2019]

Rodet, Diane. *L'économie solidaire comme mouvement social : des dispositifs de qualité pour s'identifier, agir et mobiliser*, *Revue Française de Socio-Économie*, 2015/1 (n° 15), p. 193-212. DOI : 10.3917/rfse.015.0193. URL : <https://www-cairn-info.iepnomade-2.grenet.fr/revue-francaise-de-socio-economie-2015-1-page-193.htm> [consulté le 22 août 2019]

Rodriguez, Daniela. *Événements marquants et (re)construction de sens des dirigeants de l'économie sociale*. Éducation. Conservatoire national des arts et métiers - CNAM, 2017. Français. ffnNT : 2017CNAM1142ff. fftel-01829849, consultable sous <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-01829849> [consulté le 22 août 2019]

Sawicki Frédéric, Siméant Johanna. *Décloisonner la sociologie de l'engagement militant. Note critique sur quelques tendances récentes des travaux français*. Sociol. trav. (Paris) (2009), doi:10.1016/j.soctra.2008.12.006.

Simonet, Maud. *Chapitre 11 - Le monde associatif : entre travail et engagement*, dans : Norbert Alter éd., *Sociologie du monde du travail*. Paris cedex 14, Presses Universitaires de France, « Quadrige », 2012, p. 195-212. DOI : 10.3917/puf.alter.2012.01.0195. URL : <https://www-cairn-info.iepnomade-2.grenet.fr/sociologie-du-monde-du-travail--9782130606413-page-195.htm> [consulté le 22 août 2019]

Sommier, Isabelle. *Le renouveau des mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation*, Éditions FlamJeanne, Champs, Paris, 2003, 336 pages

Thoury, Claire. *L'engagement étudiant dans un monde d'individualisation : construction identitaire et parcours politiques*. Sociologie. Université Sorbonne Paris Cité, 2017. Français. NNT : 2017US- PCA050. tel-01719377

Tovar, Élisabeth. 11. *L'économie sociale et solidaire : le renouveau d'un idéal ? , Regards croisés sur l'économie*, 2016/2 (n° 19), p. 160-172. DOI : 10.3917/rce.019.0160. URL : <https://www-cairn-info.iepnomade-2.grenet.fr/revue-regards-croises-sur-l-economie-2016-2-page-160.htm> [consulté le 22 août 2019]

Willemez, Laurent. *Perseverare Diabolicum : l'engagement militant à l'épreuve du vieillissement social*. Lien social et Politiques. 2004. N° 51, pp. 71-82. <https://www-erudit-org.iepnomade-2.grenet.fr/fr/revues/lsp/2004-n51-lsp758/008871ar/> [consulté le 22 août 2019]

Worms, Jean Pierre. *Militance et militantisme en mutation , I2D – Information, données & documents*, 2017/4 (Volume 54), p. 24-25. URL : <https://www-cairn-info.iepnomade-2.grenet.fr/revue-i2d-information-donnees-et-documents-2017-4-page-24.htm> [consulté le 22 août 2019]

La Belle Époque de l'économie sociale, L'Histoire, 2013/10 (N° 392), p. 12-12. URL : <https://www-cairn-info.iepnomade-2.grenet.fr/magazine-l-histoire-2013-10-page-12.htm> [consulté le 22 août 2019]

- **Ressources numériques**

Rapports et études

AVISE, *Ces Jeunes qui s'intéressent à l'ESS, enjeux et perspectives* », [en ligne], disponible sur <https://www.avise.org/ressources/ces-jeunes-qui-sinteressent-a-less-enjeux-et-perspectives> [consulté le 22 août 2019]

Le Labo de l'ESS, *Transformer l'emploi, redonner du sens au travail*, [en ligne], disponible sur <https://www.llelabo-ess.org/transformer-l-emploi-redonner-du-sens-au-travail.html> consulté le 22 août 2019]

MOUVES, *Livre Blanc de l'Entrepreneuriat Social*, [en ligne] disponible sur <http://mouves.org/Mouves2015/wp-content/uploads/2016/06/LivreBlanc-HD.pdf> [consulté le 22 août 2019] consulté le 22 août 2019]

Articles de presse et médias

L'Humanité, *Claude Alphanéry la signification politique de l'ESS n'est pas suffisamment reconnue*, [en ligne] disponible sur <https://www.humanite.fr/claude-alphanery-la-signification-politique-de-less-nest-pas-suffisamment-reconnue-619895> [consulté le 22 août 2019]

Place Publique, *Hugues Sibille, l'Économie Sociale* [en ligne] disponible sur <https://www.place-publique.fr/index.php/economie-2/articlehugues-sibille-l-economie-sociale/> [consulté le 22 août 2019]

Le Monde, *Stéphane Veyer, Pour une économie de combat*, [en ligne] disponible sur http://www.coopaname.coop/sites/www.coopaname.coop/files/file_fields/2015/07/14/2013-11-21-veyer-antoine-lemonde-pouruneessdecombat.pdf [consulté le 22 août 2019]

Médiapart, *Matthieu Hély, les enjeux de l'ESS* [en ligne] disponible sur <https://blogs.mediapart.fr/matthieu-hely/blog/061115/les-enjeux-de-leconomie-sociale-et-solidaire> [consulté le 22 août 2019]

TerraEco, *Jean-Marc Borello, le statut ne fait pas la vertu*, [en ligne] disponible sur <https://www.terraeco.net/JM-Borello-le-statut-ne-fait-pas,9423.html> [consulté le 22 août 2019]

Psychologies, *Le capitalisme est-il moral*, [en ligne] disponible sur <https://www.psychologies.com/Culture/Savoirs/Philosophie/Interviews/Debat-le-capitalisme-est-il-moral>, [consulté le 22 août 2019]

Encyclopédia Universalis, *article « Économie Sociale »* [en ligne] disponible sur https://www.universalis.fr/encyclopedie/economie-sociale/#i_70058 [consulté le 3 juillet 2019]

Maitron, *dictionnaire biographiques des mouvements ouvrier et social* [en ligne] disponible sur <http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/> [consulté le 22 août 2019]

Pages web dédiées aux organismes

RIUESS, réseau interuniversitaire de l'Économie Sociale et Solidaire, [en ligne] disponible sur <https://riuess.org/> [consulté le 22 août 2019]

IDIES, institut pour le développement de l'information économique et sociale, [en ligne] disponible sur <http://www.idies.org/> [consulté le 22 août 2019]

GERMM, groupe d'études et de recherches sur les mutations du militantisme [en ligne] disponible sur <http://www.afsp.msh-paris.fr/activite/groupe/germm/germm.html> [consulté le 22 août 2019]

Université Grenoble Alpes, master TOESS : <http://formations.univ-grenoble-alpes.fr/fr/catalogue/master-XB/droit-economie-gestion-DEG/master-economie-des-organisations-program-master-economie-des-organisations/parcours-transformations-des-organisations-de-l-economie-sociale-et-solidaire-subprogram-transformation-des-organisations-de-l-economie-sociale-et-solidaire.html> [consulté le 25 août 2019]

Institut d'Études Politiques de Grenoble, master DEES : <http://www.sciencespo-grenoble.fr/formation/developpement-expertise-de-leconomie-sociale/> [consulté le 25 août 2019]

Législation

Lol n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire, [en ligne] disponible sur <https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000029313296&categorieLien=id> [consulté le 22 août 2019]

Agrément ESUS, Entreprise solidaire d'Utilité Sociale, [en ligne] disponible sur <https://www.economie.gouv.fr/entreprises/agrement-entreprise-solidaire-utilite-sociale-ess> [consulté le 22 août 2019]

Graphiques, tableaux et images

Image en page de couverture : détail d'une photographie prise par l'auteur d'un pochoir de l'artiste Banksy (sans nom) vu à Amsterdam en 2016.

Tous les graphiques et tableaux sont des production de l'auteur du mémoire.

RÉSUMÉ

Si on en croit son histoire, l'Économie sociale et Solidaire serait une économie aspirant à transformer le monde. Une économie militante, ou de militants. Devenue de nos jours un marché du travail à part entière, elle draine vers elle, *via* une offre de formation universitaire toujours croissante, des jeunes gens aspirant à devenir demain les *nouveaux cadres de l'ESS*.

A l'heure où les discours sur le désengagement de la jeunesse bat son plein, qu'est-ce qui les anime ? Sont-ils, comme leurs prédécesseurs, militants ? Aspirent-ils, eux aussi, à changer le monde en s'engageant dans ces formations ?

C'est à cette question que le présent travail prétend, si ce n'est répondre, apporter un éclairage. Adoptant le point de vue sociologique, il cherche à comprendre ce qui, dans un monde que l'on dit de plus en plus individualiste, orienté vers les valeurs de réussite et de performance, peut bien amener ces jeunes à s'orienter vers un marché de l'emploi que l'on dit, si ce n'est marginal moins attractif en termes de salaires comme de reconnaissance sociale.

Adoptant la perspective interactionniste des carrières militantes, prenant appui sur une étude menée auprès de onze jeunes en cours de formation supérieure en ESS, cette étude montre que si ces jeunes aspirent bien à changer le monde, le temps de la formation est avant tout un temps de construction identitaire. Par le jeu de facteurs venant renforcer l'engagement, ou au contraire le déstabiliser, elle permet à chacun de dessiner son propre parcours qui prend alors ou pas les couleurs de l'engagement. Cet espace-temps singulier leur permet également de venir tester les capacités et formes militantes de l'Économie Sociale et Solidaire, pour vérifier si elles peuvent trouver leur place dans leur construction personnelle.

Ce faisant, en faisant preuve d'un remarquable pragmatisme, ces jeunes qui n'entendent pas renoncer à leurs aspirations militantes réinventent peut-être de nouvelles façons de militer.

L'Économie Sociale et Solidaire peut-elle entendre et intégrer ces « nouvelles » formes de militantisme ?

Mots-clefs :

Militantisme, économie sociale et solidaire, engagement, jeunesse, question sociale, formation.

TABLE DES MATIÈRES

Remerciements	5
Avant-propos.....	6
Sommaire.....	8
Introduction	9
PARTIE I. Militer aujourd'hui ?.....	19
I. L'impossible histoire du militantisme	19
A. Une brève histoire des mots.....	19
B. Quand « le malheur de quelques-uns devient l'affaire de tous ».	22
C. Du militantisme politico-syndical aux Zadismes, l'émancipation militante.....	25
II. Les nouvelles formes de militantisme : que sont les militants devenus ?	30
A. Militer dans un monde devenu individualiste ?	30
B. L'engagement à l'épreuve du temps : la notion de carrière.....	34
C. Entre intensité et (dis)continuité, de nouvelles formes de militance ?.....	37
III. Essai de caractérisation du militantisme	39
A. Qu'est-ce que militer aujourd'hui ?	39
B. Pour quoi et pourquoi militer ?.....	41
C. Pour un idéal-type militant.	44
PARTIE II. l'ESS, un terrain propice au militantisme ?.....	48
I. Histoire abrégée de l'Économie Sociale...et Solidaire.....	48
A. Des origines intimement liées à l'histoire militante.....	48
B. Les premières dissensions militantes ; composer ou s'opposer ?.....	51
C. Sociale ou Solidaire ? Les premiers brouillages identitaires.....	53
II. Une économie militante ?	57
A. Les « morsures capitalistes » : seconds brouillages identitaires	57
B. Les outsiders de l'Économie ou de la politique ?	63
C. L'ESS n'est-elle « pas assez politique » ?.....	67
III. ...ou de militants ?	72
A. Les différentes formes d'engagement dans l'ESS : quel militantisme ?	72
B. Le militantisme est-il soluble dans le salariat ?.....	75
C. Les cadres de l'ESS, une « identité à réinventer » ?	78
PARTIE III. Le temps des études, le sens en construction.	83
Le dispositif d'enquête.....	84
I. Un cheminement vers l'engagement ?.....	89

A.	Construction identitaire chez les étudiants, de quoi parle-t'on ?	90
B.	Des prédispositions à l'engagement ?	94
C.	Trouver sa propre cohérence.....	98
II.	Facteurs d'engagements et de désengagements.....	100
A.	L'importance des affects, du collectif...et des valeurs.	101
B.	Les rétributions, facteurs de poursuite de l'engagement.....	104
C.	L'ancrage dans le « concret »	106
III.	La nécessité de procéder à des arbitrages.....	107
A.	Pourquoi choisir ?	107
B.	La question professionnelle.....	108
C.	Choisir de ne pas choisir ?.....	111
IV.	Une nouvelle forme de militantisme ?.....	113
	Conclusion générale.....	117
	Bibliographie	123
	Résumé.....	129
	Table des Matières.....	130
	Table des annexes	132
	Annexes.....	133

TABLE DES ANNEXES

Dispositif d'enquête	135
Parcours individuels	136
Verbatims ESS, militantisme et politique.....	137

ANNEXES

Le dispositif d'enquête :

Les établissements sollicités

1. IEP Grenoble : master I et II Développement Expertise de l'ES
2. AROBASE Grenoble « Cadres dirigeants de l'ES » (niv. I) ou responsable d'Entreprise de l'ES (niv. II)
3. UGA Grenoble- Master « Transformation des Organisations de l'Économie Sociale »
4. Université de Lyon II - Master Pro en ESS
5. Collège Coopératif Rhône-Alpes Lyon - Diplôme d'État en Ingénierie Sociale
6. IRUP Saint-Etienne – Master Insertion et Entrepreneurat Social et Solidaire , Entrepreneur de l'ESS(niv I)

Grille d'entretien

Questions, thèmes à aborder	Vigilance - Repères
Biographie	
Racontez – moi , d'où vous venez, ce qui vous amené ici , à vous former en ESS ?	
Origines – sociales, familiales, géographiques. Profession des parents ? ou autres figures importantes de la socialisation primaire.	Présence de modèle, de figure tutélaire ?
Regards sur la biographie, sur les parents, sur la société « avant ».	Vulnérabilité, fragilité ?
Mobilités géographiques ou professionnelles particulières ?	Ruptures, dispersion de l'appartenance à un groupe ?
Votre parcours scolaire jusqu'ici ?	Variations avant l'ESS ?
Parcours extra – scolaire (implications sur actions, associative, politique....). Rencontres ou moments particuliers (collectives, sociales ou individuelles) ?	Perception d'une identité propre ? Appartenance à un groupe
Pourquoi ce choix de formation dans l'ESS ?	
Rapport au fait social : l'état du monde, les grandes questions sociétales sont-elles évoquées (travail/emploi, environnement / injustice, inégalités)	Vulnérabilité , marginalité ?
Avantages et inconvénients (perçus ou supposés) de travailler dans l'ESS ?	Importance des affects dans le choix. Lien avec les thématiques « QVT », « sens du travail »
Représentations de l'ESS : réparatrice, transformatrice, alternative, autre ?	Dimension politique de l'ESS ?
Représentations des travailleurs de l'ESS ?	Question du réseau, de la reconnaissance ? Les pairs comme modèles ?
Le projet d'emploi	
Sa nature : type d'emplois visés, motivations et intérêt	Vulnérabilité du jeune pas encore entré sur le marché ?
Votre mobilité géographique ?	Identité géographique ? Réflexivité accrue ? Importance donnée à la « carrière » et la « réussite professionnelle » ?
Représentations du marché : conditions de travail, salaire : avantages et inconvénients perçus.	
Appréhension du marché du travail : confiant, résigné, peu sensible à la question	
Durée de l'emploi. Construction d'un plan de carrière ? Vision à long terme, à court terme ?	Inscription dans la durée ?
Selon vous, la formation que vous suivez vous prépare t elle efficacement à l'emploi ? Oui/non, pourquoi ? Importance de la question ?	Vulnérabilité ?
Militer (= participer de manière active à la propagation d'une idée, d'un mouvement)	
Si le mot est évoqué : qu'entendez-vous par militer ?	
Qui milite aujourd'hui ? Pourquoi militer ? Contextes, causes ?	
Comment – concrètement – se traduit votre militantisme ?	Militer en actes ou en paroles ? En appartenant à un réseau identifié ?
Quels sont vos projets, vos modèles, vos causes ?	L'identité militante, l'appartenance à un groupe ? Héritage ou construction par l'expérience, par les rencontres ?
Emploi, hors emploi : la place du militantisme : expériences ou implications bénévolat, politique ; autres ... ?	Question du réseau et de la reconnaissance
Que défendez-vous ? Que cherchez-vous à promouvoir ? Pour quoi militez-vous ? (Nouvelles causes militantes = fin des causes visant à transformer le monde, recherche de résultats tangibles, qui transforment sa propre vision et son propre militantisme.)	
Façons de militer : Actif, théorique, ailleurs que dans l'emploi ? L'appartenance à un mouvement, groupe ??	Conscience de militer . Réflexivité accrue.
Quelle place pour les loisirs ou projets personnels ?	Militantisme « sporadique » ? Nouvelles formes de militantisme ?
Selon vous, militer au travail c'est... (avantage, inconvénient, facilités, difficultés)	Peut-on militer toute sa vie ? Pour la même cause ?
Comment vous voyez-vous dans une quinzaine d'année ?	Militer tout le temps ?
Merci !	

Les parcours individuels :

Age	Sexe	Parcours avant la formation	Engagements passés	Engagements en cours (autres qu'obligatoires, stages, etc..)	Projet d'emploi ?
24 ans	F	Deux années de droit - BTS cosmétique. Licence pro technico commercial	Bénévole sur des festivals	Non	Indéterminée, sans exclure l'ESS. Evoque la RSE et les métiers de la restauration.
24 ans	F	Formation Conseillère en ESF, licence pro Métiers de l'animation sociale, master 1 "métiers de l'intervention sociale"	Diverses associations au service des plus vulnérables (SDF, migrants, sortants de prison...) et à vocation culturelle.	Oui, dans la continuité des précédentes	Evoluer dans l'ESS
26 ans	F	Fac de psychologie - Formation Educatrice spécialisée	Service civique secteur étudiant - Présidente d'une association étudiante	Non	Evoluer dans l'ESS
23 ans	F	IEP dès la première année	Association au service des plus vulnérables	Non	Evoluer dans l'ESS
23 ans	F	IEP dès la première année	Bénévole puis co-présidente association au service des plus vulnérables.	Bénévolat dans la même association.	Evoluer dans l'ESS
20 ans	F	IEP dès la première année	Bénévole, puis administratrice dans une association au service des plus vulnérables	Administratrice dans la même association	Pompier ou enseignante
23 ans	H	IEP première année	Militant politique. A fondé une association politique étudiante	Responsable au sein de l'organisation politique.	Recherche / enseignement
22 ans	F	DUT Tech de commercialisation	Aucun	Non	Indéterminée, sans exclure l'ESS
23 ans	F	Prépa Lettres et Sciences Sociales - IEP dès la première année	Bénévolat association au service des plus vulnérables	Non	Envisage reprise d'études, secteur médical
23 ans	H	IEP dès la première année	Sympathisant actif politique. VP d'une association politique étudiante	Non	Indéterminé. Evoque l'ESS "si stimulant". A défaut, se projette sur des emplois "alimentaires".
24 ans	F	Fac d'Histoire, puis IEP	Bénévole association étudiante au service des plus vulnérables	Non	Indéterminée . ESS, si trouve quelque chose "qui la passionne". Va présenter le CAPES et songe à une réorientation vers les métiers du social .

Verbatims

Verbatim des rapports et représentations		
à l'ESS	au militantisme	au politique
Louise : "En fait, je me dis que l'ESS a réussi à cibler que le capitalisme, c'est mauvais pour la planète, mauvais pour l'être humain, c'est même mauvais pour l'économie, et du coup c'est une économie qui se construit en parallèle, mais qui essaie pas de convaincre le capitalisme, qui le laisse courir à sa perte tranquillement, et qui se dit "ben vous vous faites ça, ok, mais nous on va faire ça d'une pour contrer les dégâts que vous faites, mais en plus de ça pour montrer qu'il y a une autre économie qui est possible en fait".	Lola : " Si ça dépend de ce qu'on entend par militante. Travailler dans une association qui travaille dans la précarité ça peut être du militantisme mais je vais pas aller manifester ou des choses comme ça quoi donc ça peut être une forme de militantisme quand même, j'espère."	Louise "J'ai failli prendre ma carte au PC. Je pense que si j'étais restée je l'aurais prise, plus par effet de groupe que par vocation politique.. Pourquoi je l'ai pas prise maintenant, parce que je suis de plus en plus désenchantée par la politique, et je serai plus du genre à rejoindre les mouvements citoyens type Gilets Jaunes pour faire bouger les choses du bas que de croire en une personne qui fera bouger les choses d'en haut."
Jeanne " Pour moi au début l'ESS c'était un peu le monde idéal, une forme d'entreprendre qui pouvait résoudre les problèmes que les entreprises classiques n'arrivent pas à résoudre, alors qu'en fait c'est pas du tout ça pour moi. les deux sont liés, y a pas d'un côté l'ESS, les gentils et à côté tout le reste qui fait moins bien. C'est juste une autre façon de faire et voir les choses."	Damien " Bosses, ça m'empêchera pas de militer. C'est des choix de vie, il faut apprendre à gérer sa vie."	Minna" Je ne m'engagerais pas en politique. Tout est co-construction, et je pense qu'on a besoin d'assos, de corps intermédiaires, d'individus. On a besoin. C'est juste que des fois ça peut être un peu pervers, quoi."
Lola : "Bah en fait pour moi l'ESS c'est pas forcément vouloir aller à l'encontre de la société c'est plutôt un complément du public on entend souvent que la France ça va pas c'est n'importe quoi tout ça mais au final y'a quand même une bonne protection sociale tout ça c'est juste que il y a encore des gens exclus des gens qui ont pas tout ce qu'il faut grâce à ces protections sociales c'est plus un complément je pense.. "	Thomas "Militant ? deux définitions : essayer de persuader, ou essayer de prouver par ses actes qu'autre chose est possible.. C'est essayer de prouver par ses actes que ton idéal est cohérent, enfin est pertinent.. / Le fait que j'ai jamais eu d'appartenances partisanes, ça prouve que je ne suis pas vraiment un militant. "	Damien : "L'ESS, peut-être que ça s'inscrit aussi là-dedans finalement, posséder collectivement l'entreprise, ça se recoupe quand même.. Les biens communs gérés par l'Etat, pour les biens commerciaux, de consommation, l'Etat a pas à intervenir, l'ESS a un rôle à jouer"
Clémentine : "Donc c'est quand même une forme d'engagement, et qui pousse plus tard, on est quand même amené à s'engager, je veux dire, être, travailler dans une asso c'est s'engager, travailler dans une SCOP c'est aussi une forme d'engagement, la non lucrativité, c'est quand même un modèle de société qui est représentée derrière ces modèles là."	Emilie : "L'ESS, c'est pas forcément militer, ça dépend des gens. tu peux être dans l'ESS sans la savoir. C'est surtout dans le rapport à l'argent, et à la production Tu fais pas les choses pour ça."	Minna : "En même temps je trouve ça dangereux, parce que (rires) des fois je me dis on peut pas laisser aux assos la gestion des inégalités entièrement. Et ça c'est une tension, une espèce de paradoxe que je ressens souvent. Est-ce que c'est pas le boulot de l'Etat, et des fois ça me pose question."
Jeanne " Pour moi au début l'ESS c'était un peu le monde idéal, une forme d'entreprendre qui pouvait résoudre les problèmes que les entreprises classiques n'arrivent pas à résoudre, alors qu'en fait c'est pas du tout ça pour moi. les deux sont liés, y a pas d'un côté l'ESS, les gentils et à côté tout le reste qui fait moins bien. C'est juste une autre façon de faire et voir les choses."	Thomas "Militant ? deux définitions : essayer de persuader, ou essayer de prouver par ses actes qu'autre chose est possible.. C'est essayer de prouver par ses actes que ton idéal est cohérent, enfin est pertinent.. / Le fait que j'ai jamais eu d'appartenances partisanes, ça prouve que je ne suis pas vraiment un militant. "	Damien : "les gens ils s'imaginent la politique comme des bruits de couloir, des couteaux dans le dos. Il y a beaucoup de ça, c'est vrai. "
Lou : "Pour moi, l'ESS est politique, mais elle colmate.."	Louise : "Après, dans toute vie de militantisme, il y a des hauts et des bas, des fois on est désespéré on arrête, des fois on est trop fatigué, on s'arrête.. "	
Thomas : "Pour moi, l'ESS c'est des projets collectifs. C'est des ambitions, des projets et des méthodes d'organisation qui sont très fortes. Grâce aux organisations statutaires, tu vas pouvoir te mettre en ordre de bataille pour parvenir à tes fins". " L'ESS elle combat le désengagement de l'Etat, la mondialisation effrénée, il faut les combattre parce que ça crée des inégalités, dans les conditions d'accès à des biens matériels, et à la qualité".	Minna " Si je m'oriente dans l'ESS, c'est bien parce que je veux avoir le choix de la structure dans laquelle je travaille, ouais, être en accord avec le projet, mais disons, je me vois mal dire "ouais, je suis engagé parce que je bosse dans telle asso, tu vois". "	Minna : "c'est quand même le rôle de l'Etat que d'aménager une sorte d'égalité des chances. Très bien qu'il y ait des assos, mais ça dédouane pas l'Etat de son rôle."
Charlotte "Je croyais que l'ESS était une économie militante. Mais cette utopie elle est un peu décimée par le professionnalisme dont on parle si souvent et dont on est si fiers. Moi je suis hyper fière de ça."	Charlotte : "Bien sûr que j'ai envie de transformer le monde. Quand on me dit qu'est-ce que tu fais dans la vie, moi je réponds souvent je combats le capitalisme, je sauve le monde du capitalisme. Les gens sont pas informés, il suffit de les informer, ils vont suivre la bonne voie. Sur ce champ là, je me sens militante, autour de moi".	Thomas : "L'ESS elle combat le désengagement de l'Etat, la mondialisation effrénée, il faut les combattre parce que ça crée des inégalités"